

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

DES FEMMES, DES ADOLESCENTS

ET DES ENFANTS

DANS L'INDUSTRIE ANGLAISE

(ACT DE 1901)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Vendredi 27 Mai 1910, à 4 heures

PAR

J. VIALLA-MARTIN

Président : M. JAY, professeur

Suffragants : { MM. AGLAVE, professeur
PERREAU, professeur

PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1910

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

LA

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL

DES FEMMES, DES ADOLESCENTS

ET DES ENFANTS

DANS L'INDUSTRIE ANGLAISE

(ACT DE 1901)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

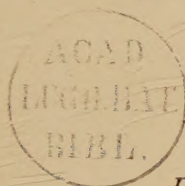
Présentée et soutenue le Vendredi 27 Mai 1910, à 4 heures

PAR

J. VIALLA-MARTIN

Président : M. JAY, professeur

*Suffragants : { MM. ALGLAVE, professeur
PERREAU, professeur*



PARIS (5°)

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

46, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1910

A MA MÈRE.

LA
RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL
DES FEMMES, DES ADOLESCENTS
ET DES
ENFANTS DANS L'INDUSTRIE ANGLAISE
(ACT DE 1901)

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA RÉGLEMENTATION INDUSTRIELLE

Lois antérieures à l'Act de 1901 depuis 1802 jusqu'à 1878. L'opposition des femmes.

La législation industrielle en Angleterre date du XIX^e siècle, elle est contemporaine du grand mouvement industriel qui se produisit à cette époque. Le rétablissement de la paix en Europe favorisa le développement de l'industrie, le nombre des manufactures augmenta considérablement, le machinisme devait créer la législation industrielle.

Les anciennes corporations avaient eu également des statuts très précis où le travail, les procédés de fabrication étaient soumis à un régime minutieux et sévère, mais que

de différences ne présentaient-ils pas avec nos lois actuelles ! La prohibition du travail de nuit était surtout inspirée par le désir d'obtenir un travail mieux exécuté, les jours de congé étaient accordés pour permettre aux ouvriers de remplir leurs devoirs religieux.

L'idée de la législation industrielle est le résultat d'une nouvelle conception des questions industrielles. On se préoccupe à notre époque des conditions sanitaires, de la sécurité des établissements où les ouvriers travaillent. Avec la disparition des petits ateliers domestiques et l'ouverture des grandes fabriques où étaient réunis des centaines d'ouvriers, femmes et enfants, une discipline nouvelle était nécessaire, c'est là l'origine des premières lois industrielles.

Le sort des enfants dans les manufactures attira d'abord l'attention des philanthropes, il n'apparaît pas qu'il fût particulièrement heureux ; les enfants commençaient à travailler très jeunes dès qu'ils étaient en état de rapporter un gain quelconque à leurs parents.

En ce qui concerne la condition des femmes dans l'industrie, il n'y a alors pour elles aucune mesure spéciale. Leur nombre est certainement bien inférieur à ce qu'il est aujourd'hui car l'extension du travail féminin est un fait relativement récent. Aussi verrons-nous que les premières mesures législatives, tendant à diminuer la longueur de la journée de travail, s'appliqueront d'abord aux enfants. Elles ne furent d'ailleurs pas accueillies sans contestation, et, au début, les fabricants non surveillés se montrèrent

bien peu scrupuleux dans l'application des nouvelles mesures, il les jugèrent longtemps comme autant d'atteintes à la liberté individuelle et estimaient qu'elles étaient de nature à entraver le développement de leur industrie. Il est intéressant de remarquer que les premières tentatives de législation industrielle ne furent d'abord faites que pour l'industrie textile. Il était plus aisé de la réglementer qu'aucune autre car elle était concentrée dans quelques provinces, dans le Lancashire et le Yorkshire particulièrement. En outre, les fabriques étaient d'une importance suffisante pour que les mesures s'appliquassent à une population ouvrière nombreuse. Il paraissait alors impossible d'établir des règles pour les autres industries disséminées dans toute l'Angleterre et où la surveillance de la loi peu ou point organisée aurait été pratiquement impossible.

Il n'y avait alors aucun contrôle sur le travail des enfants qui, dans certaines fabriques, commençaient la journée dès cinq ou six heures du matin pour finir parfois à dix heures du soir. Ils étaient employés, disait-on, à des travaux proportionnés à leur force physique, mais en réalité bien supérieurs.

L'attention publique fut pour la première fois attirée sur la question du travail des enfants en 1784, à l'occasion d'une fièvre infectieuse qui éclata à Radcliffe. Après une enquête faite, il résulta que la cause de la fièvre était due en grande partie à l'excès de travail imposé à de jeunes enfants déjà anémiés, et sa propagation, aux conditions hygiéniques défectueuses des ateliers.

En 1793, une loi autorisa les juges de paix à infliger une amende de 40 S (50 fr.) aux patrons qui maltraiteraient les jeunes apprentis et en 1795, à la suite de nouvelles épidémies, le conseil d'hygiène de Manchester fut créé. Il était destiné à prévenir autant que possible les maladies, à lutter contre la contagion, à limiter les heures de travail et à prescrire le travail de nuit pour les enfants. On commençait également à s'inquiéter de la condition des enfants dans les fabriques et, en 1801, nous voyons un patron condamné à douze mois de hard labour pour abus de travail et mauvais traitements à l'égard de ses apprentis. Ce mouvement aboutit à l'Act de Sir Robert Peel, de 1802, désigné sous le titre de « Loi de 1802 sur la santé et la moralité des Apprentis ». Il y avait là, cependant, bien plus une extension de la loi sur les Pauvres qu'une véritable mesure industrielle. Les conseils de paroisse plaçaient en effet dans les fabriques les enfants pauvres et abandonnés, à charge pour les patrons de les loger et de les nourrir. La loi se préoccupa d'abord de ces enfants, et le gouvernement se montra d'autant moins hostile à cette mesure qu'il se sentait responsable vis-à-vis d'eux. La loi s'appliquait aux enfants des deux sexes et ne fixait pas l'âge précis où la protection législative devait disparaître, de sorte que celle-ci s'étendit sur des adolescents, garçons ou filles, ayant dépassé l'âge de l'enfance.

La journée de travail était fixée à douze heures, le travail de nuit devait graduellement diminuer et être totalement aboli en Juin 1804. Il était prescrit de nettoyer les

fabriques deux fois par an ; la ventilation devait être suffisante, des dortoirs différents devaient être aménagés pour les apprentis des deux sexes. Enfin, la loi ordonnait que les premiers éléments d'instruction soient donnés aux apprentis. La loi de 1802 marquait une amélioration sensible dans la condition des enfants, les mesures mêmes qu'elle prescrit donnent une idée des abus alors possibles. Cependant, la journée de douze heures, tout en réalisant un progrès puisqu'elle était une limitation aux heures de travail, nous semble encore excessive. C'était déjà l'opinion de quelques personnes, mais il faut songer qu'il était difficile, sinon impossible, de transformer brusquement les habitudes de l'industrie. N'oublions pas non plus qu'on était encore bien peu accoutumé à l'intervention de la loi, dans des matières qui semblaient n'intéresser que les particuliers. En outre, alors même qu'on était d'accord pour protéger l'enfance, il semblait peu aisé d'établir des règles spéciales pour elle.

♦ Les enfants travaillaient, en effet, avec les adultes, et leur servaient d'aides ; en modifiant les heures de travail des enfants, n'allait-on pas ébranler toute l'organisation du travail ? Toutes ces raisons expliquent les difficultés que rencontra Robert Owen dans la campagne qu'il mena en faveur de la diminution des heures de travail.

Robert Owen commença par mettre en pratique ses théories dans ses propres établissements, donnant lui-même l'exemple, n'employant que des enfants âgés de dix ans au moins, et réduisant les heures de travail à douze, y

compris une heure et quart pour les repas. Il estimait même que les enfants de dix à douze ans ne devaient être employés qu'une demi-journée. Pour les jeunes gens des deux sexes au-dessous de dix-huit ans, il fixait à dix heures la journée de travail. Enfin, autre innovation, il voulait que l'application de la loi fût surveillée par des inspecteurs appointés et qualifiés.

L'intervention de Robert Owen aboutit à la loi de 1819, qui était loin de réaliser ses vœux. Elle fixait la limite de l'âge d'entrée dans les fabriques à neuf ans ; tout enfant au-dessous de seize ans ne devait pas être employé plus de douze heures, lesquelles ne comprenaient pas les heures des repas.

L'idée de créer des inspecteurs était repoussée, les juges étaient seuls compétents pour toute contestation dans l'application de la loi.

Il faut remarquer encore que l'act de 1819 ne concernait que les fabriques de coton et que, par conséquent, la plupart restaient en dehors de la loi.

L'act de 1819 fut d'ailleurs bientôt amendé, pour permettre des heures supplémentaires de travail dans quelques cas.

Cependant, si l'act de 1819 ne réalisait pas complètement les espérances d'Owen, l'idée de la diminution des heures de travail persista, et nous la retrouverons dans les lois de 1825 et de 1833.

La loi de 1825 est l'œuvre de Sir John Cam Hobhouse, elle parut peu de temps après la publication d'un ouvrage,

qui eut quelque retentissement, sur : « Les heures de travail à Manchester ».

L'auteur y dénonçait la longueur de la journée de travail qui, dans cette ville, était de quatorze heures.

L'act de 1825 fixait la longueur de la journée, pour les jeunes gens des deux sexes âgés de seize ans à douze heures, non compris une heure et demie pour les repas. Le samedi, la journée ne devait pas dépasser neuf heures.

En 1831, un amendement fixait la journée de travail à douze heures, pour les jeunes gens âgés de moins de dix-huit ans au lieu de seize comme en 1825. Le travail de nuit était complètement interdit jusqu'à vingt et un ans. Le bill de 1831, comme les précédents, ne s'appliquait qu'à l'industrie du coton.

Cette même année, Michael Sadel, membre du Parlement, dans une proposition de loi plus hardie que les précédentes, demandait que la journée de travail fût fixée à dix heures. C'est le célèbre bill des dix heures, mais l'opposition, de la part des manufacturiers, fut telle que la question fut soumise à l'étude d'une commission spéciale chargée de se livrer à une enquête dans l'industrie textile. De ces recherches, il paraissait démontré que les lois de 1825 et de 1831 réglant les heures de travail des enfants n'étaient pas observées, que les parents profitaient dans une large mesure du travail de leurs enfants, et que les manufacturiers employaient ceux-ci sans difficulté pendant de longues heures pour un salaire très minime. Il semblait également nécessaire de créer des inspecteurs appointés, char-

gés de visiter les fabriques à des intervalles réguliers, et avec le pouvoir de faire respecter la loi.

La loi de 1833 adopta cette dernière mesure ; elle prohibait également tout travail de nuit pour les jeunes gens âgés de moins de dix-huit ans, dans l'industrie du coton, de la laine, de la soie, du jute, du lin, seules quelques industries connexes et les fabriques de dentelle étaient exceptées. Les jeunes gens des deux sexes, âgés de moins de dix-huit ans, ne devaient pas être employés plus de douze heures par jour, ou soixante-dix-neuf heures par semaine ; les enfants au-dessous de neuf ans ne pouvaient être employés, sauf dans les fabriques de soie.

Après la troisième année de l'adoption de la loi, il était interdit d'employer des enfants plus de quarante-huit heures par semaine ou neuf heures par jour ; une heure et demie était accordée pour les repas, quatre inspecteurs appointés eurent le pouvoir de pénétrer à toute heure dans les fabriques, d'examiner les enfants, de procéder à des enquêtes, d'appeler des témoins. Ils avaient, de plus, le pouvoir de faire deux fois par an les règlements nécessaires et devaient présenter des rapports. L'amende pour toute infraction à la loi était de 1 à 20 S.

L'act de 1833 réglait donc la journée de travail pour les enfants au-dessous de dix-huit ans, il laissait libre le travail des adultes femmes, mais les partisans de la protection légale n'avaient pas renoncé à l'idée d'une loi réglementant le travail des adultes comme celui des enfants. Cette proposition avait déjà été faite par Robert Owen qui

réclamait la journée de huit heures ; en 1818, les filateurs de Manchester avaient demandé au Parlement la journée de 10 heures.

A partir de 1830, les industriels de la région du Yorkshire commencèrent à se montrer favorables à la journée de dix heures. Le mouvement gagna peu à peu le Lancashire, puis Londres. D'autre part, en décembre 1835, lors d'un important meeting, à Manchester, l'inefficacité de la loi de 1833 était démontrée ; les inspecteurs avaient négligé leurs devoirs et les mesures de protection à l'égard des enfants avaient été peu appliquées.

D'autres réunions eurent également lieu dans le Lancashire, en faveur de la journée de dix heures.

En 1841, une députation fut envoyée à Londres, auprès de Sir Robert Peel, pour discuter la question de la législation industrielle. Pour la première fois on songea sérieusement à réglementer le travail des femmes ; de 1841 à 1847, il s'agira souvent de la diminution des heures du travail féminin. Les Inspecteurs signalèrent le travail excessif imposé aux femmes ; dans les fabriques, la journée de travail du matin commençait le plus souvent à 5 heures, pour finir à 8 h. 1/2 du soir ; des jeunes filles au-dessous de dix-huit ans travaillaient plus de 12 heures par jour. On alla jusqu'à demander l'interdiction du travail des femmes dans les fabriques et, en tous les cas, la prohibition complète du travail des femmes mariées, tant que le mari serait en vie.

L'act de 1844 fixa à 12 heures la journée de travail

pour les femmes et les adolescents. Il était interdit aux femmes, aux adolescents et aux enfants, de nettoyer aucune machine en mouvement ; il leur était également défendu de demeurer dans les ateliers de travail au moment des repas. Les heures des repas étaient fixées par une horloge publique, ils devaient avoir lieu au même moment pour les femmes et les adolescents.

L'échec du bill demandant la journée de 10 heures ne diminua pas l'ardeur de ses partisans. En 1846, Lord Ashley présentait un autre projet de loi dans le même ordre d'idées. Il devait finir par aboutir en 1847. L'Act de 1847 fut accueilli avec enthousiasme par les populations industrielles du Yorkshire et du Lancashire. Il fut appliqué graduellement ; les heures de travail furent d'abord réduites à onze, puis enfin à dix, en 1848. L'acte de 1847 présentait toutefois une lacune dont on s'aperçut bientôt et qui était de nature à faire échec à la loi, c'est qu'en effet il n'annulait pas les Acts de 1833 et de 1844.

La journée de travail pour les femmes et les enfants était fixée à dix heures, mais la durée légale de la journée s'étendait toujours entre 5 h. 30 et 8 h. 30, et les manufacturiers pouvaient faire travailler plus de dix heures par jour, en ayant soin de renouveler leur personnel de femmes et d'enfants, c'était ce qui constituait le système du relai. Les ouvrières étaient renvoyées à différentes heures du jour, de manière à ce que leur journée n'excédât pas dix heures. La vérification des heures du travail devenait de cette manière presque impossible pour les ins-

pecteurs. Ce procédé était considéré comme illégal, mais il fonctionnait toujours, et l'acte de 1847 était impuissant à l'interdire complètement. Aussi, le Gouvernement proposa de fixer les heures du travail pour toutes les personnes protégées par la loi, de 6 heures du matin à 6 h. du soir ou de 7 à 7 heures avec la permission d'une heure et demie pour les repas, et avec cessation de travail le samedi à 2 heures (Act de 1850).

Restait l'act de 1844 toujours en vigueur, permettant que la journée de travail s'étende entre 5 h. 30 et 8 h. 30 pour les enfants de huit à treize ans. D'après le rapport des inspecteurs en 1850, 257 usines employaient 3.742 enfants, comme assistants pour les ouvriers adultes, après le départ des femmes et des jeunes gens. On demanda alors que le travail des machines fût arrêté, de manière à ce que la cessation du travail fût réelle, et en 1853, J. M. Cobett proposa un bill pour limiter effectivement le travail des femmes à dix heures par jour, et pour ordonner l'arrêt des machines de 5 h. 30 jusqu'à 6 heures le matin suivant, mais cette proposition qui aurait eu pour effet la réglementation du travail des ouvriers, n'aboutit pas au Parlement. Ce fut la proposition de Lord Palmerston qui passa. Tout travail d'enfant était interdit avant 6 heures du matin et après 6 heures du soir.

Désormais, la journée de travail pour les femmes, les adolescents et les enfants, était définitivement fixée, les seules infractions à la loi, possibles, étaient de commencer le travail quelques minutes avant 6 heures et de le termi-

ner quelques minutes après, de restreindre les moments consacrés aux repas.

Aussi, pendant une vingtaine d'années, ne trouvons-nous aucune mesure législative tendant à diminuer la journée de travail, lorsque, à la suite d'une enquête du *Local Government Board* sur la santé des femmes, des jeunes gens et des enfants employés dans l'industrie textile, parut un rapport signalant l'excès de travail imposé aux ouvrières. Cet excès provenait en grande partie du développement du nombre des machines dans les fabriques, du perfectionnement de ces machines qui, devenant plus rapides, exigeaient des ouvrières plus de travail et plus d'attention qu'autrefois. L'atmosphère dans les fabriques de coton, en particulier, était chargée de poussières et de parcelles de coton qui la rendaient malsaine, cependant les inspecteurs constataient le plus souvent l'absence de tout ventilateur.

Les enquêteurs recommandaient la réduction des heures de travail de soixante à cinquante-quatre par semaine. Un bill désigné sous le titre de la « Santé des ouvrières » fut présenté au Parlement et adopté en 1873. Il réduisait la journée de travail à 9 heures.

Toutes les mesures législatives que nous avons étudiées ne concernaient que l'industrie textile. Les abus y étaient, disait-on, plus fréquents qu'ailleurs. A la vérité, la concentration de cette grande industrie, son chiffre d'ouvrières groupées dans quelques régions distinctes et dans d'immenses établissements permettaient l'application relative-

ment facile du contrôle de la loi. Cependant, il était évident que des abus analogues se commettaient dans d'autres industries, excès de travail imposé à de jeunes enfants et aux ouvrières dans des salles mal aérées, mais ils étaient moins connus et surtout plus difficiles à surveiller.

D'autre part, les résultats de la réglementation industrielle n'avaient été nullement préjudiciables au développement de l'industrie textile, et on estimait qu'elle pouvait être appliquée avec avantage à d'autres industries.

La journée de travail fut d'abord limitée dans les industries connexes à l'industrie du coton.

En 1843, une commission fut réunie pour examiner les conditions du travail dans les manufactures d'imprimerie sur calicot du Lancashire, du Cheshire, du Derbyshire. Les enfants y étaient employés en très grand nombre. On y comptait en effet, à cette époque, 3616 garçons au-dessous de seize ans et 2 030 filles du même âge.

Ces enfants commençaient à travailler très jeunes, avant même l'âge de neuf ans, et les heures d'emploi étaient très irrégulières. A certains moments de presse, ils travaillaient même pendant les heures de la nuit.

La journée était théoriquement de dix heures, mais elle était souvent prolongée et les machines restaient en activité jusqu'à minuit.

Dans les teintureries et pour tous les travaux de blanchiment, les conditions du travail étaient à peu près les mêmes.

Toutefois le Parlement se montra très hostile à toute in-

gérance législative. On objectait que le travail dans ces industries n'était pas concentré, que la surveillance serait difficile et coûteuse.

La production était incertaine il y avait des périodes où l'ouvrage devait être exécuté avec une grande rapidité, toute diminution dans les heures de travail serait préjudiciable aux fabricants et aux ouvrières. Le résultat de cette opposition fut qu'en 1845 les seules restrictions admises furent ; 1° la prohibition du travail des enfants au-dessous de huit ans dans toutes les fabriques d'impression sur étoffe; 2° L'interdiction du travail des femmes et des enfants au-dessous de treize ans, entre 10 heures du soir et 6 heures du matin. L'industrie de la teinturerie n'était pas comprise dans l'act de 1845. En 1854, un bill règlementant cette industrie fut voté à la Chambre des Lords, alors que la Chambre des communes réclamait un supplément d'enquête.

Le résultat des investigations démontra que, dans tout l'ouest de l'Ecosse et dans le Lancashire principaux centres de cette industrie les heures de travail étaient trop longues.

La journée commençait entre six et sept heures du matin et se prolongeait jusqu'à huit, neuf et même dix heures du soir, le travail de nuit y était fréquent.

D'après le témoignage des médecins, le nombre des malades augmentait proportionnellement aux heures de travail. D'autre part, tous les fabricants n'étaient pas opposés à la diminution de la journée de travail, et certains ne pratiquaient le système des longues journées que parce qu'il était employé par les autres.

Après plusieurs échecs, le bill fut voté en 1861. Toute l'industrie du nettoyage et de la teinturerie était placée sous la législation des Factory Acts sauf les travaux de blanchiment en plein air. En certains cas, des permissions furent accordées pour prolonger la durée de la journée de travail légale.

Une autre industrie ne tarda pas à être également placée sous le contrôle de la loi, ce fut l'industrie de la dentelle. Là encore, les enquêtes révélèrent les longues heures de travail le jour et la nuit. Mais l'intervention de la loi présenta des difficultés. On était en présence d'une industrie domestique, l'ouvrage se faisait dans des maisons particulières où il était impossible d'aller vérifier les heures de travail.

On régla le travail dans les fabriques en accordant certaines exceptions, en permettant, par exemple, que le travail des jeunes gens de seize à dix-huit ans puisse avoir lieu entre 4 heures du matin et 10 heures du soir (Act de 1861).

En 1867, un act plaça sous la surveillance de la loi les petits ateliers et même les maisons privées où les enfants travaillaient avec leurs parents. Aucun enfant au-dessous de huit ans ne devait être employé, ceux âgés de moins de treize ans ne devaient pas être employés plus de 6 heures par jour. Aucune femme ne devait travailler plus de 10 h. 1/2 par jour. Ces mesures étaient d'une application difficile.

Peu à peu, des industries d'un caractère très différent furent placées sous le contrôle de la loi. C'est ainsi que l'Act de 1864 comprenait l'industrie de la poterie, la fabri-

cation des allumettes, des cartouches, des capsules, où les femmes et les jeunes filles étaient employées en grand nombre, les fabriques de papier peint.

Dans cet act, le terme fabrique était étendu et comprenait tout local où des personnes travaillent, pour un salaire, dans les diverses industries spécifiées.

Les industriels devaient veiller à l'entretien et à l'aération de leurs établissements.

Les enfants, les adolescents et les femmes n'étaient pas autorisés à prendre aucun repas, dans des salles où des travaux offrant quelque danger étaient effectués.

Des enquêtes furent également faites dans les industries de la bonneterie, du vêtement et de la quincaillerie.

Dans la bonneterie, d'après le rapport de la Commission de 1862, 120000 personnes étaient employées, sur lesquelles 4063 seulement étaient soumises à la législation des « Factory Acts », et travaillaient dans les grandes fabriques. Les autres étaient employées à domicile ou dans de petits ateliers. Les enfants commençaient à travailler très jeunes, dès 4 ou 5 ans; les femmes plusieurs fois par semaine travaillaient toute la nuit.

Dans l'industrie du vêtement, les difficultés les plus grandes se présentèrent pour introduire quelque surveillance. En 1861, on comptait déjà, en Angleterre, 600 000 femmes employées aux divers travaux de couture, confections, robes, manteaux, chemises, cols, crinolines, etc. A ces chiffres, s'ajoutaient 112 600 femmes employées en Irlande et 51 000 en Ecosse. La durée du tra-

vail était irrégulière, et pouvait se prolonger pendant la saison de Londres, quatorze et même parfois seize heures par jour. Là encore il était difficile de réglementer tous ces travaux s'accomplissant en effet, dans des établissements très variés : ateliers de petite importance, maisons privées, ou grands ateliers.

Les enquêteurs furent d'avis qu'il était impossible de laisser les petits ateliers parfaitement libres, et de placer les grands établissements seuls sous le contrôle de la loi; il fut décidé que les premiers seraient sous la surveillance des autorités locales.

A Birmingham, dans les quincailleries, les heures de travail étaient peut-être un peu moins longues, mais très irrégulières; les enfants étaient employés trop longtemps de suite et à un âge insuffisant.

A la suite de ces diverses enquêtes, qui dénonçaient l'excès des heures de travail, les mauvaises conditions sanitaires, le travail la nuit, un bill fut présenté par Walpole en Mars 1867, intitulé loi sur les heures de travail. Walpole soutint que les abus dans la petite industrie étaient encore plus nombreux que dans la grande. Il démontra que les enquêtes de la commission prouvaient la nécessité de surveiller les maisons privées et le travail des enfants, lorsque les parents négligeaient leurs devoirs.

Il convenait de distinguer les divers établissements d'après le nombre des personnes employées. Les plus grands occupant plus de cent personnes (ce chiffre fut plus tard abaissé à cinquante), devaient être soumis aux règles

des Factory Acts ; les moins importants, occupant un chiffre inférieur à cinquante personnes étaient soumis à une réglementation spéciale et sous la surveillance des autorités locales. L'act de 1867 ne concernait pas l'industrie textile ni les teintureries et les fabriques de dentelle soumises à la loi de 1866.

Il réglementait de nouvelles industries, les hauts-fourneaux, les fonderies de cuivre, les forges, les aciéries, les fabriques de gutta-pércha, de papier, les verreries, les fabriques de tabac et, enfin tout établissement employant moins de cinquante personnes. La loi maintenait les mesures sanitaires de 1864, ainsi que la réglementation des heures de travail des enfants, les règles relatives à leur éducation.

Les patrons pouvaient prendre des précautions spéciales soumises à l'approbation du Secrétaire d'Etat pour tous les travaux offrant quelque danger.

Le Secrétaire d'Etat pouvait autoriser les jeunes garçons âgés de seize ans, à travailler jusqu'à quinze heures un jour sur deux.

Les jeunes gens de quatorze ans et au-delà, et les femmes étaient autorisés à travailler dans les ateliers de reliure quatorze heures. Les jeunes gens âgés de seize ans pouvaient travailler la nuit, dans les fabriques de papier et les imprimeries. A part ces exceptions les enfants de huit à treize ans ne devaient être employés qu'une demi-journée. La journée de travail pour les femmes et les adolescents, était fixée à douze heures sur lesquelles une heure et demie

était consacrée aux repas. Tout travail devait cesser le samedi après deux heures, sauf dans les établissements n'employant que cinq personnes. Cependant, s'il y avait une diminution dans la longueur de la journée il était toujours possible de faire travailler les enfants entre six heures et huit heures du matin, et les femmes et les adolescents entre cinq et neuf heures, alors que la seule protection efficace eût été l'établissement d'une journée égale en durée aux heures de travail permises par la loi.

En 1876, une commission fut chargée d'examiner l'application des différentes lois industrielles.

Elle se trouvait en présence d'inégalités dont se plaignaient vivement les manufacturiers, les uns étaient soumis à des règles dont les autres étaient complètement affranchis. Ainsi l'industrie textile était comme nous l'avons vu réglementée par l'act de 1874 qui fixait la journée de travail à dix heures, et permettait d'employer des enfants âgés de dix ans. Dans les fabriques, la journée de travail était de 10 heures $1/2$, mais de nombreuses exceptions étaient accordées. Dans les ateliers (workshop) où l'on employait moins de cinquante personnes la journée de travail s'étendait entre 5 heures et 9 heures du soir avec des intervalles pour les repas. Or, certains ateliers étaient considérés comme fabriques quel que fût le nombre d'ouvriers employés, tel était le cas pour les imprimeries (Act de 1867). Par suite de ces irrégularités la surveillance de la loi était très difficile.

On demandait que la limite des heures de travail, dans

toutes les fabriques et ateliers, fût fixée de 6 heures à 6 heures, ou de 6 h. 30 à 6 h. 30, ou de 7 à 7. Le travail domestique, où seuls les membres de la famille étaient employés, serait excepté.

Pour certaines industries telles que la conserve du poisson ou du fruit, ou pour certaines professions dont le travail dépendait des variations de la température ou de certaines exigences dans la demande, certaines exceptions étaient tolérées.

L'act de 1878 s'inspira des vœux de la Commission. La distinction arbitraire, existant entre les établissements occupant plus ou moins de cinquante personnes, disparut. Relativement aux heures de travail, la loi distingua :

1° L'industrie textile. La journée de travail y était limitée à dix heures et à six heures et demie le Samedi. Les ouvrières ne pouvaient pas être employées plus de quatre heures de suite, sans avoir une demi-heure de repos.

2° Les fabriques et ateliers. La journée de travail était fixée à dix heures et demie et à sept heures et demie le Samedi. Les ouvrières ne devaient pas être employées plus de cinq heures de suite, sans un intervalle d'une demi-heure de repos.

3° Certaines industries, telles que l'imprimerie, la teinturerie, où une demi-heure supplémentaire était accordée, dans le cas où le travail serait inachevé à la fin de la journée.

4° Les industries de la conserve du poisson, du fruit, les crémeries. La journée de travail pouvait être de quatorze

heures pendant cinq jours par semaine, des règles spéciales étaient applicables aux teintureries du rouge de Turquie et aux teintureries en plein air.

Le travail de nuit était interdit aux femmes ; dans certaines industries désignées, qui n'employaient ni enfants, ni jeunes gens, le travail pouvait continuer jusqu'à dix heures.

Une femme ne devait pas être employée pendant les quatre semaines suivant la naissance d'un enfant.

En 1891, il fut question de limiter la journée de travail dans les blanchisseries et dans les ateliers. La journée fut fixée entre six et dix heures. Les ateliers domestiques continuaient à être soustraits au contrôle de la loi.

Dans ce même act, l'essai fut tenté de faire appel aux autorités sanitaires locales ; on laissa à leur surveillance l'hygiène des ateliers, et une partie de l'administration de la loi.

L'act de 1891 innovait sur un autre point encore ; il imposait aux patrons l'obligation de tenir une liste des ouvriers employés en dehors de leurs établissements, de façon à ce qu'ils fussent soumis à la surveillance des inspecteurs et à celle des autorités locales.

L'act de 1895, dans ce même ordre d'idées, exigea en outre que ces listes fussent envoyées aux inspecteurs deux fois par an.

Par le même act, les blanchisseries furent soumises à l'inspection. La durée des heures de travail y fut fixée par semaine à trente pour les enfants, à soixante pour les ado-

lescents et les femmes ; mais il était encore permis à ces dernières de travailler jusqu'à quatorze heures par jour, et aux enfants, jusqu'à dix heures.

La législation actuelle date de 1901, elle est en vigueur depuis 1902. Elle modifie sur plusieurs points la législation antérieure, mais elle n'abandonne pas les tendances observées dans ces dernières années.

C'est ainsi qu'on augmente le pouvoir des autorités locales, on leur abandonne une partie de l'administration et la surveillance de la loi.

Cependant, au nombre des mesures légales, la suppression de tout travail le dimanche n'était pas sans susciter certaines difficultés dans quelques industries. Dans la plupart, il est vrai, la coutume existait depuis longtemps déjà, elle correspondait aux traditions et aux idées religieuses du pays ; on sait, en effet, que c'est au moins plus de la moitié des occupations et des manifestations de tout travail qui disparaissent le dimanche, en Angleterre. Mais il n'en était pas moins vrai que, sous un régime de liberté, industriel, certains travaux indispensables s'accomplissaient ce jour-là. C'est ainsi que l'industrie des laiteries irlandaises protestait contre le repos obligatoire du dimanche, en été surtout. La divergence des opinions se manifesta lors de la discussion du projet de loi de 1901. Cependant, l'opposition à l'égard de la législation industrielle ne se présentait plus sous son ancienne forme. Il n'était plus question de repousser systématiquement l'ingérence de la loi, et le point de vue doctrinaire n'était guère invoqué.

D'ailleurs, il s'agissait plutôt de renforcer les anciennes règles, d'assurer leur application efficace, que d'en créer de nouvelles.

Il apparut également évident qu'il n'était pas dans les intentions du législateur d'établir des mesures en vue de combattre l'extension du travail féminin. Aussi verrons-nous maintenues les tolérances qui avaient été accordées à quelques industries dont le travail nécessitait des conditions spéciales. Ainsi, malgré l'amendement de Sir Ch. Dilke, tendant à restreindre la longueur des heures de travail dans l'industrie de la conserve du poisson, les règles spéciales furent maintenues.

La discussion s'engagea également au sujet des mesures à prendre dans l'industrie de la conserve du fruit. Les partisans de la protection du travail, soutenus par M. Trevelyan, demandaient l'adoption d'heures légales, fixant la durée de la journée de travail. D'autre part, on faisait ressortir l'utilité qu'il y avait à accorder certaines tolérances, dans une industrie en activité seulement pendant quelques mois de l'année et qui, en raison de sa nature, exigeait la promptitude. Le travail fut ainsi autorisé, entre six et huit heures, pendant un certain nombre de jours de la semaine.

On demandait encore la diminution de la journée de travail dans les blanchisseries. L'amendement, présenté par M. Tennant, fixait la durée de la journée entre neuf heures du matin et neuf heures du soir.

Les diverses opérations du travail devaient être divisées

et avoir lieu dans des salles séparées. On objecta aussitôt que cette mesure, applicable dans les grandes blanchisseries, serait impossible dans les petits ateliers. Les anciennes règles subsistèrent et l'amendement fut repoussé.

M. Seton Karr proposa qu'il fût permis, au Secrétaire d'Etat, de changer l'heure où commence la journée de travail pendant les jours de chaleur, mais cet amendement ne fut pas adopté.

Lors de la discussion sur la durée de la journée de travail, Sir Ch. Dilke demanda qu'il fût interdit à une ouvrière de travailler, le même jour, dans un magasin et à la fabrique ou à l'atelier. La première fois que cette question fut discutée au Comité, elle fut adoptée sous la réserve d'un examen plus approfondi. Reprise une seconde fois, elle fut adoptée, malgré l'opinion de certains membres du Parlement qui objectaient que cette mesure allait être une cause de gêne, dans tous les cas où le travail avait lieu à la fois dans un magasin et à l'atelier.

Dans le même ordre d'idées et toujours dans le but de prévenir toute modification à la règle fixant la durée de la journée de travail, M. Keir Hardie proposa qu'il fût interdit à un patron, employant des ouvrières dans sa fabrique ou son atelier, de leur délivrer du travail après la journée ou de les faire travailler chez elles le même jour.

Cette mesure, malgré certaines objections, fut maintenue dans la loi.

On songea encore à prolonger le temps pendant lequel

subsiste l'interdiction de travailler, pour toute femme venant de donner naissance à un enfant.

Un amendement proposa que la femme ne pût reprendre son travail avant trois mois. Les difficultés pratiques que présentait l'application de cette mesure la firent repousser.

Au cours de cet historique, nous avons vu que les deux principaux arguments invoqués en faveur de la liberté du travail des femmes étaient, d'une part, l'intérêt de l'industrie, d'autre part, le principe de la non-intervention de la loi en faveur auprès de beaucoup d'économistes. Ces arguments sont d'ordre spéculatif. Ils ont été reproduits plus ou moins, dans tous les pays, et à propos de toute réglementation du travail ou de toute intervention de la loi en matière économique.

Mais, comme nous l'avons signalé plus haut, la réglementation du travail des femmes provoqua une opposition qui tirait ses arguments de la spécialité même de cette réglementation. Cette opposition persiste encore, mais elle s'est surtout manifestée, entre les années 1878 et 1901, lors de la discussion des lois nouvelles, et elle eut certainement une grande influence sur les décisions du Parlement. Ce mouvement est bien connu en Angleterre, il se produisit dans l'opinion publique par des conférences et par des articles, principalement dans deux revues créées dans le but de défendre la liberté du travail des femmes : le *Journal de l'Union des femmes*, et la *Revue des femmes anglaises* (*The Englishwoman's Review of Social and*

Industrial Questions) qui paraît encore et continue à travailler dans le même sens, mais avec peut-être un peu moins d'âpreté.

Remarquons, tout d'abord, qu'il ne fut pas question de repousser l'ensemble des mesures de protection, et que toutes celles concernant les adolescents et les enfants étaient acceptées. Il ne s'agissait donc pas complètement d'une campagne en faveur de la liberté du travail en général, comme l'entendaient autrefois les conservateurs qui avaient repoussé au Parlement toute la réglementation industrielle. L'idée était un peu différente, elle apparaît assez nettement dans le livre de Miss Blackburn, intitulé : *Women under the Factory Act* (1) : Il est clair, dit l'auteur, que les enfants sont incapables de juger par eux-mêmes du travail qu'ils peuvent accomplir et accepter, nous réclamons que les femmes adultes ne soient pas traitées comme des enfants. De même, Miss Blackburn ne désapprouve pas les règlements relatifs à l'hygiène, à la sécurité des ouvrières, qui diffèrent essentiellement, selon elle, des restrictions apportées à la durée de la journée de travail.

La question se posait ainsi : une femme active ayant besoin de gagner sa vie devait pouvoir, autant qu'un homme, travailler comme il lui convenait, et être seule à juger si ses forces lui permettaient d'accomplir telle besogne déterminée. D'ailleurs il est très difficile d'établir

(1) *Women under the Factory Act*, page 10.

une mesure dans le travail, car ce qui est pénible pour une femme ne le sera pas pour une autre.

Cet argument fut présenté devant le Parlement par M. Fawcett, député, sous cette forme un peu concise : « qu'il y avait quelque chose de pire que le travail, c'était la misère. »

A l'occasion de la discussion devant le Parlement de la loi de 1874, M. Fawcett demandait encore que le travail des femmes fût complètement exclu de la loi qui ne devait réglementer que celui des adolescents et des enfants. Il accusait enfin les trades-unions de chercher à interdire aux femmes l'entrée des fabriques, et il se demandait quel allait être le sort des femmes si les hommes ne reconnaissent pas leur droit au travail. Cependant, son amendement qui voulait établir l'égalité de réglementation entre le travail des femmes et celui des hommes, fut repoussé par 242 voix contre 59.

Il faut reconnaître que si une telle assertion avait été exacte, la situation aurait été très douloureuse pour un grand nombre de femmes célibataires obligées de vivre du produit de leur travail.

Pendant quelque temps, la question ne se posa plus devant le Parlement mais, sous l'impulsion de Mrs Paterson, adepte fervente de la liberté du travail pour les femmes, elle fut souvent présentée devant le public et non sans succès. De même que Miss Blackburn, Mrs Paterson admettait la réglementation des heures de travail pour les adolescents et les enfants, ainsi que toutes les mesures sa-

nitaires, mais elle était convaincue que la protection du travail féminin serait un grand obstacle à l'emploi des femmes dans l'industrie.

Elle gagna à sa cause plusieurs membres du Parlement : M. Fawcett, M. Muntz, O'Connor et d'autres qui, au moment de la discussion de la loi de 1901, défendirent la liberté du travail pour les femmes. Le résultat fut que si, dans l'industrie textile, l'ancienne réglementation subsista ; dans les ateliers de femmes, c'est-à-dire ceux qui n'emploient ni adolescents ni enfants, certaines tolérances furent admises. C'est ainsi que la journée de travail put s'étendre entre six heures du matin et neuf heures du soir.

En 1891, il fut question au Parlement du travail dans les blanchisseries, cette fois, soit que les conditions défectueuses du travail dans cette industrie fussent très clairement démontrées, le Parlement vota la limitation de la journée de travail au lieu de la laisser à la volonté du patron. Elle devait s'étendre entre six heures du matin et dix heures du soir.

Cependant, dans les ateliers domestiques, aucune restriction ne fut établie.

Ces mesures paraissaient toutefois insuffisantes et, dans le but de prévenir les excès qui se produisaient, malgré la loi, M. Asquith proposait d'appliquer aux blanchisseries à vapeur les règles en vigueur dans les fabriques, et aux autres celles des ateliers. Les blanchisseries, où seuls les membres d'une même famille étaient employés, devaient échapper au contrôle de la loi.

Ces mesures étaient d'une application praticable ; cependant l'opposition triompha encore et, lors de la discussion du projet de loi devant le comité, M. Chamberlain et M. Balfour demandèrent que la journée de travail dans les blanchisseries pût avoir une durée de quatorze heures. Cependant Lord Salisbury dépeignit avec éloquence, mais sans succès, les conditions défavorables du travail dans les petits établissements.

Le Parlement vota la journée de quatorze heures.

Il faut remarquer encore que, parmi les mesures proposées, une d'entr'elles interdisait aux femmes et aux adolescents de nettoyer une machine en mouvement, la règle ne fut maintenue que pour ces derniers.

Signalons, cependant, qu'en 1907 les protectionnistes obtinrent une certaine diminution dans les heures de travail.

L'opposition, à l'égard de la réglementation du travail, s'est peut-être un peu atténuée ces dernières années(1), il ne faut pas en conclure cependant qu'elle ait complètement disparu. Elle se renouvelle sous une forme plus ou moins vive, et le comité de la défense de la liberté du travail (*freedom of labour defence*) fonctionne toujours, son action se fait sentir toutes les fois qu'il est question d'apporter

(1) La ligue pour la défense de la liberté du travail ne prétend pas que toute inspection et particulièrement l'inspection sanitaire, soit funeste. Le seul vœu qu'elle formule est que les règles ne soient pas telles qu'elles ne puissent s'adapter aux circonstances. *Englishwoman's Review*, octobre 1908.

quelque restriction légale au travail des femmes (1). La controverse se produisit encore au sujet de l'industrie de la conserve du poisson où les enquêtes révélèrent une grande irrégularité dans les heures de travail.

Il convient de remarquer que, cette fois, la limitation de la durée de la journée de travail est peut-être plus difficilement applicable en raison de la nature spéciale du travail, et les partisans de la liberté ne manquèrent pas de prétendre que l'établissement de mesures strictes aurait pour effet d'exclure les femmes d'une industrie rémunératrice. Actuellement, il y a donc très peu de modification à la condition des femmes dans ce genre de travail.

Tout récemment, l'opposition des femmes s'est manifestée, lorsqu'il a été question de placer l'industrie des fleuristes sous le contrôle de la loi (1907).

A la suite d'enquêtes, de nombreux abus avaient été si-

(1) Ce mouvement en faveur de la liberté du travail des femmes peut-être rapproché d'une campagne analogue qui s'est produite en France en 1900. Un journal féministe, *La Fronde*, entièrement rédigé et composé par des femmes, s'est vu dresser de nombreux procès-verbaux pour employer des femmes pendant la nuit. Les compositrices commençaient leur travail à dix heures du soir et le terminaient à deux heures du matin. Remarquons qu'elles étaient payées un salaire très suffisant. Après de nombreux procès, l'affaire fut portée devant la cour de Cassation qui, dans un arrêt du 22 février 1900, déclara ces contraventions valables.

Le même fait, moins connu, s'est produit pour le *Journal des Femmes* qui était imprimé par des femmes ; celles-ci ont du être obligées de renoncer à ce travail.

D'autre part, il est curieux de constater que toutes les femmes employées à la rédaction du journal, secrétaires ou reporters, ne sont nullement inquiétées par la loi.

gnalés, les jeunes filles étaient souvent employées à des heures assez avancées dans la soirée ; le Parlement interdit le travail des femmes au-delà de certaines heures.

L'application de la loi souleva de nombreuses réclamations ; le parti de la liberté du travail prétendit que le résultat obtenu avait été le renvoi d'un grand nombre de femmes qui avaient été remplacées par des hommes et des jeunes garçons, la plupart de nationalité étrangère.

Une pétition fut rédigée ; elle fut signée, dit une lettre publiée dans le journal *le Times* du 12 décembre 1907, par toutes les employées fleuristes de Londres, anxieuses d'obtenir la suppression des mesures légales.

La pétition n'eut pas le succès désiré : on verra, en effet, que des heures supplémentaires de travail furent accordées par un ordre spécial, puis supprimées en 1909.

Le débat reprend actuellement, et à peu près de la même manière, au sujet du travail à domicile, et ses partisans sont tous ceux qui voulaient soustraire les ouvrières à la protection légale.]

Certaines mesures sont également acceptées ; ce sont, en général, celles qui font l'objet de l'Act de 1901 : règles contre la propagation des maladies contagieuses, défense de travailler dans des lieux infectés.

C'est ainsi que s'est manifestée en Angleterre, d'une façon suivie et parfois assez vive, l'opposition des femmes à la réglementation du travail féminin.

CHAPITRE II

MESURES GÉNÉRALES APPLIQUABLES A TOUTE L'INDUSTRIE

Réglementation des heures de travail. — Les jours de congé autorisés.
— Cas d'incapacité de travail. — Le travail des enfants. — Mesures relatives à leur éducation.

Tous les ateliers et toutes les fabriques sont soumis, d'une manière générale, à un régime commun, à moins que des textes spéciaux n'en décident autrement.

Nous étudierons d'abord ces mesures générales, avant d'entrer dans le détail des règles particulières à certaines industries (1).

(1) Nous avons laissé de côté toutes les questions relatives à l'industrie minière qui présente des caractères particuliers et fait l'objet d'une réglementation spéciale.

Nous dirons seulement que, depuis 1842, il est interdit aux femmes et aux enfants de se livrer à aucun travail souterrain, ils sont employés seulement à divers travaux à la surface. L'Act sur la réglementation du travail dans les mines leur interdit tout travail entre neuf heures du soir et cinq heures du matin, prescrit le repos le dimanche et le samedi à partir de deux heures de l'après-midi. La durée de la journée de travail est de dix heures.

La loi définit ce qu'elle entend par une fabrique, et cela n'est pas sans intérêt.

On sait en effet, que sous le régime des lois anciennes, on distinguait les fabriques des ateliers d'après le nombre de personnes qui y étaient employées.

Était une fabrique, tout établissement comprenant plus de cinquante ouvriers, quel que fût le genre de travail. Était un atelier, tout établissement comprenant moins de cinquante personnes.

La loi présentait encore d'autres singularités : ainsi, elle considérait comme fabriques, les imprimeries, les poteries, alors que les tuileries constituaient des ateliers ; même les établissements où l'on manipulait des substances dangereuses pouvaient être fabriques ou ateliers, selon le chiffre de leurs ouvriers. Les patrons se plaignaient vivement de cette distinction, les ateliers et les fabriques n'étant pas soumis au même régime. Les grands établissements avaient à souffrir de la concurrence que leur faisaient les moins importants, soumis à une réglementation moins sévère.

Nous avons vu que la loi de 1878 fit disparaître la distinction basée sur le chiffre des ouvriers, elle distinguait seulement l'industrie textile pour laquelle la journée de travail est d'une durée moindre, elle maintenait encore certaines distinctions entre les établissements, ateliers ou fabriques, employant seulement des femmes, et ceux où travaillaient également les adolescents et les enfants.

Il résulte de la grande division, que fait l'act de 1901, en

industrie textile et non textile, que sous cette dernière dénomination figurent un grand nombre d'ateliers et de fabriques se livrant à des travaux les plus différents ; la loi a pris soin de les énumérer. Tout d'abord, on entend d'une manière générale, par fabrique « non textile », tout établissement où l'on emploie la vapeur, l'eau ou tout autre force motrice ; où un travail manuel est exercé pour le commerce ou dans un but de gain et qui se propose la confection d'un objet ou d'une partie d'un objet, sa transformation, sa réparation, son achèvement, enfin son adaptation pour la vente.

La loi cite parmi les fabriques, tous les établissements où l'on se livre à des travaux d'impression sur étoffe, coton, laine, soie, à l'exception du papier.

Les teintureriers, les poteries, les fabriques d'allumettes, de capsules, de cartouches, de papiers peints.

Les hauts-fourneaux, les fonderies de cuivre, les forges, les fonderies, les fabriques de caoutchouc, les fabriques de papier, les verreries, les fabriques de tabac, les imprimeries, les usines à broyer le lin, les usines électriques, les chapelleries, les corderies, les boulangeries, les fabriques de dentelle, les carrières et les chantiers maritimes.

L'atelier comprend tout local ou établissement qui n'est pas une fabrique où un travail manuel est exercé en vue du commerce et dans un but de gain, et qui se propose la fabrication, la transformation, la réparation, la décoration, l'achèvement d'un objet et d'une manière générale l'adaptation de cet objet pour la vente. L'atelier sera encore dé-

fini par le fait qu'un patron y aura un droit d'entrée et de surveillance sur le personnel qui y travaille.

Toute dépendance d'une fabrique ou d'un atelier peut, avec l'approbation écrite d'un inspecteur en chef être considérée comme fabrique ou atelier.

Dans le cas où un local, situé dans les limites de la fabrique ou de l'atelier, sert à un objet différent de celui du travail de la fabrique ou de l'atelier, ce local ne sera pas considéré comme dépendance de la fabrique ou de l'atelier, mais devra, si à tous autres égards il constitue une fabrique ou un atelier, être considéré comme établissement indépendant et réglementé comme tel. Même lorsque le travail s'accomplira en plein air, le lieu pourra être considéré comme fabrique ou atelier.

Par contre, ne sera pas travail manuel avec un but lucratif le travail effectué par toute personne ou enfant dans une école reconnue, et pendant les heures d'école ayant, pour objet la connaissance d'un art ou d'un métier.

L'ouverture d'une fabrique ou d'un atelier est soumise à des conditions générales, qui s'appliquent quelle que soit la nature du travail auquel les ouvriers se livreront, et que le personnel soit exclusivement recruté parmi les hommes, ou qu'il se compose également de femmes, d'adolescents et d'enfants. Laissant de côté certaines industries qui sont de nature à offrir quelque danger, et pour lesquelles des mesures plus sévères sont en vigueur, nous voyons que tout industriel qui ouvre un établissement manufacturier quelconque est tenu à certaines obligations. Ainsi, il doit

envoyer à l'inspecteur du district une notice indiquant le nom de la fabrique et de l'atelier, l'endroit où l'établissement est situé, la nature du travail auquel ses ouvriers se livreront, le nombre et le genre des machines qu'il emploie le nom de la personne ou de la raison sociale qui exploite l'entreprise, et enfin l'adresse où les lettres doivent lui parvenir. L'industriel qui ne se soumettrait pas à ces règles serait passible d'une amende n'excédant pas 125 francs.

A ces obligations, s'en ajoutent d'autres, quand des femmes, des adolescents et des enfants sont employés.

A l'entrée de l'établissement industriel, atelier ou fabrique, ou à un autre endroit désigné par l'inspecteur une affiche indiquera :

- 1° Un résumé de la loi ;
- 2° Le nom et l'adresse de l'inspecteur ;
- 3° Le nom et l'adresse du médecin du district ;
- 4° L'indication de l'horloge fixant la durée du travail et les heures des repas.

Le patron qui néglige d'afficher cette notice sera passible d'une amende n'excédant pas 50 francs.

De plus, la loi ordonne encore au docteur du district qui lors d'une visite médicale ou de tout autre manière, s'aperçoit que dans un établissement industriel des femmes des adolescents ou des enfants sont employés sans qu'il y ait un résumé de la loi affiché, d'avertir immédiatement par écrit l'Inspecteur du district.

La loi exige également du patron qu'il tienne un registre général, où seront mentionnés le nombre d'enfants et

d'adolescents employés dans la fabrique ou l'atelier, ainsi que l'époque à laquelle a été effectué le blanchiment à la chaux de l'établissement, le nombre des accidents survenus et qui doivent être signalés à l'inspecteur, les mesures d'exception en vigueur dans l'établissement, et tout autre information qui peut être prescrite.

Le médecin désigné du district aura le droit d'examiner ce registre.

Ces règles posées, nous examinerons les conditions de l'emploi des femmes dans les ateliers et fabriques. Disons, tout d'abord que les mesures ont une portée générale, sauf deux grandes exceptions. Nous verrons en effet que la réglementation de l'industrie textile fait l'objet de textes spéciaux de la loi, que les fabriques de coton jouissent d'un régime un peu particulier. La seconde exception consiste dans la non-application de la loi, pour certaines industries qui nécessitent des mesures différentes et pour lesquelles certaines tolérances sont accordées. Ces tolérances sont très nombreuses dans le régime de la législation industrielle anglaise ; tantôt, elles font l'objet des textes mêmes et, en ce cas, il y a application pure et simple de la loi ; tantôt, elles proviennent d'un pouvoir un peu spécial que la loi anglaise reconnaît au Secrétaire d'Etat, celui d'émettre des Ordres ayant force de loi.

Il existe donc ainsi à côté des mesures qu'édicté l'Act de 1901, une véritable législation émanant des Ordres du Secrétaire d'Etat. Ces règles concernent souvent le travail des personnes protégées par la loi, soit pour modifier à

leur égard les règles générales, soit pour étendre certaines tolérances déjà accordées à d'autres industries. Le pouvoir d'émettre des Ordres en matière de législation industrielle fut d'abord reconnu au Secrétaire d'Etat par le Factory Extension Act et le Workshop Regulation Act de 1867. Il apparaissait impossible d'appliquer un code uniforme à toutes les fabriques et à tous les ateliers, en raison de l'extension des mesures législatives à des industries jusqu'alors complètement laissées à la liberté des industriels, pour toutes les questions relatives aux heures d'emploi, aux jours de congé et à un grand nombre d'autres également importantes.

On estimait qu'en raison des exigences de l'industrie, il était bon qu'une certaine tolérance fût parfois accordée et, pour réaliser cet objet, le Secrétaire d'Etat fut autorisé à émettre des Ordres modifiant les règles des lois sur les fabriques et les ateliers.

En 1867, le pouvoir du Secrétaire d'Etat fut nettement délimité ; ainsi le principe de l'autorisation d'heures supplémentaires de travail était admis pour toute l'industrie, le travail de nuit pour les jeunes garçons était permis par les Ordres. De cette même manière, les jours de congé pouvaient être modifiés ; il était possible que les femmes, les adolescents et les enfants aient des jours de congé différents par roulement d'équipes. Les Ordres intervenaient encore en matière de mesures de sécurité.

Le Secrétaire d'Etat avait encore le pouvoir d'étendre la liste des fabriques où les femmes, les adolescents et les

enfants pouvaient demeurer dans les salles de travail, durant les heures des repas.

En 1870, il put accorder une demi-heure supplémentaire de travail en cas d'une tâche inachevée.

Lors d'une enquête, faite en 1876, sur l'application de la législation industrielle et les résultats qu'elle avait déjà donnés, la question des mesures émanant des Ordres fut vivement discutée. Dans un rapport signalant la controverse nous relevons le passage suivant qui est une critique des pouvoirs considérables accordés au Secrétaire d'Etat pour transformer la loi : « Quand les modifications, écrit
« le rapporteur, sont aussi nombreuses et aussi variées,
« la loi revêt un caractère de complexité et une difficulté
« d'application qui justifie la négligence apportée à lui
« obéir.

« Les caractères des différentes industries sont trop variées et trop multiples pour dispenser la loi de toute tolérance. Nous nous sommes cependant efforcés de découvrir, dans cette enquête, toutes celles qui peuvent être
« supprimées.

« Celles dont nous recommandons le maintien devraient
« être accordées selon un principe rationnel qui devrait
« figurer dans la loi. A cet effet, une tolérance ne saurait
« être accordée, dans tous les cas où elle est nécessaire,
« qu'à une industrie, en général, et aux manufacturiers,
« individuellement.

« Il conviendrait de spécifier dans la loi les industries
« qui justifient de l'obtention de ces tolérances avec les

« raisons à l'appui. Le Secrétaire d'Etat devrait pouvoir
« étendre ces tolérances à d'autres industries. pour les-
« quelles il existe des raisons analogues. Il serait utile que
« les Ordres fussent soumis aux deux Chambres, et ils ne
« devraient avoir force de loi qu'autant que le Parlement
« n'aurait pas fait d'objection pendant un certain délai de
« temps. »

Ces observations furent acceptées et maintenues dans l'Act de 1878. La liste des industries soumises à la législation des Ordres fut inscrite dans la loi et le Secrétaire d'Etat eut seulement le pouvoir d'étendre à d'autres industries les mesures d'exception permises.

Mais en 1901 nouveau revirement et nous assistons à une augmentation de la puissance du Secrétaire d'Etat et, en même temps, à une nouvelle critique de ses attributions.

Il est certain cependant que cette autorité est indispensable, c'est elle seule qui peut donner à la loi cette élasticité si utile toutes les fois qu'il s'agit de règles applicables à l'industrie dans ses manifestations si variées. On ne discute d'ailleurs pas sur la nécessité des ordres mais plutôt sur l'étendue de leur portée. Le pouvoir du Secrétaire d'Etat se trouve soumis à de multiples fluctuations, très important, entre les années 1867 et 1878, où la législation est en grande partie sous sa dépendance, il faiblit entre 1878 et 1900, époque à laquelle il apparaît de nouveau. Cependant, il est actuellement admis en principe que le pouvoir du Secrétaire d'Etat est limité à l'extension de certaines modifications définies à des industries dési-

gnées. Dans notre législation, les ordres ont en réalité un triple effet, ils peuvent étendre les règlements, les modifier ou accorder certaines tolérances.

Les ordres qui étendent les règlements sont principalement ceux qui s'appliquent dans le cas des industries dangereuses. C'est ainsi qu'un ordre peut stipuler qu'une industrie est dangereuse et exige l'application de mesures de protection spéciale à l'égard des personnes qui y sont employées, des limites pourront être mises à la durée de la journée de travail et, dans quelques cas l'emploi de certaines personnes, des enfants en particulier, pourra être prohibé.

Le Secrétaire d'Etat peut étendre la liste des maladies à déclarer dans les fabriques et les ateliers. Il aura aussi le pouvoir d'appliquer à d'autres industries la règle qui interdit à une femme, à un adolescent et à un enfant de prendre un repas ou de demeurer pendant les heures de repas dans l'atelier ou la fabrique. Il pourra encore obliger les industriels à prendre des mesures sanitaires spéciales comme condition de l'emploi des femmes, des adolescents et des enfants soit pendant les heures supplémentaires de travail, soit pendant la nuit. On pourrait encore citer d'autres exemples de l'autorité du Secrétaire d'Etat en ce qui concerne l'extension des mesures légales.

Il y a une autre catégorie d'ordres qui sont destinés à modifier les règlements et qui ne sont pas les moins importants. Par exemple, un ordre modifiera les heures de la journée de travail et la fixera entre neuf heures du matin et

neuf heures du soir, remplacera la demi-journée de congé du samedi par une autre demi-journée dans la semaine, changera les jours de vacances qui seront remplacés par d'autres jours pour différentes équipes de femmes, d'adolescents et d'enfants.

Le Secrétaire d'Etat apportera ces modifications à la loi en invoquant seulement les exigences des industries ou les coutumes des localités.

Enfin, il faut encore mentionner les ordres qui accordent certaines tolérances. Le pouvoir du Secrétaire d'Etat, relativement à l'autorisation d'heures supplémentaires de travail, est bien différent dans la loi de 1901 de celui qu'il était en 1867. En effet au lieu de laisser à la discrétion du Secrétaire d'Etat le soin de décider quand ces exceptions seront accordées, l'act de 1901 donne la liste (Schédulæ II) des fabriques et des ateliers où les heures supplémentaires seront permises. L'exception pourra, il est vrai, être étendue à des fabriques et ateliers semblables où un travail supplémentaire peut se produire, soit à cause de la nature périssable des matières qui font l'objet de l'industrie, soit en raison de la perte de temps qui se produit dans les fabriques où l'on utilise la force hydraulique.

Il y a donc, toutes les fois que cela est possible une limite au pouvoir du Secrétaire d'Etat en matière de tolérance à accorder aux fabriques et aux ateliers ; mais cette tolérance est nécessairement mal définie. Le plus souvent la loi permet l'extension de la tolérance autant seulement qu'elle n'est pas préjudiciable à la santé des ouvriers. C'est

ce qui se produit par exemple lorsqu'il s'agit d'accorder à d'autres industries les cinq heures continues de travail permises dans l'industrie textile, le Secrétaire d'Etat sera seul à juger de l'opportunité de l'extension de la tolérance. Il en est de même pour la règle qui interdit de prendre des repas dans les salles où s'effectue un travail manufacturier. Sous la même restriction, le Secrétaire d'Etat pourra étendre cette mesure.

Certaines exceptions seront simplement accordées par ordre. Ainsi, il y a une règle ordonnant le blanchiment à la chaux des fabriques. Le Secrétaire d'Etat supprimera cette mesure toutes les fois qu'il lui apparaît que les règles relatives à la propreté seront néanmoins observées.

De même en ce qui concerne l'emploi à l'intérieur et à l'extérieur de la fabrique, cette mesure pourra être sans effet si le Secrétaire d'Etat estime que les exigences du commerce y sont opposées. Dans ce cas, ce pouvoir peut avoir des conséquences importantes, la suppression d'une telle règle modifie l'esprit de la loi relativement à la longueur de la journée de travail qu'elle fixe. S'il y a occupation à la fabrique et au dehors, le contrôle de la loi sera à peu près impossible.

Dans l'industrie des crèmeries, le Secrétaire d'Etat a encore plein pouvoir. Il modifiera les heures de travail au début et à la fin de la journée, changera les heures de repas, autorisera le travail le dimanche pendant trois heures pourvu toutefois que le nombre d'heures de travail permises dans la semaine ne soit pas dépassé.

En somme, la véritable limite au pouvoir du Secrétaire d'Etat réside dans le contrôle du Parlement, puisque les ordres, pour être maintenus, doivent être soumis aux deux Chambres. Si, dans les quarante jours, la Chambre des Communes ou la Chambre des Lords demande leur annulation, leur effet sera nul.

D'autre part, voici les règles générales que la loi applique au travail des femmes dans tous les ateliers et fabriques en ce qui concerne la durée de la journée de travail. Disons tout de suite que ces mesures sont les mêmes pour les adolescents.

La journée de travail commencera, sauf le samedi, soit à six heures du matin pour finir à six heures du soir, soit à sept heures du matin pour finir à sept heures du soir, ou encore commencera à huit heures du matin et finira à huit heures du soir.

Le samedi, les heures de travail devront être comprises entre six heures du matin et deux heures de l'après-midi, ou entre sept heures et trois heures, ou encore entre huit heures et quatre heures.

Les ouvrières auront droit à une heure et demie pour les repas dont une heure devra leur être accordée soit en une seule fois, soit à différents moments, avant trois heures de l'après-midi.

En outre, et tous les jours, elles ne devront pas être employées cinq heures de suite sans avoir au moins une demi-heure pour un repas.

Cependant, le Secrétaire d'Etat pourra accorder une

exception à cette règle soit à toute une catégorie particulière de fabriques et d'ateliers, soit à ceux qui sont situés dans une localité déterminée, quand il jugera que les besoins de l'industrie l'exigent ainsi.

Dans ce cas, la journée de travail commencera tous les jours, sauf le samedi, à neuf heures du matin et finira à neuf heures du soir. Cette mesure devra être affichée dans la fabrique ou l'atelier.

L'exception sera toujours soumise à la condition que la santé des ouvrières n'en souffre pas.

Pour que la durée de la journée de travail fût exactement celle prescrite par la loi, il fallait interdire au patron d'employer ses ouvrières en dehors de la fabrique après les heures légales.

A cet effet, l'article 30 défend à une femme et à un adolescent d'être employés à tout travail manufacturier en dehors de la fabrique ou de l'atelier, le jour où ils y auront travaillé, avant et après l'heure du repas, c'est-à-dire le matin et l'après-midi.

Dans ce but, la femme, l'adolescent ou l'enfant à qui, ou pour qui, un travail quelconque aura été délivré ou qui est autorisé de prendre du travail sera considéré comme étant employé en dehors de la fabrique ou de l'atelier le jour où le travail lui aura été ainsi confié.

De plus, si une femme ou un adolescent sont employés le même jour à la fabrique ou à l'atelier, et dans un magasin dépendant de la fabrique, le temps pendant lequel cette femme et cet adolescent seront employés ne devra

pas dépasser le nombre d'heures de travail accordées par la loi.

Lorsque la femme ou l'adolescent seront employés dans le magasin, sauf pendant la période fixée par le patron et affichée par une notice dans la fabrique ou l'atelier, le patron devra indiquer sur un registre l'heure d'entrée de ses employés dans le magasin.

Cette règle pourra être modifiée par le Secrétaire d'Etat toutes les fois qu'il estimera que les coutumes ou les exigences du commerce, soit pour une classe générale de fabriques ou d'ateliers, soit seulement pour ceux d'une certaine localité, demandent que cette règle relative au travail, en dehors et à l'intérieur de la fabrique, soit écartée.

Il aura dans ce cas le pouvoir d'accorder toute exception qu'il jugera nécessaire.

La loi a prévu le cas où il se produirait un surcroît de travail dans des industries où la demande est irrégulière et soumise aux exigences de la saison. Elle a autorisé des heures supplémentaires de travail sous certaines conditions.

Cette mesure n'est pas d'une portée générale, puisque la loi mentionne les industries qui peuvent l'invoquer ; mais leur nombre est tel qu'il est possible de faire figurer l'exception parmi les règles générales applicables à l'industrie.

Cesont toutes les fabriques ou ateliers où les matières sont susceptibles de se détériorer par l'état de la température.

Toute fabrique ou atelier où l'on se livre à la préparation ou à l'achèvement des briques et des tuiles non décorées.

Les corderies où le travail a lieu en plein air.

Les teintureries du rouge de Turquie quand le travail a lieu en plein air.

Les fabriques de colle.

Les usines où l'on broie le lin.

Les ateliers ou fabriques où la demande se produit particulièrement à certaines saisons tels que :

Les ateliers de typographie, de reliure, de lithographie ;

Tout établissement où l'on taille le bois de chauffage ;

Les confiseries, et les ateliers où l'on confectionne les objets pour Noël, les almanachs, les cadeaux pour la saint Valentin, les enveloppes, les jeux de cartes, les fabriques d'eau gazeuse.

Toutes les fabriques ou ateliers où il peut se produire des commandes soudaines dues à des événements imprévus et, principalement tous, les ateliers de confection de vêtements, de tentures et de tapisseries, de fleurs artificielles, de biscuits, de boîtes de fantaisie.

Enfin toute fabrique de l'industrie textile, ou non, ou magasin, où l'on ne confectionne ni fabrique des objets, mais où les employés sont occupés à polir, nettoyer, ou envelopper des marchandises.

Dans ces ateliers ou fabriques la journée de travail pourra, sauf le samedi, ou tout jour substitué au samedi, s'étendre entre 6 heures du matin et 8 heures du soir, ou entre

7 heures du matin et 9 heures du soir, ou encore entre 8 heures du matin et 10 heures du soir.

Des mesures spéciales seront prises pour les heures des repas pour lesquels les ouvrières auront au moins deux heures, dont une demi-heure après cinq heures du soir.

Le nombre de jours où les heures supplémentaires de travail sont autorisées ne doit pas dépasser plus de trois par semaine et trente dans une période de douze mois.

Le patron devra établir le compte de tous les jours où l'ouvrière est employée pendant des heures supplémentaires.

Le Secrétaire d'Etat a également le pouvoir d'accorder, par un ordre spécial, l'autorisation de travailler au delà des limites ordinaires, pendant des heures supplémentaires, dans toute fabrique ou atelier pour livrer une commande pressée, pour faire face à tout événement imprévu occasionnant un surcroît de travail ou pour éviter la détérioration des marchandises soumises à la main-d'œuvre. Ajoutons enfin que les heures supplémentaires de travail ne sont pas autorisées dans les ateliers qui n'emploient que des femmes adultes.

Le patron qui emploie des ouvrières pendant des heures supplémentaires sera tenu d'afficher dans l'atelier ou la fabrique les conditions du travail pendant le temps prescrit. Il devra également prévenir l'inspecteur le jour même avant huit heures du soir.

Enfin, dans le but de permettre aux industriels d'achever un travail susceptible d'exiger une certaine prompti-

tude, le Secrétaire d'Etat pourra, par ordre spécial, accorder trente minutes de travail supplémentaire, sauf dans l'industrie textile.

Il faudra, dans ce cas, que le temps nécessaire à l'achèvement du travail ne puisse pas être exactement déterminé à l'avance, et que la mesure ne puisse être préjudiciable au personnel.

Il est spécifié qu'aucune prolongation de travail ne pourra être autorisée le samedi.

A l'intérieur de la fabrique ou de l'atelier, les heures des repas pour les femmes, les adolescents et les enfants ne sont pas laissées à la volonté des patrons et des ouvriers. La loi exige que les femmes, les adolescents et les enfants aient leur repas à la même heure du jour. Ce repas ne pourra avoir lieu dans les salles où s'effectue un travail manufacturier quelconque. De même il est interdit au patron d'employer les ouvrières pendant l'heure ou la demi-heure consacrée au repas. Un ordre spécial du secrétaire d'Etat peut seul modifier ces règles et permettre aux femmes, aux adolescents et aux enfants de prendre leur repas dans les salles de travail et à des heures différentes sous la seule condition que la santé des personnes intéressées n'en souffre pas.

Ces règles sont en vigueur dans toute fabrique ou atelier où les femmes, les adolescents et les enfants travaillent en commun.

Il en est autrement lorsqu'il s'agit d'ateliers qui n'emploient que des femmes adultes et quand le patron aura

informé l'inspecteur de son intention d'exclure les enfants et les adolescents de son établissement. Dans ce cas, l'atelier sera considéré comme ayant adopté ce système et aucun changement ne pourra y être apporté tant que le patron n'aura pas informé l'inspecteur de son intention de transformer le mode de travail.

Tant que cette modification n'est pas accomplie, tout enfant ou tout adolescent travaillant dans cet atelier sera considéré comme employé contrairement à la loi.

Toute transformation dans le système du travail ne pourra être autorisée au plus qu'une fois par trimestre, sauf pour cause spéciale indiquée par écrit à l'inspecteur.

Dans ces ateliers, les ouvrières pourront travailler pendant une période de 12 heures qui s'étendra entre 6 heures du matin et 10 heures du soir. Le samedi cette période sera de 8 heures, entre 6 heures du matin et 4 heures de l'après-midi.

Chaque ouvrière aura droit tous les jours sauf le samedi, à 1 heure et demie pour prendre ses repas ou se reposer. Le samedi, il ne sera accordé qu'une demi-heure.

Il pourra se produire, et la loi a prévu un tel cas (Art. 30), que dans une fabrique ou un atelier une ouvrière n'aura pas été employée plus de 8 heures pendant tous les jours de la semaine, il lui sera alors permis de travailler le samedi, non pas comme un jour ordinaire mais depuis 6 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir, heure de la fermeture le samedi. Cette autorisation sera soumise à

deux conditions : 1° l'ouvrière devra avoir au moins deux heures pour les repas ; 2° le nombre d'heures pendant lesquelles elle aura travaillé dans la semaine sera affiché dans la fabrique et indiqué à l'inspecteur.

La même mesure sera applicable aux adolescents.

Le patron de toute fabrique ou atelier est tenu, dans les limites accordées par la loi, de spécifier, dans une notice qui doit être affichée dans la fabrique ou l'atelier, la période d'emploi, et les heures accordées pour les repas. Ces mesures seront valables pendant tout le temps désigné dans la notice. Aucun changement ne pourra se produire avant que le patron ait prévenu et affiché dans la fabrique son intention d'apporter une modification quelconque laquelle ne pourra pas se produire plus d'une fois par trimestre sans une raison spéciale autorisée par l'inspecteur.

Jours de congé autorisés.

Les femmes, les adolescents et les enfants ne devront pas, sauf exception spéciale, être employés le dimanche dans un atelier ou une fabrique.

Il devra être accordé chaque année, à toute ouvrière travaillant dans la fabrique ou l'atelier, les vacances suivantes :

En Angleterre, seront jours de congé : le jour de Noël, le Vendredi Saint et toutes les vacances de la Banque, à

moins qu'il ne soit accordé d'autres jours ou deux demi-journées fixés par les patrons.

En Ecosse, dans les bourgs, il sera accordé deux jours entiers fixés par l'Eglise d'Ecosse pour l'observation du jeûne sacramentel dans la paroisse. Si ces jours de jeûne ne sont plus observés, le Conseil Municipal désignera deux journées de vacances séparées par un intervalle d'au moins trois mois.

Dans les autres parties de l'Ecosse, le patron accordera deux jours de congé complets à un intervalle de trois mois, ou huit demi-journées, mais sur ce nombre un jour entier pourra remplacer deux demi-journées.

En Irlande, les jours de vacances seront : le jour de Noël, deux jours quelconques parmi les suivants au choix du patron, le 17 mars quand ce n'est pas un dimanche, le Vendredi Saint, le lundi et le mardi de Pâques. Au lieu de ces deux jours, le patron aura la faculté de désigner six demi-journées dont deux pourront être remplacées par un jour entier.

La moitié de ces jours de congé devra être accordée entre le 15 mars et le 1^{er} octobre de chaque année.

Une notice désignant les jours ou les demi-journées de congé sera affichée dans l'usine pendant la première semaine de janvier et une copie sera envoyée à l'Inspecteur du district. Lorsque la notice n'aura été ni affichée ni envoyée la cessation du travail ne sera pas considérée comme constituant un jour entier ou une demi-journée de congé. Il sera fait exception à cette règle en Angleterre et dans le

pays de Galles quand le jour de congé est le jour de Noël, le Vendredi Saint, ou une vacance de la Banque.

Toute notice pourra être modifiée et envoyée 14 jours au moins avant le jour ou la demi-journée de congé.

On a proposé, pour satisfaire aux exigences du travail, que la notice indiquant la modification des jours de congé puisse être adressée à l'Inspecteur par un simple télégramme.

Les nécessités qui justifient un travail supplémentaire se produisent souvent au dernier moment ; avec la loi actuelle, un patron pourra être obligé de renoncer à une commande importante de travail s'il ne se trouve pas dans le délai des 14 jours fixés par la loi pour prévenir l'inspecteur.

La demi-journée de congé sera une demi-journée quelconque dans la période du travail, excepté le samedi ou tout autre jour substitué au samedi.

Toute femme qui travaillera à la fabrique ou à l'atelier le jour de vacance ou la demi-journée sera considérée comme employée contrairement aux prescriptions de la loi.

Le patron d'une fabrique ou d'un atelier qui n'aurait pas désigné conformément à la loi les jours de congé ou de demi-congé sera passible d'une amende n'excédant pas 125 francs.

La loi a considéré le cas où le patron d'une fabrique ou d'un atelier appartient à la religion israélite.

Elle lui permet d'employer des femmes le samedi de-

puis le coucher du soleil jusqu'à neuf heures du soir, lorsque sa fabrique ou son atelier auront été fermés le samedi jusqu'au coucher du soleil.

Dans le cas où son établissement sera fermé le samedi, avant et après le coucher du soleil il pourra employer des femmes une heure de plus, tous les jours de la semaine, sauf le dimanche, de manière à ce que l'heure supplémentaire soit au commencement ou à la fin de la période de travail et ne soit pas avant 6 heures du matin ni après 9 heures du soir.

Le travail pourra être autorisé le dimanche, dans ce cas la fabrique ou l'atelier seront fermés le samedi et ne seront pas ouverts pour le commerce le dimanche.

Le patron ne pourra pas se servir de l'exception permettant d'employer des femmes le samedi soir, ou une heure supplémentaire tout autre jour de la semaine.

Quand le patron se prévaut de cette exception, la loi s'appliquera à l'atelier ou à la fabrique pour les règles concernant le dimanche de la même manière que si le samedi remplaçait le dimanche, et les règles concernant le samedi s'appliqueront au dimanche.

Le patron pourra décider encore que le vendredi soit jour de congé à la place du samedi.

Il pourra être substitué au samedi un autre jour de congé, sauf dans l'industrie textile. Un ordre spécial du Secrétaire d'Etat indiquera les ateliers et fabriques auxquels s'applique l'exception.

Le patron, ainsi autorisé à changer le jour de congé, sera

tenu d'afficher, dans la fabrique ou l'atelier, le jour de congé qui remplace le samedi ; la loi s'appliquera de la même manière que si le jour indiqué était un samedi.

De même, il pourra être apporté une modification aux jours de vacances, sauf dans l'industrie textile, si le Secrétaire d'Etat estime que les coutumes ou les besoins du commerce l'exigent.

Un Ordre spécial autorisera les patrons de toute une catégorie de fabriques ou d'ateliers, ou ceux d'une région déterminée, à changer les jours de vacances fixés par la loi, ou encore à ne pas congédier tout le personnel le même jour.

L'article 61 interdit d'occuper une femme dans une fabrique ou un atelier quatre semaines après la naissance d'un enfant. Cette mesure est certainement inspirée par un sentiment d'humanité, elle tend à la protection de la race.

Le législateur s'est préoccupé de la santé de l'enfant âgé de quatre semaines, il n'a pas voulu que la mère l'abandonne trop tôt après sa naissance. Il a eu également en vue la santé de la mère. Cependant, la loi ne dit rien au sujet de l'époque qui précède l'accouchement. Or, on sait qu'il est tout à fait aussi funeste, pour l'enfant et pour la mère, que celle-ci se livre à des travaux souvent pénibles pendant les dernières semaines qui précèdent la naissance. A côté de cette lacune, on peut encore songer que, si le législateur a eu en vue la santé de l'enfant, ce n'est pas à l'âge de quatre semaines qu'il peut être privé sans danger des soins maternels.

Mais, si la loi s'est bornée à cette demi-mesure, c'est qu'elle a craint, en privant la femme de tout travail, les conséquences funestes qui pouvaient en résulter pour la mère et pour l'enfant.

N'oublions pas, en effet, qu'en Angleterre comme en France, l'hôpital n'admet la femme que quelques jours avant l'accouchement et ne la garde après qu'une dizaine de jours au plus.

Toute mesure prescrivant le travail d'une femme enceinte ne peut se comprendre que si elle est accompagnée d'une provision suffisante à son entretien pendant la période prescrite.

Dans bien des cas, avec la loi actuelle, la femme sera obligée, pendant les quatre semaines qui suivront son accouchement, d'avoir recours à la charité privée. En effet, l'Etat ne la nourrit pas, ni le patron. On a demandé que dans tous les cas où la loi défend à la femme de continuer son travail avant ou après l'accouchement, la municipalité soit responsable de son entretien, qu'elle ait ou non un recours contre le mari (*Women's Charter*). Mais ce n'est encore là qu'un vœu et, de la théorie à la pratique, on se heurte à de multiples difficultés.

Cette même clause figurait déjà dans l'Act de 1891. Il était spécifié en effet, que la loi ne devait pas autoriser les femmes à retourner à l'atelier pendant quatre semaines après l'accouchement.

En 1873, à la suite d'une enquête sur les conditions du travail des femmes dans l'industrie textile, on avait été

frappé de la fréquence de certaines maladies chez les femmes, et on les avait attribuées à la reprise prématurée du travail à la suite d'un accouchement. Les enquêteurs avaient recommandé que des dispositions fussent prises pour que les mères de jeunes enfants ne soient employées seulement que la demi-journée, ou même soient exclues complètement des fabriques pendant quelque temps. Mais ces observations furent sans effet; on craignit alors d'augmenter la tâche des inspecteurs de fabrique, s'ils avaient encore à exercer une telle surveillance.

Cependant, en 1891, la clause figura dans la loi, elle fut soutenue par M. Sydney Burton à la Chambre des Communes, mais elle fut très discutée au Sénat (1).

On objecta que la mesure était inutile, que la plupart des femmes étaient très capables de recommencer leur travail dans une période moindre, et qu'on porterait ainsi préjudice aux veuves et aux filles-mères. On démontra que l'adoption de cette règle enlèverait à une femme $1/12$ de son salaire par an. Lord Salisbury soutint les intérêts de l'enfant qui risquaient, disait-il, d'être sacrifiés. La mesure passa enfin dans la loi.

En 1903, la question fut de nouveau présentée à la Chambre des Communes; Sir Charles Dilke et M. Tennant proposèrent un amendement pour étendre l'interdiction du

(1) Un vœu d'une Conférence internationale, tenue à Berlin en 1890, demandait que les femmes ne puissent être admises à la fabrique ou à l'atelier quatre semaines après la naissance d'un enfant. C'est ce vœu que la loi de 1891 avait adopté.

travail des femmes dans les fabriques, six mois après la naissance d'un enfant. Ils invoquaient également l'idée de la protection de la race. Cette mesure semble excessive, son adoption aurait été souvent inutile et parfois nuisible aux femmes. En effet, l'ouvrière qui pourra demeurer à son foyer avant et après la naissance de l'enfant le fera volontiers, celle qui ira à la fabrique n'agira que par nécessité et il serait injuste et funeste de lui refuser du travail. Si on lui interdit la fabrique, elle cherchera ailleurs un travail moins bien rétribué et, avant de l'obtenir, son enfant et elle-même souffriront.

Le travail des Enfants dans les fabriques et ateliers.

La réglementation des heures et des conditions du travail des enfants, dans l'industrie textile, eut pour résultat d'attirer l'attention publique sur le sort des enfants dans l'industrie en général.

Les Commissions chargées d'étudier les conditions du travail des enfants y rencontrèrent les abus qu'on signalait autrefois dans l'industrie du coton : les longues heures de travail dans des établissements, avec les conditions hygiéniques les plus défectueuses, et la présence d'enfants trop jeunes. Nous avons vu comment la journée de travail fut d'abord limitée, dans les ateliers d'impression sur étoffe, puis successivement dans les industries de la teinturerie

et du blanchiment, les fabriques de poteries, d'allumettes, de cartouches et les verreries, par les lois de 1860, 1864 et 1867. L'act de 1878, qui réglementait toute l'industrie, supprima complètement le travail des enfants dans quelques industries reconnues comme particulièrement dange-reuses.

La loi de 1901 a maintenu les mesures antérieures à l'égard des enfants.

Ceux-ci ne peuvent être employés que le matin ou l'après-midi, ou un jour sur deux.

Lorsque l'enfant travaille le matin, il devra commencer tous les jours, y compris le Samedi, à six, sept ou huit heures du matin et terminer :

1° A une heure, ou au moment de l'heure du déjeuner, si celui-ci commence avant une heure ;

2° A midi, lorsque le déjeuner ne commence pas avant deux heures.

Lorsque l'enfant travaille l'après-midi, la journée de travail commencera tous les jours, y compris le Samedi, à une heure de l'après-midi, ou à une heure quelconque plus tard que midi et demi heure à laquelle le repas finit ; ou encore à midi, si l'heure du dîner ne commence pas avant deux heures et que la période de travail de la matinée finit à midi.

Le Samedi, le travail finira à deux heures et les autres jours, à six, sept ou huit heures du soir, selon qu'il a commencé à six, sept ou huit heures du matin.

Un enfant ne sera pas employé le matin seulement pen-

dant deux périodes successives de sept jours, ou l'après-midi seulement de la même manière. Le samedi, il ne sera jamais employé selon le même système où il aura travaillé tout autre jour de la même semaine.

Quand il sera employé d'après le système d'un jour de travail sur deux, la journée de travail commencera, sauf le samedi, à six heures du matin pour finir à six heures du soir, ou à sept heures pour finir à sept, ou à huit heures pour finir à huit.

Le samedi, la journée commencera à six ou à sept heures du matin et finira à deux heures de l'après-midi, ou commencera à huit heures et finira à quatre heures.

En outre, le samedi, il ne sera accordé qu'une demi-heure pour les repas, alors que les autres jours il sera accordé deux heures.

De toute manière, l'enfant ne devra pas être employé deux jours de suite, ni le même jour de la semaine, pendant deux semaines successives.

Dans aucun système, l'enfant ne sera employé plus de cinq heures de suite, sans qu'il lui soit accordé au moins une demi-heure pour un repas.

On voit que les conditions du travail diffèrent peu dans l'industrie textile et dans les autres industries ; la situation de l'enfant est partout à peu près la même, il ne travaille jamais qu'une demi-journée, tantôt le matin, tantôt l'après-midi.

On se demande pourquoi, cependant, la règle de l'act 25, 7 al. ne s'applique qu'à l'industrie textile seule ? Pourquoi,

en effet, il est interdit à un enfant de travailler plus de quatre heures et demie de suite, sans une demi-heure de répit pour un repas, alors que, dans les autres industries, les heures de travail continues sont fixées à cinq ? Cette différence subsiste encore dans tous les travaux d'imprimerie, de blanchiment et de teinturerie, bien qu'il soit spécifié, par l'article 28, que toutes les règles de l'industrie textile, concernant les périodes de travail, les heures des repas, doivent s'appliquer dans ces industries.

La loi s'est montrée peu libérale en matière d'exception relativement aux règles établies pour les heures de travail et les jours de congé, ce n'est que par un ordre spécial du Secrétaire d'Etat qu'il pourra être apporté quelque modification à la loi. Son pouvoir sera discrétionnaire. Il pourra accorder l'exception toutes les fois qu'il jugera que les habitudes ou les besoins de l'industrie exigeront une telle dérogation, mais dans tous les cas l'article 36 décide que chaque fois que le Secrétaire d'Etat accordera l'exception dans les établissements où les femmes pourront travailler de neuf heures du matin à neuf heures du soir, le travail de l'enfant pour la matinée commencera à neuf heures et celui de la journée devra être terminé à huit heures du soir. Le patron d'une fabrique ou d'un atelier qui emploie des enfants sera tenu d'afficher dans son établissement une notice indiquant le système de travail, si les enfants sont employés le matin ou l'après-midi, ou encore un jour sur deux.

Il est interdit à un enfant d'être employé à aucun tra-

vail se rapportant à la fabrique ou à l'atelier en dehors de l'établissement, le même jour où il y sera employé ; cette mesure que nous avons vue à l'égard du travail des femmes s'appliquera ici de la même manière.

Il en sera de même pour toutes les règles concernant les repas et les exceptions qui s'y rattachent, ainsi que pour celles relatives au travail du samedi et aux jours de congé.

*Age d'admission des enfants dans les fabriques et ateliers.
Le certificat de capacité.*

La loi de 1901 (Chapitre X, Applications et Définitions) donné la définition de ce qu'elle entend par un enfant, c'est « toute personne âgée de moins de quatorze ans et qui « n'a pas (si elle est âgée de treize ans) obtenu le certificat de capacité ou de présence indiqué par la loi.

L'âge légal d'entrée dans une fabrique ou un atelier est fixé à douze ans.

Au siècle dernier, les enfants étaient employés à un âge bien inférieur, il n'était pas rare de voir des enfants de cinq ou six ans travailler dans des manufactures. En 1842, la commission chargée d'enquêter sur la condition des enfants dans l'industrie signalait la présence d'enfants de trois ans dans les manufactures de dentelle. L'act de 1844 défendit l'emploi des enfants âgés de moins de neuf ans dans l'industrie textile. Cette mesure présentait de grandes

difficultés pratiques. On avait beaucoup de peine à établir l'âge véritable des enfants. Le plus souvent, les parents le dissimulaient pour lui permettre d'entrer plus tôt dans la fabrique. On exigea d'abord un certificat de médecin attestant que l'enfant, d'après son apparence physique, paraissait réellement être âgé de neuf ans.

Ce ne fut qu'en 1831 seulement qu'il y eut en Angleterre des registres de naissance qui permirent d'établir l'âge de l'enfant d'une manière certaine. En 1867, l'âge d'admission dans les diverses industries textiles était fixé à huit ans.

La loi de 1901 ne permet pas à un patron d'employer un enfant âgé de moins de douze ans, elle exige, en outre, un certificat médical attestant que l'enfant est reconnu apte au travail qu'il doit accomplir.

L'art. 63 stipule, en effet, que l'enfant ne devra pas travailler plus de sept jours dans la fabrique ou l'atelier sans que le patron ait entre les mains un certificat le lui permettant. Dans le cas où le médecin du district aurait son domicile à plus de trois milles de la fabrique, le délai de temps pourra être de treize jours.

Sur sa demande, le patron devra présenter à l'inspecteur le certificat de travail de l'enfant.

Pour être valable, ce certificat devra : 1° Etre délivré par le médecin préposé du district. 2° Etre accordé après un examen personnel de l'enfant.

Le médecin du district est tenu à certaines obligations de même qu'il a certains droits. Il peut délivrer ou refuser le certificat. Il ne devra examiner l'enfant ou signer le cer-

tificat qu'à la fabrique seulement où l'enfant doit être employé, à moins que le nombre des enfants travaillant dans la fabrique soit inférieur à cinq ou pour quelque autre raison spéciale reconnue par une lettre de l'inspecteur.

Le certificat devra démontrer que le médecin a eu la preuve, par la production de l'acte de naissance ou toute autre pièce suffisante, que l'enfant désigné dans le certificat a l'âge spécifié, qu'il a été personnellement examiné par lui, et qu'il n'est pas dans l'incapacité, par raison de maladie ou pour quelque autre infirmité, de travailler tous les jours pendant le temps autorisé par la loi dans la fabrique désignée dans le certificat. Le médecin aura le même pouvoir que l'inspecteur pour examiner le travail que l'enfant aura à accomplir.

S'il refuse de délivrer le certificat, il devra, quand on le lui demandera, indiquer par écrit et signer la raison de son refus.

L'extrait de l'acte de naissance devant être présenté au médecin, sera un extrait du registre des naissances tenu conformément à la loi de l'enregistrement (soit que cet extrait ait été obtenu en raison de l'obligation imposée par la loi de l'enseignement élémentaire de 1876, soit autrement) ou un certificat délivré par les autorités locales d'après la loi sur l'enseignement primaire de 1876, de manière qu'il soit établi que l'enfant est né à la date désignée sur le certificat.

Le patron, en présence de ce certificat qui lui indique le

travail convenable pour l'enfant, ne devra l'employer que suivant les conditions fixées.

Toutes les fabriques appartenant au même patron et situées dans le district du même médecin pourront être désignées dans le certificat, si le médecin estime qu'il peut délivrer le certificat d'emploi dans ces diverses fabriques.

Les patrons des ateliers pourront également obtenir du médecin du district des certificats établissant l'aptitude des enfants et des adolescents âgés de moins de seize ans au travail qui est exigé d'eux.

Le médecin examinera les enfants et la procédure sera la même que s'il s'agissait d'enfants employés dans des fabriques.

Le médecin agira pour les ateliers comme s'il s'agissait des fabriques.

Examinons maintenant quel va être le pouvoir de l'inspecteur à l'égard de ces certificats délivrés par le médecin.

L'article 64 autorise l'inspecteur, lorsque l'âge de l'enfant n'aura pas été établi par l'extrait de l'acte de naissance, à annuler le certificat, s'il juge que l'âge véritable de l'enfant est inférieur à celui qui est indiqué.

Ce certificat sera désormais sans valeur.

Si l'inspecteur estime qu'un enfant est, pour raison de maladie ou de quelque infirmité, dans l'incapacité de travailler tous les jours pendant le temps indiqué par la loi dans la fabrique ou l'atelier où il est employé, il pourra avertir par écrit le patron que le travail de cet enfant doit

être interrompu pendant une période de temps qui ne sera pas inférieure à un jour et qui ne dépassera pas sept jours après l'envoi de l'avertissement. Le patron ne devra pas continuer d'employer l'enfant après la période désignée (quoique celui-ci ait antérieurement obtenu un certificat de capacité) sans que le médecin ait examiné personnellement l'enfant et certifié qu'il n'est plus dans un état d'incapacité.

La santé et la protection de l'enfant sont encore garanties par le pouvoir qu'a le Secrétaire d'Etat d'interdire, par un « Special Order », d'employer les enfants sans un certificat de travail dans tous les ateliers.

Il peut prendre cette mesure toutes les fois qu'il estime qu'il y a lieu de protéger spécialement la santé des enfants.

Lorsqu'il juge qu'il n'est plus nécessaire d'exiger les certificats de capacité, il peut, par un nouvel ordre, annuler la mesure précédente.

Education des enfants employés dans les fabriques et ateliers.

La question de l'éducation des enfants travaillant dans les fabriques et ateliers touche de bien près celle de leur emploi. La loi actuelle s'en est vivement préoccupée et elle est intervenue de deux manières, en obligeant le patron à vérifier l'assiduité de l'enfant à l'école, et en fixant les

heures de travail pour l'enfant, de façon à ce qu'il lui soit matériellement possible d'aller à l'école. Pendant longtemps l'éducation des enfants avait été complètement négligée et le fait était d'autant plus grave que les enfants travaillaient plus jeunes.

En 1795, lors de la création du bureau sanitaire de Manchester, parmi les considérations relatives à la condition des enfants, il était observé que les enfants employés dans les fabriques étaient généralement privés de tout enseignement et de toute instruction morale et religieuse. Les enfants étaient envoyés à la fabrique dès l'âge de quatre ou cinq ans, ils étaient censés suivre une école du soir après leur journée. Mais quelle attention pouvait-on espérer de jeunes élèves fatigués par le travail de la fabrique ! D'ailleurs, le plus souvent, il n'y avait même pas d'école. L'Act de Sir Robert Peel, de 1802, demandait que les apprentis reçussent les premières notions d'écriture, de lecture et d'arithmétique.

Mais on se trouvait en présence pour réaliser cet objet, de deux difficultés importantes : 1° l'impossibilité de concilier les heures du travail avec les heures d'école, 2° l'insuffisance des écoles.

On proposa d'employer les enfants en deux équipes, une travaillant le matin et l'autre l'après-midi ; ce système fut mis en vigueur, en 1844, dans l'industrie textile. L'adoption seule de mesures tendant à diminuer les heures de travail pouvait permettre aux enfants de recevoir quelque éducation. En 1853, la journée de travail, toujours dans

l'industrie textile, était de six heures et demie et les enfants ne devaient pas être employés avant six heures du matin et après six heures du soir. Mais en dehors de l'industrie textile on était loin d'arriver à un tel résultat, et il était fort difficile pour les enfants de suivre quelque école en raison des longues heures de travail dans les fabriques et ateliers.

Il semble d'ailleurs qu'on s'en préoccupait peu. En 1843, un bill, demandant que l'éducation des enfants dans les fabriques fut facilitée, fut repoussé.

Si nous nous rapportons à la loi de 1845, de Lord Ashley, pour restreindre le travail des enfants dans les imprimeries, nous voyons que les enfants au-dessous de treize ans devaient être présents à l'école trente jours seulement dans six mois.

Le Workshop Act de 1867 ne permettait d'employer les enfants de huit à treize ans que la demi-journée seulement. De cette manière, ils avaient une période de temps suffisante pour suivre l'école, mais là encore, la seule mesure visant l'éducation des enfants était l'obligation pour eux de dix heures de présence à l'école par semaine.

Mais il fallait encore qu'il y eût des écoles et à proximité des fabriques, or, elles faisaient à peu près complètement défaut.

L'enseignement était parfois donné dans des locaux dépendant des fabriques, les moins appropriés à cet usage. L'incapacité des maîtres était notoire, aucun examen n'était exigé d'eux. Une loi seule, sur l'enseignement pri-

maire, pouvait remédier à cet état de choses. L'elementary education Act de 1870 y a beaucoup contribué.

La loi de 1901 exige des parents, ayant un enfant employé à la fabrique ou à l'atelier, qu'ils lui fassent suivre quelque école reconnue. Cette école pourra être librement choisie par les parents.

Avec l'adoption, dans les ateliers et fabriques, du système des deux équipes, une travaillant le matin, et l'autre l'après-midi, il est possible, pour l'enfant, d'aller régulièrement à l'école.

L'enfant qui sera employé dans une équipe du matin, devra être présent à l'école toutes les après-midi.

Si l'enfant est employé d'après le système des jours alternatifs de travail, il devra, tous les jours précédant le jour de travail, être présent deux fois à l'école, le matin et l'après-midi.

Cette présence sera celle qui est actuellement définie par le Secrétaire d'Etat, avec le consentement du Ministère de l'instruction, et qui est fixée entre huit heures du matin et six heures du soir.

L'enfant n'est pas tenu de suivre l'école le samedi, ou tout jour de vacance ou de demi-vacance autorisé par la loi, dans la fabrique ou l'atelier où il est employé. L'absence de l'enfant sera excusée, chaque jour où le maître d'école certifiera que celle-ci est due à la maladie ou à tout autre cause inévitable et quand l'école sera fermée, pendant les vacances ordinaires ou pour tout autre cause temporaire. Quand il n'y aura pas, à une distance de deux

milles de la route la plus proche du domicile de l'enfant, une école que celui-ci pourra suivre, toute école temporairement approuvée par un écrit de l'inspecteur, et bien que n'étant pas une école reconnue, sera considérée comme telle relativement aux présences exigées. En vue de la création d'une école reconnue, l'Inspecteur devra immédiatement faire un rapport au Ministre de l'instruction, expliquant toutes les raisons valables pour la création d'une école.

Un enfant, qui aura manqué l'école pendant toute une semaine, ne devra pas travailler la semaine suivante, jusqu'à ce qu'il ait été présent à l'école pendant le temps requis.

Le Board of Education devra, par la publication de listes, de notices, ou de tout autre manière, donner connaissance à toute personne intéressée des écoles reconnues du district.

Afin que ces règles ne demeurent pas sans effet, la loi a établi, entre les patrons et les maîtres d'école, un système d'informations au moyen du certificat.

Il est dit, en effet (art. 69), que le patron d'une fabrique ou d'un atelier où un enfant est employé devra, le lundi de chaque semaine (après la première semaine de travail de l'enfant) ou tout autre jour désigné à cet effet par l'inspecteur, obtenir du maître d'école un certificat (selon les formes prescrites) indiquant l'assiduité de l'enfant à l'école, conformément à la loi.

Tout enfant employé sans un tel certificat sera consi-

déré comme employé contrairement aux prévisions de l'Act de 1901.

Le patron est tenu de conserver ce certificat pendant deux mois après le jour où il a été délivré, si l'enfant travaille aussi longtemps dans la fabrique. Le patron pourra présenter de nouveau le même certificat, pendant cette période, à tout inspecteur qui le lui réclame.

Il pourra se produire qu'une petite somme soit exigée pour l'entretien de l'enfant à l'école. Dans ce cas, les personnes dirigeant l'école suivie par l'enfant employé dans la fabrique ou l'atelier, ou, toute personne autorisée par elles, pourront s'adresser par écrit au patron pour lui demander le paiement d'une somme hebdomadaire spécifiée ne dépassant pas 0 fr. 30, n'excédant pas le douzième du salaire de l'enfant. Aussi longtemps qu'il l'emploie, le patron devra payer cette somme hebdomadaire aux personnes qui se sont adressées à lui pendant toute la durée du temps où l'enfant fréquente leur école. La somme pourra être réclamée comme dette et le patron pourra déduire ce qu'il a ainsi payé du salaire qu'il doit.

Quand un enfant âgé de treize ans aura obtenu, d'une personne autorisée par le Board of Education, un certificat reconnaissant qu'il a atteint un certain degré de capacité en lecture, écriture et arithmétique, et qu'il a été présent un nombre de fois suffisant à une école reconnue, il sera considéré comme étant un adolescent conformément à l'Act de 1901.

Les connaissances exigées et le nombre de présences se-

ront de temps en temps déterminées, en prévision de la loi, par le secrétaire d'Etat avec le consentement du Board of Education, et seront publiés dans la Gazette de Londres. Leur effet ne sera valable qu'après l'expiration de six mois au moins après leur publication.

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION DE L'INDUSTRIE TEXTILE ET DE QUELQUES INDUSTRIES SPÉCIALES

Industrie textile. — Blanchisseries. — Industrie de la conserve du poisson et du fruit. — Laiteries. — Industries dangereuses. — Teinturerie, Imprimerie, Forges, Fonderies. — Usines utilisant la force hydraulique. — Mesures d'hygiène et de sécurité.

Industrie textile

Réglementation du travail des femmes, des adolescents et des enfants

Lorsqu'on examine les mesures législatives applicables à l'industrie textile, qui à elle seule contribue en grande partie à la richesse manufacturière de l'Angleterre, on se trouve en présence de règles qui s'adressent à une industrie dont le personnel ouvrier se recrute presque entièrement parmi les femmes.

Les manufactures du Lancashire et du Yorkshire sont en effet peuplées en grande majorité de femmes.

Les centres de l'industrie du coton sont d'ailleurs limités à quelques districts.

Le Lancashire et le Yorkshire sont les régions où l'on rencontre le plus de manufactures de coton, alors qu'on rencontre le plus grand nombre de manufactures de laine dans le Yorkshire et que le Leicester est surtout un centre pour la bonneterie.

En Ecosse, où la proportion des femmes relativement aux hommes est encore plus grande, les centres de l'industrie du coton sont Farfar et Lanark ; en Irlande, Belfast.

D'après un rapport d'inspecteur du travail (Année 1899) le nombre des femmes employées dans l'industrie textile était de 548 987 pour 387 583 hommes, la prépondérance des femmes existant surtout dans l'industrie du coton et dans celle de la soie. Près de 400 000, exactement 391 933 femmes sont employées dans les seules manufactures du Lancashire. Dans ce nombre, on comptait environ en 1901, 120 000 femmes mariées, de dix-huit à soixante ans travaillant par nécessité ; les unes, veuves, n'ayant qu'à compter sur elles-mêmes pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs enfants, les autres dont le salaire du mari était insuffisant pour faire vivre la famille.

Les salaires dans l'industrie textile sont particulièrement élevés, ils dépassent la moyenne de ceux que l'on rencontre généralement dans les métiers féminins. Dans le Lancashire, les ouvrières les plus habiles arrivent à gagner 21 S. par semaine et quelquefois davantage ; le gain

moyen est de 15 S. environ. Les jeunes filles commencent à travailler dès l'âge de douze ans ; elles gagnent alors de 4 à 6 S. par semaine, à quinze ans elles obtiennent 10 à 12 S. Dans les manufactures de laine du Yorkshire, elles gagnent 13/2 en moyenne par semaine ; dans les filatures du Yorkshire 11/5.

Une des causes du chiffre élevé des salaires dans l'industrie textile à côté de la principale : l'état florissant de cette industrie est, certainement, l'existence de trades-unions fortement organisées, parmi les ouvriers et les ouvrières. Remarquons toutefois que les femmes n'y ont aucune place prépondérante, ce qui peut surprendre, si l'on songe au grand nombre qu'elles représentent. C'est ainsi, par exemple, que, dans les filatures, il y a plus de 70 0/0 de femmes, sur lesquelles 65 0/0 sont groupées en trades-unions. C'est également peut-être à l'influence des trades-unions, qu'il faut attribuer les conditions favorables du travail, qui a atteint un niveau bien supérieur à celui d'autres industries moins puissamment organisées. L'industrie textile occupe une place spéciale dans la réglementation industrielle. Toutes les mesures tendant à diminuer la longueur de la journée de travail ont été d'abord adoptées dans l'industrie textile.

On se rappelle que ce ne fut qu'en 1867 que l'on généralisa, pour toutes les fabriques, les règles en vigueur dans l'industrie du coton depuis 1847.

La loi a défini ce qu'il fallait entendre par une fabrique dans l'industrie textile, c'est tout établissement manufac-

turier où l'on utilise la vapeur, l'eau ou tout autre force motrice, pour mettre en mouvement une machine servant à préparer, fabriquer ou achever tout travail industriel concernant le coton, la laine, le crin, la soie, le lin, le chanvre, l'écloupe, les fibres du cocotier, soit unis à d'autres matériaux, soit séparés, ou à la confection de tout tissus composé de ces diverses matières.

Il y eut peu de modifications apportées, en 1901, aux acts antérieurs et en particulier à celui de 1878.

La journée de travail, sauf le samedi, commence à six heures du matin pour finir à six heures du soir, ou commence à sept heures du matin pour finir à sept heures du soir.

Pour le samedi, il y a certaines particularités à observer; la journée commencera à six heures ou à sept heures : 1° Quand elle commencera à six heures et qu'il sera accordé une heure pour le repas, tout travail manufacturier devra cesser à midi et tout autre travail quelconque à midi et demi.

S'il est accordé moins d'une heure pour le repas, le travail manufacturier devra cesser à onze heures et demie et tout travail quelconque à midi.

2° Quand la journée de travail, commence le samedi à sept heures, elle devra dans tous les cas précédents être terminée une heure plus tard. Relativement aux repas, il est accordé tous les jours sauf le samedi deux heures au moins, sur lesquelles une heure de suite ou en différents intervalles avant trois heures de l'après-midi.

Le samedi, une demi heure devra être accordée pour un repas.

Nulle femme ne sera employée plus de quatre heures et demie de suite, sans un intervalle d'une demi-heure au moins pour un repas.

Une exception toutefois est faite à cette règle dans les fabriques de tissus élastique, de rubans et de passementerie, où les femmes pourront être employées cinq heures de suite, sans l'intervalle exigé par la loi dans les deux cas suivants : 1° Quand la journée de travail commencera à sept heures du matin ; 2° Quand l'heure comprise entre sept et huit sera réservée au repas.

La règle est encore atténuée par le pouvoir qu'a le Secrétaire d'Etat en vertu de la loi, d'étendre cette exception à d'autres industries textiles quand les habitudes du pays l'exigent, quand le travail est sain et que la santé générale des ouvrières ne risque pas d'en être compromise.

La limite de cette exception, à la période s'étendant entre le 1^{er} Novembre et le dernier jour de Mars ne s'appliquera pas à l'industrie de la bonneterie quand le Secrétaire d'Etat l'indiquera par un Ordre spécial.

En ce qui concerne les règles relatives aux conditions des repas, l'act. 33 interdit tout travail pendant le temps accordé pour le repas. De même, les femmes ne devront pas demeurer dans la même pièce où l'on travaille.

Enfin, les femmes, les adolescents et les enfants auront leurs repas aux mêmes moments.

Travail des adolescents dans l'industrie textile

Toutes les règles relatives aux heures d'emploi, au temps consacré aux repas, au repos, et aux jours de congé, qui concernent les femmes dans l'industrie textile s'appliquent également aux adolescents.

Une exception est faite pour les fabriques de dentelle qui emploient des machines mises en activité par l'eau, la vapeur ou tout autre force mécanique. Cette exception n'existe que pour les jeunes gens âgés de plus de seize ans, elle permet leur emploi entre quatre heures du matin et dix heures du soir.

Pour éviter tout surmenage, le travail est soumis à certaines conditions.

La loi se réfère à la journée ordinaire de travail applicable aux femmes et aux adolescents dans chaque industrie. Cette journée s'étend généralement entre six et six ou sept et sept. Selon que le jeune garçon commencera la journée avant ou après, il sera employé d'une manière différente.

Dans le cas où cette industrie n'emploierait ni femmes ni adolescents, la journée de travail sera établie conformément à la loi. Sa durée devra être affichée dans la fabrique.

Ceci posé, les règles suivantes seront adoptées dans les fabriques de dentelle :

1° Lorsque le jeune garçon sera employé avant ou après la journée ordinaire de travail, il devra avoir pour lui, au moins neuf heures, y compris le temps consacré à ses repas, entre quatre heures du matin et dix heures du soir.

2° Le jour où il sera employé avant la période ordinaire de travail, il ne devra pas être employé le même jour après cette période ;

Enfin, pour éviter à la fois le travail le soir et celui du matin, il est spécifié que, lorsqu'il aura travaillé le soir, après la période ordinaire de travail, il ne devra pas le lendemain commencer la journée à quatre heures.

La règle de l'article 39, qui permet aux femmes de travailler cinq heures de suite dans les fabriques d'élastique de rubans et de passementerie, est également applicable aux adolescents.

Réglementation du travail des enfants

En étudiant les heures de travail des enfants dans l'industrie textile, il convient de faire ressortir que les premières améliorations, apportées à la condition des enfants travaillant dans les fabriques furent d'abord réalisées dans cette industrie. Nous avons vu que les changements avaient été plus aisés à réaliser en raison même de sa concentration. C'est pourquoi, alors que les longues journées de travail subsistent encore, à une époque récente dès 1819

nous voyons que le travail est interdit à tout enfant âgé de moins de 9 ans, et que la fixation de la journée de travail à douze heures apparaît dès 1825. Nous avons vu qu'elle fut progressivement abaissée, en 1857 et en 1874.

L'industrie textile emploie un grand nombre d'enfants, filles et garçons, environ 49 000, sur ce chiffre, près de 12 000 travaillent dans les fabriques du Lancashire.

Les conditions matérielles du travail y sont certainement plus avantageuses que dans tout autre industrie. Le travail y est également plus régulier et n'est pas soumis aux perturbations causées par les moments de presse ou de chômage. Enfin, les salaires pour les enfants comme pour les femmes, y sont relativement élevés. C'est ainsi que pour les travaux les mieux rémunérés les enfants sont payés par semaine, pour la demi-journée, de 2 à 4 S ou 2 S pour les travaux les plus faciles. La loi actuelle permet le travail sous les conditions suivantes :

Les enfants ne seront employés que la matinée ou l'après-midi, ou alternativement un jour sur deux.

Il convient, ici, de signaler la sollicitude de la loi vis-à-vis de l'enfant, surtout si l'on y ajoute l'obligation du certificat de capacité exigé à son entrée dans la fabrique.

La journée de travail pour un enfant employé le matin seulement, commencera, sauf le samedi, à la même heure que si l'enfant était un adolescent. Elle se terminera : 1° A une heure de l'après-midi, ou au commencement de l'heure du déjeuner, si celle-ci est fixée avant une heure.

2° A midi si l'heure du déjeuner ne commence pas avant deux heures.

La journée de travail, pour un enfant employé l'après-midi seulement commencera :

1° A une heure, ou à toute heure quelconque marquant la fin du déjeuner :

2° A midi, si l'heure du déjeuner ne commence pas avant deux heures et si l'équipe du matin finit à midi.

Elle se terminera à la même heure que si l'enfant était un adolescent.

Le samedi, la période de travail pour tout enfant, commencera et finira à la même heure que si l'enfant était un adolescent.

La loi a également jugé qu'il sera plus avantageux, pour l'enfant de n'être pas toujours employé le matin ou l'après-midi, elle décide donc qu'il ne devra pas travailler, le matin seulement ou l'après-midi seulement pendant deux périodes successives de sept jours. Il ne devra jamais être employé deux samedis de suite et dans aucun cas le samedi si, un jour quelconque de la même semaine, sa période de travail a excédé cinq heures et demie :

Des mesures spéciales sont également prescrites dans le cas où l'enfant travaille un jour sur deux.

1° Relativement aux heures des repas, elles seront les mêmes que si l'enfant était un adolescent.

2° En ce qui concerne le travail, l'enfant ne devra pas être employé pendant deux jours de suite ; en outre, il ne

sera pas employé le même jour de la semaine pendant deux semaines de suite.

Ainsi, lorsqu'il aura travaillé le lundi d'une semaine, il devra être libre le lundi de la semaine suivante.

Dans les deux systèmes, l'enfant ne devra pas travailler plus de quatre heures et demie consécutives sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour un repas.

Cependant, une exception à cette règle est faite par l'article 39 dans les fabriques de tissus élastique, de rubans et de passementerie, à partir du 1^{er} Novembre jusqu'au dernier jour de Mars. Les enfants pourront travailler cinq heures, sans un intervalle pour un repas : 1° Quand la journée de travail commencera à sept heures du matin ; 2° Quand l'heure comprise entre sept et huit heures sera réservée au repas.

En outre, la loi permet au Secrétaire d'Etat d'étendre cette exception à d'autres industries textiles par un Ordre spécial quand il le jugera utile et si la santé des enfants ne doit pas en être compromise.

La limitation de cette exception à la période s'étendant entre le 1^{er} jour de Novembre et le dernier jour de Mars ne s'appliquera pas à l'industrie de la bonneterie, si le Secrétaire d'Etat en décide ainsi par Ordre spécial.

Nous indiquerons ici certaines mesures édictées dans l'intérêt de l'enfant, et qui s'appliquent à l'industrie textile aussi bien qu'à toute l'industrie en général. Nous ne ferons que rappeler celles qui ont déjà été mentionnées au sujet du travail des femmes.

L'article 31 défend d'employer un enfant, sauf pendant la période de travail en dehors de la fabrique ou de l'usine.

Le patron qui emploie des enfants sera tenu d'afficher dans sa fabrique ou son atelier :

1° La période légale de travail ;

2° Le mode de travail des enfants, c'est-à-dire le roulement entre les équipes du matin et de l'après-midi, ou entre celles qui travaillent un jour sur deux. Ces mesures devront être strictement observées, et tout changement dans les heures et dans le système de travail ne pourra être possible sans que le patron en ait averti par écrit l'inspecteur, et ait affiché dans la fabrique ou l'atelier une notice prévenant les intéressés d'une telle modification. Ce changement ne pourra se produire plus d'une fois par trimestre, à moins d'une autorisation spéciale par écrit de l'inspecteur.

Quand un inspecteur indique par écrit qu'une horloge publique, ou tout autre horloge visible pour tous, réglera la période de travail dans une fabrique ou un atelier, la journée de travail et les heures consacrées aux repas seront réglées par cette pendule.

L'article 33 et la prescription de tout travail le dimanche sont applicables aux enfants comme aux femmes.

Il en est de même relativement aux jours de vacances (Act 35).

Les articles 36, 39 et 40 concernent également les femmes et les enfants.

De même, le temps supplémentaire, accordé aux ou-

vrières pour achever un travail déterminé, s'étendra également, dans les conditions indiquées par la loi, c'est-à-dire que le nombre total d'heures de travail, dans la semaine qu'accorde la loi, ne devra pas être dépassé.

Blanchisseries

La première loi réglementant le travail dans les blanchisseries date de 1895, mais elle ne s'appliquait qu'aux plus importantes et excluait toutes celles qui n'employaient que deux personnes, en dehors des membres de la famille. Les heures de travail autorisées pouvaient être jusqu'à quatorze par jour et soixante par semaine, avec un intervalle d'au moins une demi-heure pour les repas, après cinq heures de travail.

Les heures supplémentaires n'étaient permises que trois jours par semaine et trente jours dans l'année.

Les enfants ne devaient pas travailler plus de trente heures par semaine ; néanmoins, il leur était permis de travailler jusqu'à dix heures par jour.

La question des heures du travail fut vivement discutée au Parlement, lors du passage de la loi de 1901. C'est qu'en effet la blanchisserie est une industrie particulièrement irrégulière, à laquelle il est difficile d'appliquer les règles générales. Pour les blanchisseries de quelque importance, il est relativement aisé de distribuer le travail, de

manière à éviter pendant certains jours un excès d'heures de présence nuisible à la santé des ouvrières, d'autant plus que le travail est pénible.

Dans les petites blanchisseries qui n'emploient que deux ou trois ouvrières, il faut accepter le travail qui s'offre et rendre les objets le plus vite possible. On sait que c'est surtout la clientèle la plus pauvre qui exige promptement le retour du linge qui lui fait défaut. Il est difficile, de remédier à cet état de choses, de sorte qu'il y a nécessairement quelques jours de travail excessif dans la semaine généralement à la fin, alors que le lundi est souvent un jour où l'on chôme.

L'industrie de la blanchisserie est presque tout entière une industrie féminine. Les entreprises sont généralement peu considérables et le travail s'effectue dans de petites boutiques ou des logements, bien que le nombre des grandes blanchisseries à vapeur augmente tous les jours. Les gages varient suivant le genre de travail. Le lavage est généralement payé aux ouvrières 2 S 6 (3 fr. 40) à 2 S 9 (3 fr. 40) par jour. Les plieuses reçoivent 2 S 6 (2 fr. 50) à 3 S (3 fr. 75). Celles qui vont chercher le linge à domicile, 3 S (3 fr. 75) à 3 S 6 (4 fr. 35).

Les repasseuses les plus habiles gagnent, par jour, de 2 S 9 (3 fr. 40) à 3 S 6 (4 fr. 35); les autres, 2 S 6 d (3 fr. 40). Mais le repassage, dans presque toutes les blanchisseries est actuellement payé à la pièce. Ainsi, les ouvrières qui repassent spécialement les chemises d'hommes gagnent 1 S 6 (1 fr. 85) par douzaine de chemises et 3 d (0 fr. 30) par

douzaine de faux-cols. Elles arrivent ainsi à gagner 5 S à 7 S par jour (6 fr. 25 — 8 fr. 75).

Voici également quelques prix relevés dans une blanchisserie de Londres (West End). Les femmes y gagnaient 2 S 6 (3 fr. 10) par jour ; les repasseuses les plus adroites, 3 S 6 (4 fr. 35) ; celles qui préparaient le travail, 3 S (3 fr. 75) par jour. Le repassage des chemises d'homme était payé 1 S 3 (1 fr. 55) à 1 S 6 (1 fr. 60) la douzaine.

Au Parlement, lors de la discussion du bill il avait été proposé que les heures de travail soient fixées entre neuf heures du matin et neuf heures du soir. Le travail devait être divisé partout en trois catégories et s'effectuer dans des locaux distincts. Si ces règles avaient été adoptées, elles auraient eu pour conséquence la ruine et la fermeture des petites blanchisseries, mais elles ne furent pas maintenues.

Le Factory Act de 1901 établit, pour toute blanchisserie fonctionnant dans un but lucratif (Art 103), les règles suivantes :

a) La période de travail, sans compter les heures de repas, ne doit pas dépasser quatorze heures, le total d'heures dans la semaine ne devant pas être supérieur à soixante.

b) Une femme ne sera pas employée plus de cinq heures consécutives, sans un intervalle d'au moins une demi heure pour un repas.

c) Les femmes doivent bénéficier de tous les jours de congé, autorisés par l'Act de 1901, aux ouvrières des fabriques.

La loi sera applicable pour toutes les mesures concernant la santé, la sécurité, lorsqu'elles s'appliquent aux blanchisseries, le pouvoir des inspecteurs, les amendes, la procédure à suivre en cas d'infraction aux règles établies. Toute blanchisserie qui emploie la vapeur, l'eau, ou une force mécanique quelconque étant considérée comme une fabrique ; et toutes les autres, comme des ateliers. Le patron d'une blanchisserie sera donc, suivant les cas, considéré comme le patron d'une fabrique ou d'un atelier. Le règlement affiché dans la blanchisserie mentionnera la période d'emploi, les heures des repas, mais elles pourront être modifiées tous les jours avant le commencement du travail.

1) L'interdiction de travail, quatre semaines après la naissance d'un enfant, est applicable aux blanchisseries, de même qu'aux ateliers et fabriques.

2) Les femmes, employées dans les blanchisseries, seront autorisées à travailler durant des heures supplémentaires, à condition que le chiffre total ne dépasse pas quatorze heures par jour. Les heures supplémentaires ne devront pas excéder deux heures par jour, et ne sont autorisées que trois jours au plus chaque semaine, sans pouvoir dépasser trente jours par an.

Les règles de l'Act de 1901, en ce qui concerne les blanchisseries, n'étaient pas applicables au personnel des prisons, aux établissements charitables, aux écoles industrielles ou de réforme, aux membres d'une même famille habitant les lieux, ou qui n'emploient que deux personnes étrangères.

La législation de 1901, relative à la blanchisserie, parut bientôt insuffisante elle laissait en dehors de la loi ; un très grand nombre de petites entreprises, aussi se produisit-il bientôt en Angleterre une propagande active, pour transformer et étendre les règles du bill de 1901.

Dès 1902, Lord Lytton proposait, à la Chambre des Lords, de soumettre toutes les blanchisseries à la loi de 1901, proposition qui obtint plus de succès à la Chambre des Lords qu'à la Chambre des Communes.

Un autre bill fut présenté par M. Cameron Corbett, soumettant les institutions religieuses au Factory Act. Ces propositions devaient aboutir à l'amendement de 1907.

Il modifiait la loi ancienne sur deux points principaux :

1° Il apportait une légère diminution à la longueur de la journée de travail, pour les femmes et les adolescents ;

2° Il plaçait, sous la surveillance de la loi, un grand nombre de blanchisseries qui y étaient soustraites.

Trois jours par semaine, sauf le samedi, les ouvrières pouvaient commencer la journée de travail à six heures du matin et finir à sept heures du soir, ou commencer à sept heures et finir à huit, ou commencer à huit heures et finir à neuf, pourvu qu'une réduction correspondante fût faite sur les autres jours de travail, de manière que le chiffre total d'heures, y compris les intervalles pour les repas, n'excédât pas soixante-huit heures par semaine.

Nous avons vu que la loi de 1901 permettait quatorze heures de travail par jour, la journée de travail est donc diminuée d'une heure depuis 1907.

Toutefois, dans le but de causer le moins de gêne possible à l'industrie, les patrons peuvent apporter quelques modifications à ce système. Ils pourront, quatre jours au plus dans la semaine et sauf le samedi, commencer le travail à six heures du matin et terminer à sept heures du soir, ou commencer à sept heures du matin et terminer à huit heures, ou commencer à huit heures et terminer à neuf. Ce système de travail ne sera autorisé que soixante jours au plus dans l'année.

Différentes périodes de travail pourront être établies pour les autres jours de la semaine.

Les règles précédentes seront considérées comme des exceptions spéciales. Il ne sera pas permis au patron d'une blanchisserie, de changer de mode de travail plus d'une fois par an.

La déclaration prescrite dans le cas d'heures supplémentaires devra être faite avant le début des heures supplémentaires, chaque jour où elles doivent se produire. Il sera tenu un compte exact de tous les jours où l'ouvrière aura été employée pendant des heures supplémentaires.

La loi de 1901 ne s'appliquait pas aux institutions charitables ; l'Act de 1907 soumet à la surveillance de la loi tout travail manuel qui s'y affectue et qui n'est pas destiné aux besoins de l'établissement, bien que ce travail puisse ne pas être accompli dans un but lucratif et qu'il n'y ait aucun contrat de service, ni d'apprentissage.

D'après l'ancien texte de 1901, la période de travail pour les adolescents, ne devait pas dépasser douze heures sur

vingt-quatre et soixante-dix par semaine. La loi de 1907 a fixé les mêmes règles, en ce qui concerne les heures de travail, pour les femmes et les adolescents.

Pour les enfants, le texte de 1901 est toujours en vigueur, ils ne devront pas travailler plus de dix heures sur vingt-quatre, et trente heures par semaine.

Les adolescents et les enfants, de même que les femmes, ne devront pas être employés plus de cinq heures de suite, sans un intervalle d'au moins une demi-heure pour un repas.

Industrie de la conserve du poisson.

Avant 1901, la plupart des règles en vigueur dans les ateliers et fabriques n'étaient pas applicables à l'industrie de la conserve du poisson, dont le travail irrégulier et spécial ne pouvait s'accommoder, pensait-on, des exigences de la loi. Aussi, en 1878, nous voyons que la durée de la journée de travail peut être de quatorze heures, et que toutes les mesures fixant les heures des repas, les jours de congé, ne s'appliquaient pas à cette industrie qui emploie 24359 femmes sur les côtes d'Angleterre, d'Ecosse et d'Irlande.

C'est qu'en effet le travail y est des plus irréguliers, il dépend exclusivement de l'abondance de la pêche. Lorsque celle-ci est fructueuse, la longueur de la journée augmente, le poisson se conserve frais peu de temps et doit être préparé et mis en baril très rapidement.

La besogne est particulièrement rude, la mise des harengs dans les barils se fait généralement en plein air ; les ouvrières ne sont nullement à l'abri des intempéries.

De plus, elles doivent quitter leur foyer pour se rendre sur les côtes où s'effectue le travail. Elles suivent la côte depuis les Hébrides au printemps, Moray, Firth et Aberdeen au mois d'août, jusqu'à Grimsby et Yarmouth en automne.

Un grand nombre parmi elles font plusieurs saisons, certaines se bornent à une seule. Elles sont, en outre, obligées de se loger ; parfois, les patrons se chargent de ce soin ; à maintes reprises, on a signalé l'insuffisance des abris qui les protègent, qui manquent de tout confort, et qui sont en contradiction avec les lois les plus élémentaires de l'hygiène. Les salaires sont relativement élevés, c'est là un des aspects les plus attrayants de cette profession si rude sous tant d'autres.

Les ouvrières sont payées suivant le nombre des barils de poissons qu'elles remplissent. Chaque baril est payé 0 fr. 90, 1 franc et jusqu'à 1 fr. 25. Le salaire dépend donc de l'abondance du poisson. Malheureusement, les jours de chômages sont nombreux, les femmes travaillent alors à la réparation des filets ou à la vente du poisson.

Dans ces conditions, on comprend la difficulté que présente l'application de mesures législatives quelconques. Cependant, en présence de l'excès de travail souvent imposé, on réclamait tout au moins certaines restrictions à la longueur de la journée de travail. D'autre part, il était

à craindre que les patrons plutôt que de se soumettre à des règles gênantes, en vinssent à supprimer le travail féminin, source de revenu pour un grand nombre d'ouvrières. Les patrons redoutaient des mesures qui paraissaient devoir nuire à l'industrie.

Aussi, lorsqu'en 1897 le Fishery Board d'Ecosse ouvrit une enquête pour savoir s'il était désirable et possible de réglementer la journée de travail, les heures des repas, les jours de congé, la réponse fut défavorable à la réglementation du travail dans cette industrie qui ne pouvait être soumise au droit commun.

Le résultat fut que la loi de 1901, dans ses travaux préparatoires, adopta cette manière de voir. Cette industrie fut de nouveau soustraite aux règles des ateliers et des fabriques, et la journée de travail de quatorze heures fut maintenue.

Cependant, actuellement, on prétend que l'application d'une législation plus sévère n'est pas impossible. On cherche à diminuer la longueur de la journée de travail, et à améliorer les conditions dans lesquelles s'effectue le travail.

Si nous examinons le rapport de Miss Paterson, Inspectrice du travail (1905), nous voyons qu'elle demande une réglementation plus sévère : « Le travail n'est pas aussi irrégulier qu'on le prétend, il dure généralement six mois, quelques règles seraient d'une grande utilité ».

Le même rapport insiste sur le mauvais état des emplacements où les ouvrières se livrent aux diverses opéra-

tions de leur travail : « Les cours sont mal pavées, mal-propres et humides ; il conviendrait qu'elles fussent pavées et nettoyées. » Le fait que les heures sont irrégulières, écrit Miss Paterson, devrait être une raison de plus pour améliorer les conditions du travail. De même, les locaux où habitent les ouvrières devraient être soumis à l'inspection (Année 1905).

Le rapport de M. Hayward, Inspecteur du travail, signale une diminution dans les heures du travail : « Pendant ces cinq dernières années, à l'exception d'un surcroît de travail, ou d'une pêche particulièrement abondante, la journée ne se prolonge jamais plus tard que neuf heures du soir. Il y a dix ans, il n'était pas rare de voir les ouvrières veiller jusqu'à onze heures ou minuit. Les patrons ont constaté, que lorsque les ouvrières travaillaient tard la nuit, elles n'étaient pas prêtes, le lendemain, à reprendre leur journée dès six heures. » D'après M. Hayward, les ouvrières chargées spécialement de sécher les harengs sont employées encore trop longtemps, mais même dans cette classe, il observe une diminution dans la journée de travail, les patrons ne peuvent plus obtenir que leurs ouvrières veillent aussi tard le soir. A Great Yarmouth, le rapport signalait la présence de 3325 femmes employées aux travaux de la conserve du poisson.

Les observations de M. Hayward montrent la répercussion de l'idée de la réglementation du travail, dans l'industrie.

Il est certain que, même dans une industrie aussi spéciale que celle-ci, à laquelle ne peuvent s'appliquer les mesures en vigueur dans les fabriques et ateliers, il y a tout au moins une tendance vers la suppression du système des longues journées de travail, sans heures définies pour les repas et le sommeil.

Les rapports les plus récents sont également favorables à la réglementation des heures de travail.

La loi actuelle a exclu cette industrie d'un grand nombre de prescriptions qui lui ont paru de nature à gêner le travail, telles que les mesures relatives aux heures des repas, à la période d'emploi, aux jours de congé, en vigueur dans les ateliers et fabriques (Art 41).

Elle a jugé qu'il y avait urgence à ce que les diverses opérations soient exécutées le plus rapidement possible. Elle a accordé, à cet effet, un nombre d'heures de travail continu plus considérable que dans toute autre industrie. C'est ainsi que la journée de travail pourra commencer tous les jours, sauf le samedi ou tout autre jour substitué au samedi, à six heures du matin et finir à huit heures du soir, ou commencer à sept heures du matin et finir à neuf heures du soir.

Toutefois, il devra être accordé, pour les repas, deux heures au moins, sur lesquelles une demi-heure après cinq heures du soir.

La loi considère ces journées comme exceptionnelles et n'en permet pas plus de trois par semaine, et pas plus de cinquante dans l'ensemble des douze mois de l'année,

En calculant cette période de cinquante jours, la loi exige qu'on compte tous les jours où il y aura eu quelque heure supplémentaire (art. 50).

Laiteries.

Depuis la loi de 1878, l'industrie des laiteries a atteint un développement impossible à prévoir à cette époque. On se plaignait de l'insuffisance de la législation, mais cependant l'application des règles générales aux laiteries offrait des difficultés qui n'échappèrent pas aux intéressés. Une conférence, qui réunissait à Dublin, en Décembre 1899, les représentants du Home Office et ceux de l'industrie des laiteries, reconnaissait la nécessité de mesures nouvelles, mais demandait que les femmes soient autorisées à travailler quatre heures le dimanche pendant les mois de Mai, Juin, Septembre et Octobre. L'interdiction du travail le dimanche aurait eu, pour résultat, le renvoi d'un grand nombre de femmes employées dans cette industrie et gagnant des salaires bien supérieurs à ceux qu'elles pouvaient obtenir, en Irlande, dans les autres professions.

Il ressortait également des conclusions de la Conférence que l'abolition du travail des femmes serait très funeste à l'industrie des crémèries en Irlande.

Pendant les six mois d'été, il est indispensable de battre le beurre le dimanche dans presque toutes les laiteries du

Sud et de l'Ouest de l'Irlande, la plus grande quantité de lait étant produite à cette époque.

Dans le cas où l'opération du battage serait interdite le dimanche, il faudrait, ce jour là, qu'une ouvrière visite les laiteries et que certains travaux qui doivent être faits le lundi matin soient préparés.

Relativement aux heures du travail, la Conférence avait décidé que la journée n'excéderait pas dix heures, mais ces heures ne devaient pas être consécutives.

Le 21 Mars 1900, l'autorisation pour les laiteries employant des femmes de travailler quelques heures le dimanche, était de nouveau demandée devant le Home Secretary par les principaux représentants des laiteries coopératives soutenus par divers membres du Parlement Count Moore, M. William Field et M. Archdale.

Examinons ce qui a été fait par la loi de 1901.

La loi autorise le Secrétaire d'Etat à modifier les heures de la journée de travail, et celles des repas. Un Ordre spécial permet aux ouvrières employées dans les laiteries de travailler le samedi, pendant les mois de Mai à Octobre, depuis six heures du matin jusqu'à deux heures, et, les autres jours de la semaine, depuis six heures du matin jusqu'à neuf heures. Le dimanche, le travail commencera à six heures du matin, il devra être terminé à neuf heures du matin.

D'autre part, les conditions suivantes sont prescrites :

1° Une ouvrière ne devra pas être employée plus de cinq heures de suite sans qu'il lui soit accordé une demi-heure au moins pour un repas ;

2° Le samedi, les femmes auront au moins une heure pour les repas, et le dimanche une demi-heure au moins (1).

Il est, en outre, stipulé qu'il ne sera permis aucune heure de travail supplémentaire.

L'article 50, que nous avons vu précédemment dans l'industrie de la conserve du poisson, s'applique également à la fabrication du lait condensé.

Toutes les mesures qui concernent les femmes employées dans les laiteries s'adressent également aux adolescents. La loi ne mentionne pas les enfants, non que ce travail nullement malsain leur soit interdit, mais plutôt parce que cette profession est presque exclusivement réservée aux femmes et aux jeunes filles.

Fabriques de confitures et de conserve de fruits

Les articles que nous avons déjà vus applicables à l'industrie de la conserve du poisson et aux laiteries sont ici également en vigueur.

L'art. 41 écarte la règle générale relative aux périodes d'emploi, aux heures accordées pour les repas et aux jours

(1) Un ordre spécial du Secrétaire d'Etat daté, du 27 juin 1902, permet également aux femmes employées dans les établissements où l'on fabrique le beurre et le fromage de travailler pendant certains jours entre six heures du matin et huit heures du soir, ou entre sept heures du matin et neuf heures du soir, ou entre huit heures du matin et dix heures du soir.

de congé, pour tous les travaux de préparation du fruit destiné à être conservé, pour empêcher sa détérioration dès qu'il arrive à la fabrique, pendant les mois de Juin, Juillet, Août et Septembre. L'exception accordée sera soumise aux conditions prescrites par un Ordre spécial du Secrétaire d'Etat.

L'Ordre du Secrétaire d'Etat en date du 17 Juin 1902, en dehors des conditions spéciales relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvrières décide :

Art 5. — Une ouvrière ne devra pas être employée continuellement plus de cinq heures sans un intervalle d'au moins une demi-heure.

Art. 7. — Toute femme qui, depuis le 1^{er} Octobre dernier, aura travaillé sous les ordres d'un même patron en dehors de la période ordinaire de travail, soit par application de l'exception spéciale accordée aux industries de la conserve du poisson (Art. 41), soit en vertu de tout autre exception autorisée par l'Art. 50, ne pourra plus être employée conformément à cette exception dans une autre industrie temporaire.

Art. 8. — Tous les jours où un patron emploie des femmes en vertu de cette exception, il devra inscrire dans le registre prescrit par la loi et informer l'Inspecteur de l'heure d'arrivée du fruit à la fabrique, du genre de travail auquel se livrent les femmes et les adolescents, les heures de travail et le temps accordé aux repas.

Industries dangereuses

L'Act de 1864 qui réglementait pour la première fois certaines industries réputées dangereuses, les fabriques de poteries, d'allumettes, de cartouches, exigeait simplement (Art. 4) que ces fabriques soient tenues dans un état de propreté suffisante et aérées de manière à rendre inoffensives les vapeurs ou impuretés produites, susceptibles de nuire à la santé. L'Art. 5 ordonnait au patron d'établir un règlement spécial rappelant les conditions de propreté exigées, ce règlement devait être imprimé et affiché. En 1867, quelques mesures complémentaires furent prises. Les enfants, les adolescents et les femmes ne devaient pas prendre leur repas dans toute salle où l'on taillait et polissait le verre (Art. 8).

L'article 9 accordait à l'inspecteur le pouvoir de réclamer l'emploi d'un ventilateur ou de tout autre moyen mécanique, permettant de faire disparaître les poussières produites par le polissage ou la taille du verre.

On verra que chaque nouvelle loi fait un progrès de plus dans l'amélioration des conditions du travail dans ces industries qui offrent quelque danger à ceux qui y sont employés. C'est ainsi, qu'en 1878, l'emploi des adolescents et des enfants est complètement interdit dans les travaux relatifs à la fabrication du blanc de céruse.

En outre, en 1883, certaines obligations incombaient aux patrons des fabriques de blanc de céruse. Ils devaient envoyer à l'inspecteur en chef des fabriques une notice indiquant les conditions du travail dans leurs établissements, et celles-ci devaient être soumises à l'approbation du Secrétaire d'Etat.

Aucune fabrique ne pouvait fonctionner à moins d'avoir été déclarée par l'inspecteur conforme aux dispositions de la loi.

Un certain nombre de lavabos à eau chaude et à eau froide devaient être aménagés pour les femmes, ainsi que des salles spéciales pour prendre les repas.

Des dispositions analogues furent prescrites dans les fabriques de toile de coton, ainsi que dans certaines industries où le travail dégageait des vapeurs malsaines.

Plus tard, en 1896, un comité était chargé d'examiner les conditions du travail au point de vue hygiénique. Ce comité publia des rapports sur les dangers inhérents à la fabrication du caoutchouc, du blanc de céruse, au triage de la laine, qui amenèrent le Home Office à prendre des mesures qui ont été adoptées par la loi de 1901.

Les patrons des fabriques ou ateliers, où l'on manipule des substances dangereuses, sont tenus de faire connaître à l'inspecteur et au médecin désigné tous les cas d'empoisonnement par le plomb, le phosphore, l'arsenic, ou les cas d'anthrax qui ont pu se produire dans leurs établissements.

D'autre part, le contrôle du médecin subsiste à côté de

l'obligation du patron, le médecin qui soigne un malade souffrant de toute affection occasionnée par le plomb, le phosphore, l'arsenic ou d'un anthrax, contractée dans une fabrique ou un atelier doit d'après l'article 73 envoyer à l'inspecteur une notice indiquant le nom et l'adresse du malade, ainsi que l'indication de la maladie. Pour chaque cas différent le médecin aura droit à des honoraires s'élevant à 2/6 (3 fr. 40) qui lui seront payés par le Secrétaire d'Etat.

Le médecin qui néglige d'avertir l'inspecteur est passible d'une amende ne dépassant pas 40 S. (50 fr.). Ces règles s'appliquent aux ateliers et fabriques où travaillent les femmes.

Il convient encore de signaler le pouvoir du Secrétaire d'Etat, lorsqu'il s'agit des mesures à prendre relativement à la sécurité des femmes et des enfants employés à des travaux dangereux (1).

(1) La loi a donné la liste de toutes les industries considérées comme dangereuses et auxquelles des mesures spéciales sont applicables.

Ce sont les fabriques de céruse ;

Les fabriques de peinture, couleurs, émaux ;

Les fabriques d'allumettes, sauf celles de phosphore rouge ;

Les fabriques de poteries ;

Les fabriques d'explosifs ;

Les fabriques de produits chimiques ;

Les travaux des carrières ;

Les travaux relatifs à la fabrication du minium ;

Les fonderies ;

Les travaux relatifs à l'émail sur le fer ;

Les travaux relatifs aux accumulateurs électriques ;

Les travaux dans les fabriques de lin et de toile ;

La loi lui permet d'intervenir directement et d'ordonner toutes les règles de prudence utiles, soit qu'il s'agisse des procédés du travail, ou du matériel. Il pourra imposer tel règlement qui lui paraîtra opportun et praticable, après en avoir informé le patron. Ces modifications seront également subordonnées à une procédure destinée à sauvegarder les intérêts des industriels.

Ces mesures cependant sont insuffisantes pour prévenir les accidents, et, s'il y a lieu de signaler une diminution notable de cas de maladie ou de mort, néanmoins ceux produits par l'emploi du blanc de céruse sont malheureusement trop fréquents. Dans un rapport d'inspecteur du travail (Année 1905), nous relevons 592 cas d'empoisonnement par le plomb, sur lesquels 33 cas mortels.

Dans ce chiffre on comptait deux femmes, l'une âgée de soixante-cinq ans, employée à la fabrication du blanc de céruse ; l'autre, âgée de trente-cinq ans, travaillant dans une fabrique de poteries.

Les travaux relatifs à l'émail sur le métal et les ustensiles de cuisine ;

Tous les travaux où l'on emploie le jaune de chrome ;

Tous les travaux concernant les manipulations du cuivre, du phosphore, du métal blanc, du bronze ;

Les travaux concernant la mise en bouteille de l'eau gazeuse ;

Les travaux relatifs à la vulcanisation du caoutchouc au moyen du sulfure de carbone ;

Les travaux relatifs à l'assortiment et à la préparation des peaux et fourrures ;

Les travaux relatifs à la décoration de la porcelaine et de la faïence ;

Les travaux relatifs au polissage des briques au moyen du plomb ;

Tous les procédés relatifs au lavage, au triage, cardage de la laine, des poils de chèvre et de chameau.

L'inspecteur signalait que les cas de maladie occasionnés par le plomb étaient plus fréquents et plus graves chez les hommes que chez les femmes.

En fait, ce sont toujours les ouvrières les plus pauvres, les plus mal nourries qui résistent le moins à la maladie.

En 1906, on comptait 632 cas d'empoisonnement par le plomb, parmi lesquels 107 dans les fabriques de porcelaine et de faïence. Sur ce chiffre, 60 cas étaient survenus à des femmes et à des jeunes filles. Cette même année, le rapport signale un nombre plus grand de personnes atteintes d'anthrax : sur 67 cas, 13 se rapportaient à des femmes et des enfants, et 4 avaient été mortels.

D'après les résultats d'une enquête faite dans les fabriques de poteries du Staffordshire, pour déterminer les accidents causés par le plomb on constatait une diminution des cas d'empoisonnement depuis la création de l'inspection médicale.

Il est évident que rien ne peut être plus dangereux que de prendre des repas dans des salles où s'accomplissent des travaux dégageant des vapeurs malsaines. Les impuretés qui sont mêlées à l'atmosphère peuvent être ainsi introduites dans l'organisme par les voies digestives en même temps que par les voies respiratoires. Aussi est-il interdit aux femmes, aux adolescents et aux enfants de prendre leur repas ou de demeurer, pendant le temps consacré au repas, dans certaines salles des fabriques désignées par la loi.

La défense s'applique :

1° Aux verreries, partout où les matériaux destinés à la fabrication du verre sont mélangés et là où l'on taille et polit le verre ;

2° Aux fabriques d'allumettes, sauf pour les travaux de la taille des morceaux de bois ;

3° Aux poteries dans les salles où s'effectuent la trempe, le séchage et l'écurage de la porcelaine.

Toute femme, tout adolescent ou enfant, qui prendront leur repas ou qui demeureront dans les salles de travail pour lesquelles l'interdiction est établie, seront considérés comme étant employés contrairement à la loi.

Ces règles paraissaient d'une telle importance qu'il fut question, lors de la discussion de la loi, d'accorder aux patrons quelque moyen de sanction vis-à-vis de leurs employés pour renforcer l'interdiction.

Les rapports d'inspecteurs signalent encore, trop souvent, la négligence dont font preuve les ouvrières habituées à manier des substances dangereuses. Le plus souvent, elles ne s'astreignent à aucune mesure de propreté ou de sécurité. On en a vu qui faisaient cuire leur repas sur des fourneaux dégageant des vapeurs malsaines, alors que le fait seulement de prendre des aliments là où s'effectuaient certains travaux était de nature à provoquer des troubles graves dans l'organisme.

La loi exige que l'interdiction soit affichée dans toute fabrique et atelier à laquelle elle s'applique.

En outre, le Secrétaire d'Etat pourra étendre la mesure à des fabriques et ateliers que la loi ne mentionne pas

quand il juge la mesure nécessaire. Lorsqu'il estimera que la prohibition peut être écartée sans danger pour la santé des ouvriers, il pourra, par un nouvel Ordre, annuler le premier et replacer la fabrique ou l'atelier sous le régime commun.

Cependant l'application de toutes ces mesures se heurte dans la pratique à de grandes difficultés. C'est ce qui explique la fréquence des accidents et des maladies dûs en partie à ce que la loi est mal observée.

Il y a à combattre souvent l'indifférence des industriels et encore plus l'inertie des employés. Toutefois, dans bien des cas, les prescriptions légales sont insuffisamment appliquées de la part des patrons. Comme le faisait remarquer une inspectrice du travail, lorsque les lavabos servant à la toilette des ouvrières qui manipulent des substances dangereuses sont en trop petit nombre, il ne faut pas croire que les femmes vont attendre patiemment pour se mettre en règle avec les prescriptions hygiéniques de la loi.

Dans les fabriques de tissage au moyen de la vapeur, le travail des femmes, des adolescents et des enfants, est interdit à moins que des moyens de protection suffisants soient pris pour empêcher que les ouvriers ne soient exposés à l'humidité.

Il en est de même lorsque l'eau chaude est utilisée pour prévenir l'échappement de la vapeur dans les salles de travail.

De telles mesures de précaution seraient également utiles

dans les fabriques où les hommes travaillent. Il importe autant de veiller sur la santé du père de famille, qui risque aussi bien d'être compromise si l'on néglige les mesures de prudence et d'hygiène nécessaires.

Dans certaines industries, ou pour certains travaux qui présentent des dangers particulièrement reconnus la loi a prohibé le travail des enfants et des adolescents.

Depuis 1878, il était interdit d'employer les enfants à la fabrication du blanc de céruse. La loi de 1901 a considérablement augmenté le nombre des travaux auxquels il est interdit d'employer des enfants.

C'est ainsi qu'on défend aux enfants tout travail relatif à l'argenterie des glaces par l'emploi du mercure, à la fabrication de la céruse.

Dans les verreries, la présence des enfants n'est pas autorisée dans tous les endroits où s'effectuent la fusion et la seconde cuisson du verre. Une prohibition analogue existe dans les fabriques d'allumettes, pour les travaux de la trempe des allumettes.

Dans l'industrie de la métallurgie, les enfants ne doivent pas être employés au polissage du fer.

Il est également interdit à toute jeune fille, âgée de moins de seize ans, de travailler à la confection et à l'achèvement des briques ou des tuiles non décorées, ainsi qu'à la fabrication du sel.

La prohibition de l'emploi des enfants sera affichée dans la fabrique à laquelle elle s'applique.

*Teinturerie, Typographie, Imprimerie, Forge,
Hauts-Fourneaux, Verrerie*

La loi de 1901 édicte quelques règles spéciales pour ces diverses industries.

Les heures d'emploi et les intervalles consacrés aux repas pour les femmes, les adolescents et les enfants, seront les mêmes que dans l'industrie textile, seulement le travail pourra continuer cinq heures de suite avec un intervalle d'une demi-heure pour le repas.

1° La règle qui établit une même heure pour les repas pour les femmes, les adolescents et les enfants ne s'applique pas aux hauts-fourneaux, aux forges, aux fabriques de papier, aux verreries, à la typographie ;

2° La règle qui interdit à toute femme de travailler pendant les heures des repas dans les lieux où sont accomplis des travaux manufacturiers ne s'applique pas :

1° Aux forges ;

2° Aux fabriques de papier ;

3° Aux verreries, sauf dans les salles où l'on mélange les diverses matières employées à la fabrication du verre, et où on le taille et le polit.

On ne peut qu'approuver cette dernière restriction ; chacun sait, en effet, le danger qu'il y a à prendre des re-

pas dans de tels endroits, que les ouvrières insouciantes et ignorantes oublient trop souvent ;

4° Aux typographies.

Le Secrétaire d'Etat pourra encore, quand il le jugera nécessaire : 1° Permettre aux ouvrières d'avoir leur repas à différents moments ;

2° Autoriser les femmes, les adolescents et les enfants, pendant les heures de repas à demeurer dans les locaux où l'on travaille, dans le cas où ces mesures ne seraient pas préjudiciables à la santé.

Le samedi, pour tous les travaux relatifs à la teinture du rouge de Turquie, la journée de travail peut finir à quatre heures et demie ; mais le nombre total d'heures ne devra pas excéder la limite d'heures de travail permises dans la semaine.

Dans cette même industrie (Art. 53), une ouvrière pourra être employée tous les jours sauf le samedi au-delà de la période légale de travail lorsque ce sera nécessaire pour prévenir tout dommage susceptible de se produire par la combustion spontanée ou à cause de quelque influence atmosphérique dans les travaux de blanchiment en plein air.

Lorsque dans toute fabrique à laquelle s'applique cette exception une ouvrière n'aura pas complètement achevé sa tâche à la fin de la journée, elle pourra être employée une période supplémentaire n'excédant pas trente minutes tous les jours, sauf le samedi. Ces demi-heures supplémentaires, ajoutées au nombre total d'heures de

travail dans la semaine, ne devront pas excéder le nombre d'heures permises par la loi.

L'exception s'applique aux industries de blanchiment et de teinturerie, aux imprimeries, aux forges, aux fonderies, aux fabriques de papier qui n'emploient pas des jeunes gens pendant la nuit.

Ces exceptions peuvent être étendues par le Home Secretary à toute catégorie de fabrique ou d'usine (sauf à l'industrie textile) quand il le juge nécessaire et qu'elles ne peuvent nuire à la santé des ouvrières.

Dans les imprimeries, et pour les travaux de blanchiment et de teinturerie qui s'effectuent en plein air, un jeune garçon sera autorisé à prendre ses repas à des heures différentes de celles des femmes et des jeunes filles.

Dans ce cas il pourra, pendant le temps accordé aux repas aux femmes, aux jeunes filles et aux enfants, être employé ou demeurer dans les salles où s'effectue un travail manufacturier quelconque.

Réciproquement, les femmes et les enfants pourront être employés ou être autorisés à demeurer dans les salles où l'on travaille, pendant le temps accordé aux jeunes garçons pour les repas.

Il pourra être substitué au samedi, dans les imprimeries, tout autre jour de congé pour les adolescents qui y seront employés.

Les mesures relatives à la période de travail ne s'appliquent pas aux usines où l'on broie le chanvre, qui n'em-

ploient ni adolescents, ni enfants dont le travail est intermittent et ne dure que six mois dans l'année.

La fabrique ne sera pas présumée n'employer ni enfants, ni adolescents, à moins que le patron n'ait informé l'inspecteur de son intention de n'occuper que des femmes dans son établissement.

Le travail de nuit est permis aux jeunes gens âgés de quatorze ans, dans ces diverses industries, sous certaines conditions.

La période de travail ne devra pas dépasser douze heures consécutives, elle devra commencer et finir aux heures indiquées par la loi.

L'Act de 1901, dans son chapitre X sur les définitions générales, considère comme heures de la nuit les heures comprises entre neuf heures du soir et six heures du matin.

Les règles relatives au temps consacré aux repas seront observées avec les modifications nécessaires fixant l'heure de ces repas.

En aucun cas, le travail ne sera permis pendant les douze heures précédant ou succédant à la période de travail de nuit.

Le nombre des nuits est également limité.

La loi fixe à six le nombre de nuits de travail permises en deux semaines.

Dans les fabriques de papier et les hauts-fourneaux, ce chiffre peut être porté à sept en deux semaines, pourvu que cette mesure ne porte pas obstacle à la répartition des

jeunes garçons en trois équipes travaillant huit heures et se reposant seize.

Le travail de nuit est également permis dans les verreries, mais le nombre total d'heures de travail ne devra pas dépasser soixante par semaine. Ces heures pourront être réparties en quatre périodes de quatorze heures au plus, ou en cinq périodes de douze heures, ou en six de dix heures, ou tout autre combinaison jusqu'à neuf périodes ; mais la période de repos devra être, dans tous les cas, égale à celle du travail.

Toutes les cinq heures, il sera accordé au moins une demi-heure pour un repas.

Le Dimanche sera jour de congé.

Dans un atelier où l'on imprime des journaux, un jeune garçon de seize ans sera autorisé à travailler comme un adulte à condition de ne pas veiller plus de deux nuits par semaine et de ne pas être employé plus de douze heures sur vingt-quatre.

Les mesures spéciales relatives au travail du samedi, en ce qui concerne la journée ou la demi-journée de congé, ne s'appliquent pas aux adolescents qui travaillent la nuit dans les imprimeries, les hauts-fourneaux, les typographies et les fabriques de papier.

Le Secrétaire d'Etat pourra, par un Ordre spécial, permettre aux jeunes gens âgés de seize ans et au-dessus de travailler la nuit, quand il l'estimera nécessaire en raison de la nature du travail dans certaines fabriques et ateliers, sauf ceux de l'industrie textile, s'il pense que la santé des jeunes gens ne doit pas en souffrir.

Le travail des adolescents dans les boulangeries.

Avant la loi de 1863 qui réglementait le travail dans les boulangeries, les adolescents étaient autorisés à travailler la nuit entre neuf heures du soir et cinq heures du matin. Depuis 1878, les boulangeries sont soumises à la surveillance des inspecteurs de fabrique.

En raison des exigences du commerce, les jeunes garçons au-dessus de 16 ans peuvent être employés entre cinq heures du matin et neuf heures du soir sous les conditions suivantes : Il faut se rapporter tout d'abord à la période type de travail des femmes et des jeunes gens âgés de moins de 16 ans, employés dans la boulangerie. Dans le cas où le travail serait entièrement fait par des adultes hommes, cette période serait fixée conformément à la loi et elle devrait être affichée dans les boulangeries :

1° Quand le jeune garçon sera employé avant ou après cette période ordinaire de travail, il devra lui être accordé sept heures au moins pour ses repas et heures de loisir, entre cinq heures du matin et neuf heures du soir.

2° Le jour où il sera employé avant la période ordinaire de travail, il ne pourra pas l'être encore après la fin de cette période.

3° S'il est employé après la période ordinaire de travail, il ne devra pas l'être encore le matin suivant avant la période ordinaire.

Usines utilisant la force hydraulique

Le Secrétaire d'Etat pourra, par Ordre spécial, autoriser, dans les usines mises en activité par la force de l'eau et susceptibles d'être arrêtées par la sécheresse ou l'inondation, l'emploi des femmes pendant une période de travail de six heures du matin à sept heures du soir, dans les conditions qu'il jugera convenables. Néanmoins, aucune femme ne devra être privée des heures de repas exigées par cet Act, ou être employée de six heures à sept heures le samedi ou tout autre jour substitué au samedi.

A l'égard des usines susceptibles d'être arrêtées par la sécheresse, l'exception ne devra pas s'étendre à plus de quatre-vingt-seize jours dans une période de douze mois.

En ce qui concerne les usines susceptibles d'être arrêtées par l'inondation, l'exception spéciale ne s'étendra pas à plus de quarante-huit jours dans une période de douze mois. Le travail supplémentaire ne dépassera pas, en aucun cas, le temps perdu pendant les douze mois précédents.

Mesures d'hygiène et de sécurité

Les mesures d'hygiène et de sécurité ont entre elles bien des points communs. Leur application se confond

souvent dans la pratique, et la ligne de démarcation qui existe entre elles est souvent peu nette. La loi de 1901 range parmi les premières toutes les règles relatives à la propreté et au bon état des locaux en général, et parmi les secondes toutes celles qui se rapportent aux précautions à prendre contre les machines, ainsi que l'emploi de tous appareils de sûreté.

Nous étudierons d'abord les mesures d'hygiène en insistant sur leur application dans les ateliers et fabriques où travaillent les femmes, les adolescents et les enfants.

La commission de 1876, chargée d'examiner les conditions sanitaires dans l'industrie, recommandait que les règles d'hygiène des lois industrielles soient étendues à tous les locaux où l'on se livrait à un travail industriel quelconque.

Seules, les habitations où les membres d'une même famille étaient employés devaient être soumises à la loi moins stricte sur la Santé Publique, sous l'administration des autorités locales. Elle insistait pour que toutes les mesures d'hygiène soient sous le contrôle des inspecteurs. La loi de 1878 s'est inspirée de ces idées, mais non de toutes, et, de même que l'Act de 1901, elle laissait au contrôle de la loi sur la Santé Publique, de 1875, un grand nombre de locaux où l'on travaille.

La loi de 1878 exemptait également les ateliers, où seules les femmes étaient employées, des règles relatives à la propreté et à l'encombrement des salles ; elles étaient appliquées au cas où les enfants et les adolescents travaillaient avec les adultes.

L'Act de 1901 a supprimé cette distinction, il prescrit seulement quelques mesures spéciales là où les hommes, les femmes et les enfants sont employés et dont il exempte les ateliers d'hommes.

L'article 157 mentionne, en effet, que toutes les mesures relatives à la température, à l'emploi de thermomètres, de lavabos, ne s'appliquent pas aux ateliers où il n'y a que des hommes, mais sont en vigueur partout où il y a des femmes et des enfants.

D'une manière générale, les fabriques devront être proprement tenues, suffisamment écartées de toute odeur provenant d'égouts ou de conduites d'eau.

Les murs intérieurs, plafonds, escaliers, s'ils n'ont pas été peints à l'huile une fois tous les sept ans seront blanchis à la chaux au moins une fois tous les quatorze mois à compter du jour du dernier blanchiment.

Les ateliers seront soumis aux mêmes dispositions, mais les ateliers domestiques en sont exemptés.

Le législateur a jugé qu'il était difficile d'intervenir, lorsqu'il s'agissait de locaux servant d'habitation et où les personnes qui travaillent sont les membres d'une même famille.

Les salles des fabriques et ateliers seront suffisamment aérées, de manière à rendre inoffensives les poussières, gaz, vapeurs ou autres impuretés.

Le nombre des personnes présentes ne doit pas être tel que l'air soit rendu dangereux à respirer. A cet effet, une affiche placée dans la fabrique ou l'atelier indiquera le

chiffre des personnes qui pourront être employées dans chaque salle.

Des mesures seront prises pour assurer une température suffisante, sans que pour cela l'air en soit vicié. Le Secrétaire d'Etat pourra ordonner l'installation de thermomètres et désigner l'endroit où ils seront placés.

Toute fabrique ou atelier, en contravention avec ces règles ou celles indiquées par l'Ordre du Secrétaire d'Etat seront considérés comme n'étant pas tenus conformément à la loi.

Des appareils de ventilation pourront être également prescrits, dans les fabriques de toile de coton en particulier; le Secrétaire d'Etat en fixera l'emploi.

Les parquets seront tenus en bon état; là où le travail effectué est de nature à dégager une certaine humidité capable de disparaître par le drainage, il conviendra de prendre certaines mesures pour faire sécher les parquets.

Enfin il devra y avoir un nombre suffisant de lieux d'aisances, ils devront être séparés là où des ouvriers des deux sexes seront employés.

A côté de ces dispositions d'une portée générale et qui s'appliquent à tous les ateliers et fabriques, il en est d'autres qui visent certaines industries qui, en raison du travail, nécessitent des règles spéciales.

C'est ainsi que dans les blanchisseries où l'on emploie la vapeur, l'eau ou tout autre force mécanique, un ventilateur sera établi pour régulariser la température dans les

salles où l'on repasse le linge, et pour faire disparaître la vapeur dans tout endroit où l'on lave.

Les poêles destinés à chauffer les fers seront à une distance suffisante des tables de repassage.

On ne devra employer aucun fourneau à gaz dégageant des odeurs nocives.

Les parquets seront tenus en bonne condition, de manière à laisser couler l'eau librement.

Toute blanchisserie en contravention avec ces mesures sera considérée comme n'étant pas tenue conformément à la loi.

Dans les fabriques où l'on prépare le fruit pour la conserve, un Ordre du Secrétaire d'Etat prescrit l'emploi d'un ventilateur ou de tout autre moyen mécanique pour chasser la vapeur qui se répand dans les salles de travail. Il doit y avoir également tous les appareils de drainage indispensables pour maintenir les parquets en bon état.

Cette dernière mesure est d'une grande utilité, les rapports des inspecteurs ont maintes fois signalé la mauvaise condition des parquets, cause de nombreux accidents.

Les derniers rapports montrent, que sur ce point, il y a une véritable amélioration dans les fabriques de conserve de fruit, les crémeries, les pâtisseries (1).

Au contraire, les conditions hygiéniques, pour les

(1) Un rapport d'inspecteur de l'année 1905, dénonçait l'état de malpropreté des fabriques de confiture. « La santé des ouvrières souffrait de l'accumulation de débris de toute sorte, de nombreux accidents étaient survenus dus aux parquets glissants.

femmes employées dans l'industrie de la conserve du poisson, sont toujours loin d'être satisfaisantes. Le genre même du travail expose, comme nous l'avons vu, les femmes à toutes les intempéries, et les rapports d'inspecteurs sont unanimes pour signaler les conditions défectueuses du travail et des abris pour les femmes pendant la nuit. Il est vrai qu'il est souvent difficile de respecter toutes les mesures d'hygiène, pour des installations dont le caractère est provisoire et lorsqu'il y a affluence de personnel pour un temps relativement assez court.

Les industries dangereuses font l'objet de dispositions spéciales, que nous avons déjà vues : prohibition de prendre des repas dans les salles de travail, nécessité d'établir un certain nombre de lavabos à l'usage des ouvrières. Pour certains travaux, tels que ceux de la mise en bouteille de l'eau gazeuse, on prescrit aux ouvrières l'emploi de gants et de masques.

Sécurité.

Les mesures de sécurité que la loi prescrit sont de deux sortes. Les unes comprennent l'ensemble de dispositions à prendre pour éviter le plus possible les accidents que les machines toujours plus nombreuses et plus perfectionnées, font courir aux ouvriers. Les autres sont des prohibitions de travail faites aux femmes, aux adolescents et

aux enfants, là où le danger paraît être plus grand. On ne saurait trop prendre de précautions dans ces différents cas mais il serait souvent désirable que les mesures de prudence s'adressent autant que possible à tous, un accident survenant à un père de famille causera autant de trouble que si la mère en avait été la victime.

Les mesures de sécurité ordonnées aux industriels pour prémunir leur personnel contre les machines ont une portée générale, nous les indiquerons rapidement.

Toute poulie, ou tout volant fonctionnant au moyen de la vapeur, et placés dans la cage de la machine ou ailleurs, et toute roue mise en activité par l'eau, devront être soigneusement à l'écart du contact des ouvriers, de même que tous les arbres de transmission, tous les engrenages et toutes les parties des appareils pouvant présenter quelque danger.

Tous les appareils destinés à la protection des ouvriers doivent être maintenus en bon état et utilisés tant que les machines sont en activité, sauf le cas où ils sont à la réparation ou au nettoyage ou encore lorsqu'il y a une transformation dans le mécanisme.

Toute fabrique qui n'appliquerait pas ces règles sera considérée comme n'étant pas tenue conformément à la loi.

En ce qui concerne les chaudières servant à produire la vapeur dans une fabrique ou un atelier, ou dans tout endroit auquel la loi s'applique, elles devront être munies d'une soupape de sûreté, d'un flotteur et d'un manomètre,

qui indiqueront la hauteur de l'eau et la pression de la vapeur dans l'appareil.

Ils seront examinés par une personne compétente, au moins une fois tous les quatorze mois.

Toutes les chaudières, soupapes de sûreté, manomètres, flotteurs, seront maintenus en bon état.

A la suite de cet examen un rapport sera rédigé, mentionnant toutes les informations nécessaires, dans les quatorze jours qui suivront sa rédaction, il devra être consigné sur le registre général de la fabrique ou de l'atelier.

Le rapport portera la signature de la personne qui aura examiné les machines. S'il est rédigé par un inspecteur d'une société d'inspection de chaudières, il devra porter la signature de l'Ingénieur en chef de la société.

Toute fabrique ou atelier qui seront en contravention avec ces règles seront considérés comme n'étant pas tenus conformément à la loi.

Pour éviter les accidents dans les endroits où peuvent circuler les ouvrières soit pour leur travail, soit pour un autre motif, il est interdit qu'un organe mobile d'une machine empiète à un moment quelconque de plus de dix-huit centimètres sur les parties fixes.

De même, une personne employée dans la fabrique ne pourra, sous aucun prétexte, être autorisée à demeurer dans l'espace compris entre la partie fixe et la partie pivotante d'une machine, à moins que celle-ci soit arrêtée, sa partie mobile étant dans sa position externe.

D'autre part, et toujours lorsqu'il s'agit de machines pouvant présenter quelque danger, un inspecteur pourra déposer une plainte, attestant que les machines et, d'une manière générale, le matériel, y compris les chaudières, sont dans une condition telle qu'ils peuvent présenter quelque danger, et interdire leur emploi, ou s'ils sont susceptibles de réparation, prohiber leur emploi jusqu'à ce qu'ils soient modifiés ou réparés.

Lorsqu'il y aura eu plainte, les tribunaux ou un juge pourront après avoir été assurés que l'emploi d'un certain outillage peut provoquer des accidents, l'interdire absolument jusqu'à nouvel ordre.

De plus une cour de juridiction sommaire pourra, sur la plainte d'un inspecteur et après avoir reçu l'assurance qu'un lieu quelconque servant de fabrique ou d'atelier est dans une condition telle que le travail manufacturier ne peut être effectué sans danger pour la santé des ouvriers, interdire l'occupation de ce lieu jusqu'à ce que des travaux quelconques nécessaires y aient été faits.

Il y a certaines prohibitions établies à l'égard du travail des adolescents, des enfants et des femmes. C'est ainsi que ceux-ci ne pourront être employés à aucun travail entre la partie fixe et la partie pivotante d'une machine mise en activité par l'action de la vapeur, de l'eau ou de tout autre force mécanique.

En ce qui concerne le nettoyage des machines en activité aucun enfant ne pourra les nettoyer ni, en raison de sa taille, être employé au nettoyage sous les machines ; !

pourra seulement dégraisser les appareils placés au-dessus de la mécanique.

La même prohibition s'applique aux adolescents et, à cet effet certaines parties des machines seront présumées dangereuses à moins que le contraire ne soit prouvé.

Une femme ou un adolescent ne pourront pas être employés au nettoyage d'aucune machine ni d'aucun appareil de rouage en mouvement, dans le but d'aider au fonctionnement.

Toute personne protégée par la loi, et ainsi employée au nettoyage, sera considérée comme étant en contravention avec les règles de la loi (1).

Malgré ces précautions, les accidents sont encore trop nombreux, et souvent ils auraient pu être évités. C'est ainsi qu'un rapport d'inspecteur signalait, dans certaines fabriques le costume des ouvrières comme étant bien peu approprié au genre de travail : « Les manches trop amples, les écharpes, les cheveux insuffisamment attachés, ont causé de nombreux accidents à des jeunes filles, il faudrait dans bien des cas, une surveillance plus sévère. » (Année 1904).

Un rapport de Miss Sadler, signalait une diminution d'accidents dans les blanchisseries, elle mentionnait une grande amélioration quant aux mesures de défense contre

(1) On peut encore citer parmi les règles de sécurité, celle prescrite par l'Ordre du Secrétaire d'Etat du 17 juin 1902, qui interdit dans toutes les fabriques de conserves de fruit, d'employer des femmes ou des adolescents à transporter ou à soulever des chargements trop lourds.

les machines et en particulier contre les calandres. Sur 185, Miss Sadler en compte 173 suffisamment protégées (p. 252, Année 1904). Or, on sait que c'est dans les blanchisseries où l'application de la loi avait rencontré le plus d'opposition.

CHAPITRE IV

LE TRAVAIL DANS LES FABRIQUES ET ATELIERS DOMESTIQUES

Aperçu de la question du travail à domicile.

Le travail dans les fabriques et ateliers domestiques.

La loi de 1901 réglemeute les conditions du travail dans les fabriques et ateliers domestiques. Par ces expressions, elle désigne « toute maison privée, chambre ou local servant de lieu d'habitation et qui, en raison du travail, sont « considérés comme fabrique ou atelier. » Il faut encore que ni l'eau, la vapeur ou toute autre force mécanique ne soient employées. Enfin, troisième condition, les personnes qui travaillent doivent être les membres de la famille qui y habitent.

Disons tout de suite que le travail des femmes y est laissé complètement libre comme celui des hommes. Les ouvrières peuvent prendre leurs repas aux heures qui leur conviennent et toutes les conditions auxquelles leur travail est soumis dans les fabriques disparaissent ici.

La loi n'a pas voulu se désintéresser complètement du travail des enfants et des adolescents, malgré les liens de parenté qui unissent les travailleurs entre eux.

Elle décide que les heures de travail pour les enfants pourront être comprises entre six heures du matin et une heure de l'après-midi ou entre une heure de l'après-midi et huit heures du soir. Le samedi tout travail devra être terminé à quatre heures de l'après-midi. Pour l'application des règles sur l'éducation l'enfant sera considéré comme étant employé le matin ou l'après-midi. Un enfant ne devra pas être employé avant une heure de l'après-midi pendant deux périodes successives de sept jours, ni après cette heure pendant deux périodes de sept jours. Le samedi, il ne devra jamais travailler avant une heure de l'après-midi, si tout autre jour de la même semaine il a été employé avant une heure, ni après une heure, s'il a été employé après.

Une demi-heure pour un repas lui sera accordée après cinq heures consécutives de travail.

Le travail des adolescents sera soumis aux prescriptions suivantes :

La journée de travail commencera, sauf le samedi à six heures du matin et finira à neuf heures du soir. Le samedi le travail commencera à six heures du matin et finira à quatre heures de l'après-midi.

Il sera accordé pour les repas et comme suspension de travail, au moins quatre heures et demie, sauf le samedi où il sera accordé deux heures et demie.

Dans le cas où le travail effectué dans la fabrique ou l'atelier domestique aurait été désigné par le Secrétaire d'Etat comme présentant un certain danger, toutes les mesures légales s'appliqueront comme pour une fabrique ou un atelier.

Lorsque certaines personnes se livreront chez elles aux travaux tels que ceux de la fabrication des gants, de la confection de la dentelle sur coussin, du tressage de la paille, elles ne seront pas de ce fait considérées par la loi comme travaillant dans une fabrique ou un atelier domestique.

De même, ne seront pas des ateliers domestiques, les locaux d'habitation où certains membres d'une même famille se livrent à la confection, à la transformation, à la réparation, à la décoration d'objets, lorsque le travail est exercé à des intervalles irréguliers, et qu'il ne constitue pas la principale ressource de la famille.

Le travail à domicile.

Jusqu'à présent, le travail à domicile n'a été soumis à aucune mesure législative efficace. Alors que dans toute l'industrie nous avons vu la limitation des heures de travail, des prescriptions hygiéniques imposées aux patrons et aux ouvrières, l'ouvrière chez elle peut travailler aussi long-

temps qu'il lui convient et dans les conditions les plus défectueuses. Le contrôle de la loi s'arrête au domicile.

L'histoire de la législation du travail à domicile se résume en quelques prescriptions, et la loi de 1901, si minutieuse dans sa réglementation du travail à l'atelier et à la fabrique, n'ajoute que peu de chose aux lois antérieures sur le travail à domicile.

La loi de 1891 prescrivait pour la première fois aux patrons de tenir une liste de toutes les personnes qu'ils employaient dans leurs établissements ou au dehors. Cette liste devait être présentée à l'inspecteur et aux autorités sanitaires.

La loi de 1895 exigea de plus que ces listes soient envoyées deux fois par an à l'inspecteur, au lieu de lui être présentées.

Quelle que soit l'utilité de ces listes que la loi nouvelle a maintenues, il n'y avait là, en réalité, qu'un essai timide de législation, complètement insuffisant pour remédier aux maux de l'industrie à domicile.

En 1888, à la Chambre des Lords, Lord Dunraven demandait la création d'un comité spécial destiné à rechercher les causes du « siweating system » dans l'Est de Londres. Sir Charles Dilke présentait, en 1900, un projet de loi pour la création de « Wages Boards », bureaux de salaires destinés à fixer un taux minimum de salaire pour certains métiers. Ce projet fut d'ailleurs repoussé. Mais l'idée de réglementer de quelque manière le travail à domicile persista, au point que chaque année nous pourrions signa-

ler soit quelques modifications aux mesures déjà en vigueur, soit l'apparition de quelque nouveau projet de loi.

Dès 1905, nous voyons, en effet, une proposition présentée au Parlement par le colonel Denny, modifiant la loi de 1901 et demandant que les ouvriers à domicile soient soumis au contrôle des inspecteurs des fabriques, plutôt qu'à celui des inspecteurs sanitaires.

Deux ans plus tard, une proposition de M. Ramsay MacDonald demandait que les travailleurs à domicile fussent soumis à une inspection plus rigoureuse, et à l'obligation d'obtenir, de la part des autorités sanitaires, des certificats deux fois par an les autorisant à prendre du travail chez eux. Ces deux dernières propositions ne devaient pas aboutir.

C'est alors qu'en Février 1907, au Parlement, fut créé un comité spécial destiné à étudier la question du travail à domicile et les améliorations à y apporter. Les enquêtes devaient être faites particulièrement chez les ouvriers travaillant seuls chez eux, généralement pour le compte d'entrepreneurs, c'est-à-dire chez les travailleurs les plus pauvres et les moins protégés.

Quelque temps après, sous l'impulsion de la Ligue Nationale Anti-Sweating, un bill était présenté au Parlement, *Sweated Industries bill*. Il demandait l'établissement des Wages Boards, destinés à établir des tarifs de salaire minimum dans les sweated industries. Ce bill était soutenu par les différentes églises et les représentants des divers

partis politiques. Il passa, en seconde lecture, à la Chambre des communes le 28 Février 1908 (1). Le *Select committee*, chargé de l'étude du bill, adopta l'idée de la création des Wages boards, qui avait été cependant repoussée en 1900.

L'examen de la loi de 1901 nous montrera les modifications apportées aux lois précédentes, mais nous pouvons dire tout de suite que l'Act de 1901 innove surtout en matière sanitaire. A la vérité, il y a encore très peu de fait pour régler la condition des travailleurs à domicile; on retrouve là une situation analogue à celle que présentait tout le travail industriel, au commencement du siècle dernier, caractérisé par les longues journées et les bas salaires.

Il faut bien reconnaître que l'établissement d'une règle quelconque, tendant à supprimer le désordre dans ce genre d'industrie, présente des difficultés très grandes.

Il y'a d'abord l'ancienne idée de la liberté individuelle, qu'on choque immédiatement lorsqu'on touche au domicile du travailleur. Chacun est maître chez soi et nul n'a le droit, semble-t-il, d'interdire de prendre du travail pour un salaire quelconque. A côté de cette idée d'ordre philosophique, il s'en présente une plus grave. Ne va-t-on pas ébranler l'industrie nationale et favoriser l'industrie étrangère en augmentant les salaires et, par conséquent, le coût de production des objets? C'était l'argument que présentait Lord Duraven à la Chambre des Lords, le 28 Fé-

(1) En 1910, la proposition relative à la création des Wages Boards était repoussée en troisième lecture.

vrier 1888. Les vices du sweating system n'étaient, d'après lui, qu'un côté d'une question bien plus grave, la plus grave peut être des temps modernes. Le problème se posait ainsi : « En présence de l'état actuel de la civilisation, devant les progrès extraordinaires de la science qui permettent de réunir si rapidement à la fois les habitants des différentes parties du monde et les produits de leur travail, sera-t-il longtemps possible à un pays manufacturier comme l'Angleterre, de conserver à la population ouvrière une situation honorable sans mettre en danger les intérêts de l'industrie entière. »

Mais il y a encore, pour expliquer la difficulté d'application des mesures législatives, l'isolement de ceux qui travaillent à la maison. Nous avons vu qu'il avait été relativement aisé d'établir des règles pour l'industrie textile si concentrée, ici nous nous trouvons en présence d'une situation absolument opposée. La plupart des travailleurs à domicile les plus misérables, ceux dont le salaire est complètement insuffisant pour les faire vivre, sont des femmes sans aucune espèce de moyen de défense, privées de tout droit politique, résignées le plus souvent et incapables de se faire entendre, fixées qu'elles sont à la tâche quotidienne. Ce sont toutes celles qui forment ce contingent de femmes célibataires ou abandonnées, de veuves, de jeunes filles sans parents, ou de femmes mariées qui ne peuvent compter pour nourrir leur famille sur le salaire du mari paresseux, ou peut-être malade, ou sans travail. Il y a aussi celles qui, par un salaire d'appoint, cherchent à

améliorer leur sort et celui de leur famille. On les a blâmées, bien souvent et bien injustement, on a été jusqu'à prétendre qu'elles étaient la cause des bas salaires. Certes, plus la demande de travail est grande, plus le salaire risque d'être bas. Mais c'est alors qu'on peut invoquer avec raison la liberté individuelle et demander de quel droit, on interdirait à une femme de travailler pour assurer quelque bien-être supplémentaire, très relatif, à ses enfants? Ce sera ordinairement la femme chargée de famille qui essaiera d'augmenter ainsi les ressources du ménage.

Mais il faut reconnaître aussi que l'isolement seul des ouvrières ne suffit pas pour expliquer la médiocrité des salaires. La plupart d'entre elles sont en effet peu habiles, elles font un travail qui exige peu ou pas d'apprentissage; dans les travaux de couture, elles se montrent ouvrières maladroites et, si le travail est mal payé, il est souvent mal exécuté. Il est évident que si ces objets très imparfaitement confectionnés étaient payés suffisamment, leur prix de vente risquerait fort d'être trop élevé.

N'oublions pas qu'un grand nombre de ces objets peuvent être exécutés par tout le monde et ne demandent aucune connaissance spéciale, qu'ils s'écoulent généralement dans une clientèle de gens peu fortunés. Et l'on se trouve tout naturellement placé dans un dilemme qui résume malheureusement à lui seul toute la question du travail à domicile et du salaire d'appoint: ou bien les ouvrières seront payées un salaire raisonnable, mais le prix de vente s'élèvera d'autant, et les consommateurs préfère-

ront confectionner eux-mêmes ces objets sur lesquels ils peuvent réaliser une économie appréciable, ou bien, si l'on veut avoir des acheteurs, on sera forcé, pour provoquer leur demande, de vendre à un prix suffisamment bas pour qu'ils n'aient qu'une économie insignifiante à faire eux-mêmes le travail. Mais ce prix devra être tel qu'il ne permettra guère autre chose que des salaires insuffisants. Enfin, l'intervention d'entrepreneurs et d'entrepreneuses peut être également considérée comme une des causes tendant à faire diminuer les salaires. Ils jouent le rôle d'intermédiaires entre l'ouvrier et le patron, et leur bénéfice consiste à payer la main-d'œuvre le prix le moins élevé possible.

Leur suppression, dans une organisation du travail bien comprise, serait certainement avantageuse, mais actuellement ils rendent des services en évitant à l'ouvrier des déplacements et en fournissant la main-d'œuvre au patron.

Nous avons vu, par le nombre de projets de loi, combien on s'est préoccupé, en Angleterre, du sort des ouvriers à domicile. Cette préoccupation se retrouve dans le public, c'est ainsi que nous verrons à Londres des expositions du travail d'ouvriers à domicile. D'autre part, sous la direction du Select Committee, des enquêtes furent faites, et des rapports d'inspecteurs et d'inspectrices vinrent donner une vision nette de la situation des ouvriers à domicile dans un grand nombre de villes.

C'est ainsi que nous voyons, par exemple, qu'à Birmingham (Enquête de M. Granes, inspecteur du travail dans

cette ville) (1) 1 100 femmes environ travaillent à fixer des agrafes sur des cartes. Elles reçoivent un salaire variant de 8 d (0 fr. 80) à 1 S 2 d (1 fr. 45) par grosse de cartes. Là-dessus, elles ont à payer les aiguilles et le fil, elles arrivent à gagner 2/ (2 fr. 50) à 4/2 (5 fr. 20) par semaine. Le nombre d'heures de travail est en moyenne de dix heures par jour.

Dans la même ville, 700 femmes environ sont employées à la fabrication des boutons, à raison de 2/ à 3/ par cent grosses de cartes. Les gains moyens d'une femme sont de 2/ (2 fr. 50) à 3/ (3 fr. 75) par semaine.

A Manchester, d'après Miss Emma Coppack, inspectrice sanitaire, le chiffre des ouvriers à domicile s'élevait à 3000, dont la plupart des femmes employées à la confection des chemises d'homme. Les gains les plus faibles étaient de 6/ (7 fr. 50) à 7/ (8 fr. 75) par semaine ; les plus élevés étaient de 9/ (11 fr. 25) à 12/ (15 francs) par semaine.

A Glasgow, pour tous les travaux de confection des chemises d'homme, les salaires moyens journaliers variaient entre 4 d et 1 / et les gains hebdomadaires, entre 2/4 et 7 à 8/.

Les fabricants de sacs étaient payés, pour la confection, de sacs de petite dimension, 7 d pour 2000 sacs ; les sacs plus importants, ceux servant par exemple à emballer le thé, 9 d à 1/ pour mille sacs.

(1) Enquête parlementaire du Select Committee, 3 juillet 1907.

(2) Enquête parlementaire du Select Committee, 4 juillet 1907.

Les sacs en toile cousus étaient payés 2 d par douzaine.

Les confectionneuses de blouses gagnaient 1/ à 3/6 par douzaine de blouses, celles employées à la confection des tabliers gagnaient 3 d par douzaine de tabliers.

A Londres, M. Godard, (1) inspecteur du travail, mentionnait particulièrement, au nombre des ouvrières les plus malheureuses, celles qui étaient employées à la fabrication des ombrelles et des parapluies (9 d par douzaine de parapluies recouverts).

Il était d'avis que les inspecteurs devaient avoir plus de pouvoir dans la surveillance des habitations des ouvriers.

Le Dr Dudfield, inspecteur médical de Paddington (Londres), affirma qu'il était presque impossible de connaître la situation exacte des ouvriers à domicile.

Il émit l'opinion que le travail ne devrait être délivré qu'à ceux dont les noms et adresses figureraient sur les registres des autorités locales. Sans cette mesure, il n'y avait, à son avis, aucune protection contre les maladies contagieuses.

Cependant, malgré les conditions défavorables du travail et les bas salaires, il ne faudrait pas conclure, comme on l'a pensé quelquefois, que la meilleure solution possible pour enrayer le mal consisterait à supprimer complètement tout travail à domicile. Il est le seul secours des infirmes, des vieillards, des femmes qui ont de jeunes enfants à soigner à la maison. Le sort des enfants de la

(1) Enquête parlementaire du Select Committee.

femme qui est toute la journée à l'usine préoccupée à juste titre. Elle va être parfois obligée de prélever sur son gain une petite somme pour payer à son tour quelque femme qui veillera sur les plus jeunes enfants. Au contraire, la femme qui travaille chez elle pourra toujours s'occuper plus ou moins de ses enfants et des intérêts de sa maison.

Il ne faudrait pas non plus croire que la condition des ouvriers à domicile soit partout également dure. Il a été établi que, dans la plupart des villes où les conditions de la vie sont à peu près satisfaisantes, la situation des ouvriers à domicile n'est pas inférieure à celle de la moyenne des autres ouvriers.

En outre, les faibles salaires ne sont pas toujours la règle, ils sont le plus souvent en relation avec le prix du loyer des habitations, car, là où les loyers sont élevés, un plus grand nombre de femmes sont obligées de travailler qui ne le feraient pas, augmentant ainsi la demande du travail.

Certains rapporteurs au Select Committee estimèrent, en effet que la situation n'était pas partout aussi uniformément misérable.

D'après Miss R. E. Squire, inspectrice qui déposa un rapport le 20 Juin 1907, il y a une amélioration sensible dans les conditions hygiéniques des habitations, depuis que l'on a augmenté les pouvoirs des autorités locales. Généralement, les logements des travailleurs à domicile ne sont pas dans un état sanitaire inférieur à ceux de la même classe qui travaillent au dehors. Miss Collet, inspectrice,

signala, au nombre des causes des bas salaires, la concurrence des ouvriers casuels qui cherchent à améliorer la condition de leur famille, et celle de tous ceux qui reçoivent, outre leur salaire, un secours quelconque de la paroisse. A tout prendre, elle estimait que le travail à domicile était plutôt une bonne chose, et que les salaires les plus infimes étaient surtout ceux que recevaient les vieillards ayant dépassé l'âge de produire un travail vraiment efficace, ou ceux des femmes mariées dont le mari est sans travail.

Miss Vynne, entendue au nom de la Ligue Nationale des travailleurs à domicile, se montra également favorable au travail à domicile. Elle cita l'exemple de Bristol, où une large population d'ouvriers à domicile vit, dans les petits villages environnant la ville, dans des habitations relativement saines. A Yeovil, centre du commerce des gants, les salaires sont généralement suffisants.

A Nottingham, centre de l'industrie de la dentelle, d'après un rapport présenté par l'inspecteur sanitaire, 8 0/0 seulement des habitations furent considérées comme malsaines et malpropres. La plupart des femmes mariées travaillent à la dentelle chez elles, tout en surveillant leurs enfants. Elles travaillent généralement pour le compte d'entrepreneurs. Il y a aussi un grand nombre d'infirmes et de vieillards employés, qui ajoutent ainsi une petite somme à une pension ou à quelques faibles ressources, et arrivent ainsi, dans bien des cas, à aider la famille qui en a la charge.

Signalons également, d'après les enquêtes des rapporteurs, qu'il existe chez beaucoup d'ouvriers une certaine opposition contre toute mesure législative tendant à restreindre le travail à domicile.

Examinons maintenant quels sont les remèdes auxquels on a songé pour améliorer la situation des ouvriers à domicile.

On a songé à délivrer, à l'ouvrier à domicile, une licence lui permettant de travailler pendant six mois dans un lieu déterminé.

Cette licence serait délivrée par l'inspecteur du travail, qui devra juger si le local est suffisamment propre et sain pour servir de lieu de travail. Il nous paraît, qu'outre le pouvoir assez exorbitant accordé à l'inspecteur du travail qui devra être seul juge du bon état des lieux, l'obligation pour l'ouvrier de désigner un domicile pour six mois serait souvent difficile à réaliser.

Au point de vue administratif, cette mesure aurait l'inconvénient d'être coûteuse, elle exigerait un grand nombre d'inspecteurs qui devraient se tenir à la disposition des ouvriers désireux d'obtenir leur licence.

Le Select Committee proposait que tous les ouvriers aient leur nom inscrit sur des registres déposés entre les mains des autorités locales. Un certificat établirait l'inscription de l'ouvrier sur les registres, il serait valable jusqu'au changement de résidence et permettrait d'obtenir du travail. Aucune condition de propreté ou de bonne tenue des locaux ne serait exigée.

Ce procédé aurait le grand avantage de faire connaître le nombre et la condition des ouvriers à domicile qui seraient sous la surveillance des autorités locales.

Enfin, un autre remède, qui n'excluait pas ce dernier, serait la formation des Wages Boards (Bureaux de salaire), destinés à fixer un minimum de salaire au-dessous duquel il serait interdit de délivrer du travail.

La question de savoir s'il appartenait au Parlement de fixer un minimum de salaire fut vivement discutée au Comité et fut résolue par l'affirmative.

Le Wage Board ne fixerait pas d'ailleurs le minimum de salaire qu'un ouvrier devrait recevoir, il établirait le prix minimum qui devrait être payé pour la confection d'un objet déterminé. On estimerait le travail pouvant être fait dans un certain nombre d'heures par un ouvrier d'une habileté moyenne.

Il ne saurait être question d'arriver à une égalité de salaire pour tous, et l'ouvrier le plus habile, travaillant rapidement pourrait toujours obtenir un salaire supérieur.

L'objet du Wage Board serait atteint lorsqu'il aurait fixé un prix qui permette à l'ouvrier de vivre à peu près convenablement.

Le fonctionnement des Wages Boards serait relativement aisé pour tous les travaux de couture par exemple, on fixerait le temps qu'il a fallu pour confectionner un objet et le prix de l'heure du travail. Toute amélioration, dans ce genre d'industrie qui compte un grand nombre

d'ouvrières et parmi les plus pauvres, aurait déjà un heureux résultat, On sait, en effet, qu'à Londres, la plupart des femmes travaillant à domicile sont employées à la confection de vêtements pour lesquels elles reçoivent une rémunération des plus faibles.

Il est évident, toutefois, que la création et le bon fonctionnement des Wages Boards seraient très difficiles dans certaines industries où le travail est irrégulier, les ouvrières isolées ou très inhabiles.

La loi de 1901 n'a pas été si loin dans les mesures relatives à l'organisation du travail à domicile.

Elle décide (Art. 107) que les patrons doivent tenir, selon les règles prescrites, des listes désignant les noms et adresses de toutes les personnes directement employées par eux, soit comme ouvriers ou entrepreneurs, pour tous les travaux en dehors de l'établissement industriel, et les lieux où elles sont employées.

Il devront envoyer à l'inspecteur des copies ou extraits de ces listes que celui-ci pourra consulter, envoyer également, avant le 1^{er} février et le 1^{er} août de chaque année, des copies de ces listes au conseil du district où est situé l'établissement industriel.

Chaque conseil de district examinera les listes ; il devra faire parvenir au district correspondant les noms et lieux d'emplois des ouvriers travaillant hors des limites de ce conseil de district.

Les listes tenues par les patrons pourront être examinées par tout Inspecteur de travail agissant en prévision

de cet Act et par tout fonctionnaire dûment autorisé par le conseil de district. Les copies envoyées au conseil et les renseignements fournis par un conseil à l'autre pourront être délivrés à tout inspecteur agissant conformément à la loi.

Cette disposition s'appliquera à tout établissement délivrant un travail quelconque.

Dans le cas d'une contravention du patron de l'établissement, fabrique ou atelier, celui-ci sera passible d'une amende ne dépassant pas 50 francs et, dans le cas d'une seconde infraction à la loi, d'une amende qui n'excédera pas 125 francs.

Art. 108. — Le Conseil de district pourra signaler au patron le mauvais état des lieux où s'accomplit le travail dans les limites de son district, lorsqu'il peut être nuisible aux personnes employées.

Dans le cas où le patron, un mois après l'avertissement, continuera à délivrer du travail destiné à être fait dans le lieu indiqué, il sera passible d'une amende ne dépassant pas 250 francs.

La loi s'est préoccupée particulièrement du cas où des vêtements seraient « confectionnés, nettoyés, lavés, transformés, ou réparés » dans des lieux où un habitant serait atteint de fièvre scarlatine, ou de petite vérole. Le patron, qui aura délivré du travail qui doit s'effectuer dans ces locaux, sera passible d'une amende qui ne dépassera pas 250 francs, à moins qu'il puisse prouver qu'il ignorait l'existence de la maladie et qu'il ne pouvait

pas en avoir raisonnablement connaissance (Art. 109.) De plus, si quelque habitant d'une maison est atteint d'une maladie contagieuse, le conseil de district, dans le district de laquelle la maison est située, peut interdire qu'aucun travail soit donné à une personne quelconque habitant la maison ou un endroit quelconque déterminé. L'interdiction peut s'étendre à toute fabrique, usine ou lieu quelconque, et à tout contractant employé par le patron.

Cette interdiction peut subsister alors même que la personne atteinte de maladie contagieuse a quitté la maison. Elle peut être faite pour un délai de temps spécifié, ou sous la condition que les locaux soient désinfectés à la satisfaction de l'officier de santé, ou que d'autres précautions aient été prises.

En cas d'urgence, l'autorité confiée au conseil de district peut être exercée par deux membres ou plus de ce conseil, agissant suivant avis de l'officier de santé.

Tout patron qui contrevient à ces règles peut être passible d'une amende ne dépassant pas 250 francs.

Quelque dures que puissent paraître ces prescriptions, pour les familles d'ouvriers qui ont un des leurs atteints de maladie contagieuse et qui se voient supprimer leurs gains au moment où ils en auraient le plus besoin, on ne peut qu'approuver toute mesure destinée à prévenir la contagion qui se produirait infailliblement par la mise en circulation d'objets confectionnés dans la chambre même des malades. L'intérêt particulier doit s'effacer devant l'intérêt général, des dispositions d'un autre ordre telles, que

secours en cas de maladie, désinfection immédiate et gratuite des locaux après le transport du malade à l'hôpital, peuvent remédier au préjudice causé par la loi.

Pour déterminer quelles sont les maladies contagieuses, il suffira de se rapporter à la loi médicale en vigueur sur les maladies contagieuses.

Rien n'avait donc été fait en 1901, pour améliorer la condition des travailleurs à domicile : le seul résultat obtenu était une mesure d'hygiène, d'intérêt général, lorsque le 24 Mars 1909 le gouvernement prit l'initiative d'un bill ayant pour objet la question de l'industrie à domicile. La tentative était hardie : c'était, selon l'expression même du ministre, M. Churchill, « une expérience et une révolution ».

Lors de la discussion parlementaire, M. Churchill insista vivement sur la condition fâcheuse de l'industrie à domicile, alors que d'une manière générale, toute l'industrie était en progrès, un véritable état morbide persistait dans l'industrie à domicile, de sorte que les mêmes faits choquants présentés, devant le comité de Lord Dunraven, à vingt ans d'intervalle, se reproduisaient exactement aujourd'hui. La situation était sensiblement la même dans les autres pays, en France, en Allemagne, en Autriche, en Amérique, où dans les mêmes métiers le même mal subsistait. Le Gouvernement proposait la création de conseils d'industrie sous la direction du Board of Trade, ayant le pouvoir de fixer des minima de salaire. Ces conseils ne devaient fonctionner d'abord que pour un nombre restreint de métiers, il s'agissait, en effet, d'une expérience à

faire, si celle-ci était heureuse, une clause du bill permettait l'extension de ces conseils à d'autres industries.

La loi n'était pas seulement destinée aux ouvriers à domicile, elle comprenait également les ouvriers des ateliers et fabriques ; seulement, les métiers où elle proposait l'établissement de minima de salaire étaient précisément ceux où les ouvriers à domicile étaient en grand nombre, de sorte que l'industrie à domicile devait largement en bénéficier.

La loi passa en troisième lecture le 20 Octobre 1909, elle devait être applicable le 1^{er} Janvier 1910.

Elle vise : 1° L'industrie des tailleurs et tous les travaux concernant la confection de costumes destinés à la vente en gros ;

2° La fabrication des boîtes en papier, carton ou autre substance similaire ;

3° La fabrication de la dentelle à la machine et tous les travaux concernant le raccommodage et le finissage de la dentelle ;

4° La fabrication des chaînes martelées ou autres.

Le Board of Trade peut toujours en vertu d'un Provisional Order (Ordre provisoire), étendre la portée de cet Act à d'autres industries, dans tous les cas où il estime que le taux des salaires est particulièrement bas par rapport aux autres métiers. Inversement, s'il se produisait, dans l'une quelconque de ces industries une transformation qui relèverait les salaires, et rendrait l'application de la loi inutile, le Trade Board pourra soustraire cette industrie aux obligations de la loi.

Ces conseils d'industrie sont composés de représentants des patrons et de représentants des ouvriers en nombre égal, et de membres appointés.

Les membres représentants sont élus ou nommés, ou en partie élus ou en partie nommés, selon les règlements en vigueur.

Il devra y avoir des représentants d'ouvriers à domicile dans toutes les industries où ceux-ci sont dans une proportion importante.

Les femmes comme les hommes peuvent faire partie des conseils d'industrie.

Le Board of Trade peut nommer un certain nombre de personnes, des femmes également, comme membres salariés, dans le cas où il s'agirait de métiers où les femmes sont en grand nombre, au moins une femme devra être un des fonctionnaires salariés. Ces derniers, de même que les membres représentants, auront droit à une indemnité pour toute dépense faite pour l'application de la loi, y compris la compensation pour le temps consacré au service du conseil d'industrie.

Le conseil établi dans une industrie pourra créer des comités régionaux, composés en partie de membres du conseil central et de représentants locaux d'ouvriers et de patrons.

Un des fonctionnaires du comité central devra toujours présider les réunions des comités régionaux. Enfin, un sous-comité permanent veillera à l'application de la loi.

Le comité régional devra indiquer au conseil d'industrie

des taux de salaire, soit au temps, soit aux pièces qu'il estime suffisants, applicables aux métiers dans leur région.

Examinons maintenant quels vont être les pouvoirs des conseils d'industrie.

Ils devront fixer des tarifs de salaire minimum, soit pendant un temps déterminé, soit pour la fabrication d'un objet, le salaire peut donc être établi au temps ou à la pièce.

Avant de fixer ce minimum, le conseil devra faire connaître le taux minimum de salaire qu'il se propose d'établir, il devra examiner toutes les objections qui pourraient lui être faites dans un délai de trois mois. Ce minimum de salaire pourra subir des variations, le Board of Trade peut y apporter certaines modifications, mais toute transformation doit être portée à la connaissance des ouvriers et des patrons.

Dans le cas où il y aurait impossibilité de fixer un taux de salaire le Board of Trade relèverait le conseil d'industrie de ses fonctions. Six mois après qu'un minimum de salaire soit au temps, soit à la pièce aura été fixé et porté à la connaissance des ouvriers et des patrons, le Board of Trade rendra obligatoire, par un Ordre ce minimum de salaire, à moins qu'il n'estime bon de suspendre les opérations du conseil d'industrie comme étant prématurées. Le Board of Trade a donc plein pouvoir sur les conseils d'industrie.

Pendant tout le temps où le salaire minimum, fixé par le conseil d'industrie, n'a pas été rendu obligatoire par l'Ordre du Board of Trade, le patron devra payer à son employé le salaire fixé par le conseil d'industrie.

Un patron pourra également informer par écrit le conseil d'industrie qu'il désire appliquer à ses employés le salaire minimum et que le tarif soit obligatoire pour lui, dans ce cas, il devra payer le salaire légal et il sera passible de la même amende que si le minimum de salaire avait été rendu obligatoire par le Board of Trade. Cette amende peut être de 20 livres ou de 5 livres par jour où le patron continue à enfreindre la loi.

Il peut également se produire que seul un salaire au temps ait été fixé par le conseil d'industrie ; dans ce cas, le patron, qui paie ses ouvriers aux pièces, devra prouver que le tarif qu'il applique permet à ses ouvriers de gagner le salaire de temps fixé par la loi.

Enfin, le législateur anglais s'est également préoccupé de la situation faite à un ouvrier infirme, et qui serait hors d'état de gagner un salaire suffisant par l'application du tarif minimum. Le conseil d'industrie pourra autoriser l'ouvrier à travailler dans des conditions différentes de celles édictées par la loi. Dans ce cas, le patron ne sera passible d'aucune amende pour avoir payé un salaire à un taux inférieur au taux légal.

Nous ne pouvons encore apprécier les résultats de la loi de 1909 mais elle demeure toujours une expérience intéressante, honorant le gouvernement qui a cherché à porter quelque soulagement dans le sort des ouvriers les plus déshérités.

CHAPITRE V

CONCLUSION

Tels sont les caractères de la loi de 1901 qui réglemente le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans l'industrie anglaise, depuis janvier 1902. Elle abroge en totalité les lois antérieures de 1878, 1883 et 1897, et en partie celles de 1891 et de 1895 dont quelques articles ont été maintenus.

La première observation qui s'est imposée à nous en l'étudiant, c'est qu'elle n'est pas le résultat d'une théorie abstraite sur la nécessité de protéger le travail d'une certaine catégorie de personnes. Elle est la conséquence d'une longue suite de mesures empiriques, dont l'Act, de 1802 sur la condition des apprentis n'a été que la première étape. Avec l'accroissement de l'industrie, avec les besoins nouveaux, les mesures législatives sont nées, c'est une œuvre qui porte l'empreinte des préoccupations de différentes époques. Son application n'a pas apporté une véritable transformation aux habitudes de l'industrie. Aussi ne pouvons-nous pas adopter la manière de voir de cer-

tains auteurs, qui prétendent que les lois industrielles récentes ont modifié complètement les conditions du travail et ont fait disparaître tous les excès. Au contraire, nous avons vu que la plus grande réserve avait accompagné les moindres changements ; ce n'est qu'après de minutieuses enquêtes, de longues discussions au Parlement, que des mesures nouvelles ont été adoptées. Au début, la seule proposition, tendant à restreindre les heures de travail des enfants à un chiffre qui paraît excessif aujourd'hui pour les adultes, semblait impossible à mettre en pratique et devait apporter la ruine dans l'industrie. De même, toutes les mesures d'hygiène qui se sont développées et précisées étaient à peine réduites aux règles les plus élémentaires de la propreté. Nous voyons donc qu'en matière économique l'Angleterre procède comme en matière politique, par évolution et par étape. Elle sait se défier de ces courants d'idées qui inspirent des bouleversements de surface sans rien changer au fond à l'ordre des choses, tant il est vrai que les seules lois qui puissent être durables sont celles qui s'inspirent des faits, tandis que celles qui émanent tout armées du cerveau d'un législateur épris d'un système économique gagnent peu à sortir du domaine de la théorie.

Ainsi, la loi de 1901 est une œuvre fragmentaire ; elle y perd peut-être au point de vue de la symétrie, peut-être y gagne-t-elle au point de vue pratique, car l'essentiel en législation n'est pas de s'attacher au côté littéraire ou même philosophique, mais de s'efforcer de faire une œuvre applicable.

La loi de 1901 n'a pas la prétention de faire table rase des lois antérieures. Elle édicte des règles nouvelles relatives à la surveillance des ateliers et fabriques au point de vue hygiénique, elle prévoit un certain nombre de mesures destinées à protéger les ouvriers contre les dangers du fonctionnement des machines. Par là, elle s'inspire des changements des conditions du travail avec le développement du machinisme et les progrès de la science moderne.

Elle offre, en outre, une tendance à réduire les heures de travail ; mais ce n'est pas là son souci dominant et, chaque fois qu'elle le fait c'est avec le désir de sauvegarder avant tout les intérêts de l'industrie anglaise.

Les lois industrielles deviennent de plus en plus en plus complexes et la loi de 1901 n'a pas échappé à cette règle. Elle traite des questions les plus diverses, elle édicte des mesures relatives aux heures et à la durée du travail et aux conditions des locaux où sont réunis les ouvriers ; on y trouve également un grand souci de l'hygiène et de la sécurité. A l'égard du travail des enfants, on peut être surpris de voir figurer, dans une loi industrielle, des prescriptions relatives à la présence effective des enfants à l'école. Le patron devra avoir le livret de présence de l'enfant à l'école, parfois même, il aura l'obligation de payer les frais d'éducation, quitte à les récupérer ensuite sur le salaire qu'il lui donne. La loi n'est pas exclusivement applicable aux femmes, aux adolescents et aux enfants ; elle a une portée plus générale et dans bien des cas elle concerne tous les ouvriers.

La complexité est encore accrue par les mesures d'exception accordées libéralement à toutes les industries qui semblent, par la nature du travail, exiger un régime spécial. Nous avons signalé le caractère fragmentaire de la loi, nous en retrouvons ici les effets. Il y a intercalée, dans la loi, une réglementation spéciale pour chaque industrie. En 1901, certaines lois, telles que celles sur les fabriques de toile de coton, les blanchisseries, etc., avaient été abrogées. La nouvelle loi les a englobées en n'y apportant le plus souvent que des modifications de détail.

C'est ainsi qu'il y a très peu de mesures générales et un grand nombre de mesures particulières, réglant des industries très diverses qui ne pouvaient s'accommoder d'un régime commun. Il y a des mesures spéciales pour les blanchisseries, les fabriques de conserves, les laiteries, les industries dangereuses. Mais, de plus, dans tous les cas où il existe des règles générales pour toute une catégorie de fabriques ou d'ateliers, celles-ci peuvent être écartées lorsque le Secrétaire d'Etat estime qu'il y a une raison suffisante pour apporter une modification au régime légal. Ce pouvoir a été souvent critiqué, en particulier, au sujet des heures supplémentaires de travail accordées à certaines industries. La prolongation de la journée augmente la tâche de l'inspecteur et rend la surveillance plus difficile.

On a souvent dit que les heures de travail les plus favorables s'étendaient entre sept heures du matin et huit heures du soir, et qu'aucun travail ne devait être toléré à d'autres heures. Cette règle peut être désirable, mais il ne

paraît pas qu'elle soit toujours praticable. On ne peut pas exiger d'un patron qu'il refuse une commande pressée. Il est impossible de prévoir l'abondance de la demande, et de repartir le travail de manière à ce que les ouvrières ne prolongent jamais la journée au-delà de l'heure réglementaire. D'autre part, l'industriel ne peut pas augmenter son personnel à certains moments et le congédier brusquement ensuite. Les ouvrières, d'ailleurs, se plaignent généralement plus du chômage que de l'excès de travail.

Cependant, les inspecteurs réclament fréquemment contre l'abus des exceptions accordées en matière de travail supplémentaire.

C'est ainsi que M. Blankensorp, inspecteur du travail, écrit que même pour les industries soumises aux exigences des saisons, il est d'avis d'accorder le moins d'exceptions possible.

D'après M. W. H. Johnston, le même travail qui retient trop longtemps les ouvrières pourrait, avec une meilleure organisation, être effectué dans une somme d'heures moins considérable.

Pour lui, tout travail après huit heures du soir est nuisible.

Mais l'intervention du secrétaire d'Etat en matière industrielle, dont nous avons vu toute l'étendue, n'est pas la seule ; il y a, également, à signaler le contrôle des conseils de district.

Ce pouvoir est actuellement très discuté, il a d'ailleurs subi des vicissitudes nombreuses.

Il leur avait été d'abord accordé en 1837, en raison de l'augmentation du chiffre des établissements manufacturiers placés sous le contrôle de la loi. Les autorités sanitaires locales avaient la responsabilité de l'application de la loi dans les ateliers. Cette expérience n'eut aucun succès, au point même qu'en 1871 les autorités locales furent déchargées de toute surveillance relativement à l'application de la loi. De nouveau, en 1891, les autorités locales eurent la surveillance des conditions sanitaires des ateliers. Les patrons furent obligés de tenir une liste de tous les ouvriers qu'ils employaient en dehors de la fabrique ; ces listes devaient être communiquées aux inspecteurs sur leur demande, elles étaient également soumises aux autorités locales. Dès cette époque, on signalait de grands progrès relativement au contrôle de la loi, partout où les autorités locales avaient une certaine importance, mais les résultats étaient à peu près négatifs dans les petites villes. La même constatation se reproduit aujourd'hui pour Londres, Manchester, Liverpool, Leeds, Bradford ; les autorités locales y sont actives et rendent de grands services.

D'après la loi de 1901, la presque totalité du personnel qui travaille au dehors de la fabrique est sous la surveillance des autorités locales mais ce contrôle ne s'effectue pas sans de grandes difficultés. C'est le conseil du district, dans lequel la fabrique ou l'atelier sont situés, qui examine en effet la liste des ouvriers travaillant à domicile, et qui est chargé d'envoyer ces listes au conseil de district dans

le ressort duquel l'ouvrier travaille. C'est ce conseil qui veille à ce qu'aucun travail ne soit livré dans une maison où il y a une personne atteinte de maladie contagieuse.

Les médecins doivent envoyer leurs rapports aux conseils de district.

Dans bien des cas, l'inspecteur ne pourra agir que s'il y a négligence de la part du conseil de district. Ainsi lorsque l'inspecteur signale une mesure à prendre relevant de la loi sur la Santé Publique et non de l'Act de 1901 il devra avertir le conseil de district avant d'ordonner quelque mesure même provisoire.

On a également insisté sur l'immense travail qui incom- bait aux inspecteurs (1). Déjà en 1878, les boulangeries furent considérées comme faisant partie de l'industrie. L'ancien Act de 1863, qui les réglementait, laissait à la sur-

(1) En 1893, on nomma pour la première fois deux dames inspectrices pour faire certaines enquêtes dans différentes villes, elles n'étaient pas, à cette époque, chargées de l'inspection des établissements dans des districts déterminés.

Les Inspecteurs et les Inspectrices ont le droit d'entrer dans les établissements manufacturiers à toute heure raisonnable du jour ou de la nuit. Ils pourront demander la production des registres, certificats ou notices ordonnés par la loi. Ils se livreront également à toutes les enquêtes ou examens nécessaires.

Ils auront encore le droit d'entrer dans toute école où ils estiment qu'il y a des enfants travaillant également dans les fabriques et ateliers.

Ils pourront examiner toute personne dans une fabrique ou un atelier ou à l'école qu'ils estiment avoir déjà été employée dans les deux mois qui précèdent dans une autre fabrique ou atelier. Le patron de tout établissement industriel sera tenu de fournir tous les moyens nécessaires pour permettre les enquêtes et les examens.

veillance des autorités locales toutes les mesures relatives à la sécurité et à l'hygiène des locaux, et n'autorisait pas l'inspecteur à pénétrer dans les boulangeries. La modification de cette règle augmenta encore le travail des inspecteurs.

Il en fut de même pour les blanchisseries qui furent placées en 1895, sous le contrôle de la loi.

En 1901, on comptait 1 724 578 femmes employées dans les ateliers et fabriques soumis à la loi.

D'autre part, pour diminuer cette besogne, certaines obligations sont imposées aux patrons, telles que celle qui leur ordonne de prévenir l'inspecteur du district quand ils veulent travailler pendant des heures supplémentaires après huit heures du soir, ou celle de tenir la liste des accidents survenus dans la fabrique.

Cependant, il est probable qu'au grand nombre des industries déjà soumises à la loi viendront s'en ajouter d'autres, selon l'influence politique du Parlement.

Il est certain que, d'une manière générale, le parti conservateur se montre peu favorable à l'application de règles industrielles sévères ; cependant, il ne faudrait pas croire que seuls les libéraux et les socialistes se montrent partisans de la réglementation du travail. Les conservateurs sont loin de repousser, ce qui aboutit au même résultat, l'idée d'une organisation du travail sur des bases rationnelles, et cela surtout lorsqu'il s'agit du travail des femmes.

Nous avons vu comment, en 1907 le Parlement fut amené

à voter des nouvelles mesures à l'égard des blanchisseries dont le régime avait été très peu modifié en 1901.

En 1907, l'industrie des fleuristes fut soumise au contrôle de la loi. Un Ordre Spécial (1908) autorisa certaines heures supplémentaires de travail, mais cet Ordre fut abrogé en 1909.

Vu, le Président,
RAOUL JAY.

Vu, le Doyen,
CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
J. COMBARIEU.

BIBLIOGRAPHIE

- A History of Factory Legislation.* L. Hutchins and A. Harrison (1907).
Life in West London. Arthur Sherwell, 1901.
International Congress of Women, 1899.
Women under Factory Act. (Nora Vynne et Helen Blackburn (1903).
The Englishwoman, avril 1909. *In Parliament*.
Year book, 1900.
Year book, 1910.
English Woman's Review. Années 1910, 1901, 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, 1907, 1908, 1909, 1910 (janvier février).
Report of the industrial Law Committee. Année 1908.
The Women's charter.
National anti sweating League.
Reports of Factory inspectors.
Report of Miss Paterson, 1905.
Report of Miss Sadler, 1901.
Report of Miss Vynne, 1901.
Report of Miss Squire (20 juin 1907).
Report of Miss Emma Coppack.
Handbook and Report of the National Union of Women Workers of Great Britain and Ireland (1906)
Industrial Work and Industrial Law by Gertrude M. Tuckwell, avec un chapitre sur la Santé publique.
La Santé publique, Nora de Chaumont, Inspectrice sanitaire de Kensington (Année 1908).

The Fabian Society Tracts on social and Industrial Questions.

The Freedom of Labour Defence League Reports.

Hard Times Dickens.

Child Labour and the Half Time System. Spencer.

The National Union of Women workers of Great Britain and Ireland. Occasional Paper (février 1909).

Factory and Workshop, Act, 1901.

Factory and Workshop, Act, 1907.

Enquête parlementaire, juin, juillet 1907.

Parliamentary Debates. Chambre des Lords, 30 août 1909.

Parliamentary Debates. Chambre des Communes, 16 juillet 1907 (Vol. 7, n° 98).

Parliamentary Debates. Chambre des Communes, 28 avril 1909, vol. 4.

Times, 14 septembre 1909.

L'Eveil démocratique. Le projet de loi anglais sur le minimum de salaire (Marthe Jay).

TABLE DES MATIÈRES

Chap. I. — Histoire de la réglementation industrielle. — Lois antérieures à l'Act de 1901, depuis 1802, jusqu'à 1878. — L'op- position des femmes.	1
Chap. II. — Mesures générales applicables à toute l'industrie. — Réglementation des heures de travail, les jours de congé au- torisés. — Cas d'incapacité de travail. — Le travail des en- fants. — Mesures relatives à leur éducation.	32
Chap. III. — Réglementation de l'Industrie textile et de quel- ques industries spéciales. — Industrie textile. — Blanchisse- ries, Industries de la conserve du poisson et du fruit. — Lai- teries. — Industries dangereuses. — Teintureries. — Imprime- ries, forges, fonderies. — Usines utilisant la force hydraulique. — Mesure d'hygiène et de sécurité	73
Chap. IV. — Le travail dans les fabriques et ateliers domesti- ques. — Aperçu de la question du travail à domicile . . .	125
Chap. V. — Conclusion	147

